

L'Observateur ocde

N° 242 - Mars 2004

www.observateurocde.org

Réchauffement planétaire

Tourisme dans l'espace ?

Au secours des profs

Le capital social



Demain
Inspection 14h
Devoirs à rendre
P15
Pollution
* CO₂
Stratégie
de l'OCDE

L'enseignement durable

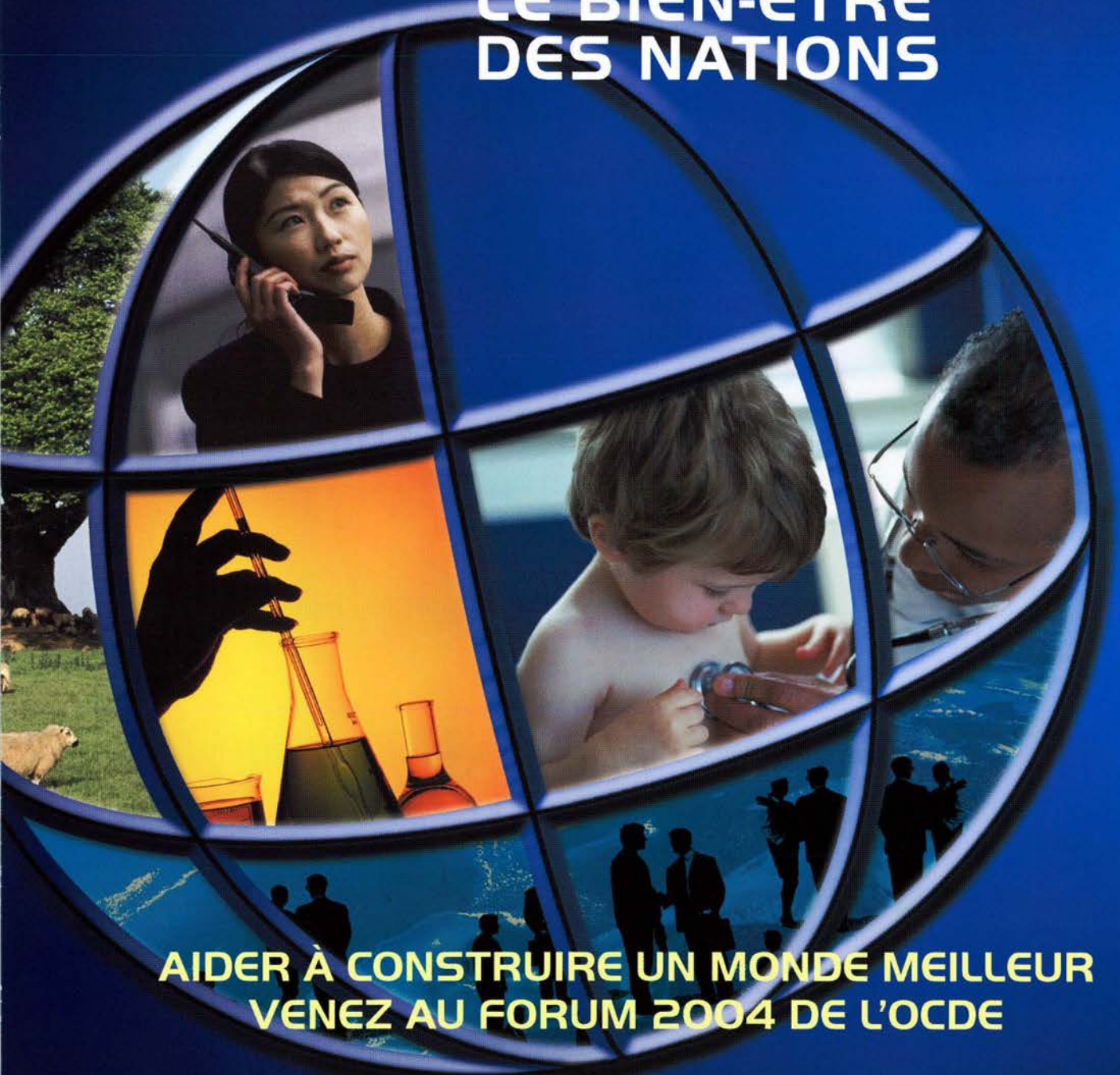
GROSSET Mary-Anne
EXD OPS/IMS
B.P. 2288
NB French

ÉDUCATION... ENVIRONNEMENT... ÉDUCATION... ENVIRONNEMENT...

OCDE



LE BIEN-ÊTRE DES NATIONS



**AIDER À CONSTRUIRE UN MONDE MEILLEUR
VENEZ AU FORUM 2004 DE L'OCDE**

12-13 mai, Centre de Conférences Internationales, Paris

Sommaire

N° 242 – MARS 2004

COURRIER DES LECTEURS

- 2 À haut débit ; Tous en marche

ÉDITORIAL

- 3 Ouvrir la voie
Donald J. Johnston

EN BREF

- 4 Une reprise plus certaine ; Nauru rayée de la liste des paradis fiscaux ; Sondage pollution ; Gouvernement d'entreprise : Commentaires du public ; L'Ukraine et l'Égypte progressent ; Taux de chômage en baisse

SOCIÉTÉ : ÉDUCATION

- 7 Construire la société du savoir
Noel Dempsey
- 9 Vers une éducation de qualité
Barry McGaw
- 11 Enseignement : Redorer le blason
Phillip McKenzie
- 14 Le capital social
Robert D. Putnam
- 16 Ondes cérébrales
- 17 L'école planétaire
Anna Söderberg
- 18 Les entreprises, partenaires d'une meilleure éducation
Thomas R. Vant
- 19 Un parcours hors norme
- 20 Un examen de trop
Roland Schneider

ÉCONOMIE

- 22 « Étudier maintenant et payer plus tard »
Jens Lundsgaard et Dave Turner



Les enseignants, page 11



Les entreprises partenaires, page 18



Bioadversité, page 29



Le Forum 2004 de l'OCDE, Mary Robinson, page 38

RESSOURCES : ENVIRONNEMENT

- 25 L'autosatisfaction n'est pas de mise
Martin Cullen
- 27 Stratégie de l'environnement de l'OCDE : La voie à suivre
Lorents Lorentsen
- 29 Bioadversité
- 30 Changement climatique : Le problème reste entier
Joke Waller-Hunter
- 32 Pour une action durable
Børge Brende
- 33 Un vert plutôt pâle

SCIENCE ET TECHNOLOGIE

- 34 Le tourisme spatial est-il sûr ?
David B. Sawaya
- 36 Surveillance de l'espace

OCDE.ORG

- 37 Éliminer le spam ; Chimie en sécurité ; Investissement en Lettonie ; Nouvel ambassadeur du Royaume-Uni ; Le Forum de l'OCDE prend forme ; Prix d'énergie ; Objectif eau
- 38 Frankie.org
- 39 Calendrier

LIVRES

- 40 Les cars scolaires sauvent des vies ; Argent sale ; Se préparer aux catastrophes ; La situation en Afrique ; Déchets
- 42 Nouvelles publications
- 44 **Bon de commande**

BANQUE DE DONNÉES

- 45 Plus d'aide, plus d'effort ; En route ; Informatique pour tous ? ; Production d'acier
- 46 Indicateurs

L'Observateur ocde

www.observateurocde.org
© OCDE 2004

Abonnement 2004 :
€50 – US\$50 – £31 – ¥5 900
ISSN 0304-3390
Tél. : +33 (0)1 45 24 82 00
Télécopie : +33 (0)1 45 24 82 10
sales@oecd.org

Créé en 1962
Le magazine de l'Organisation de coopération
et de développement économiques

Les éditions de l'OCDE
2 rue André-Pascal
75775 Paris cedex 16, France
observer@oecd.org
www.oecd.org

Publié en français et en anglais
par l'OCDE et Financial Times Business Ltd,
Tabernacle Court, 16-28 Tabernacle Street,
London EC2A 4DD
Tél. : +44 (0)20 7382 8000

RÉDACTEUR EN CHEF :
Rory J. Clarke
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT :
Sue Kendall-Bilicki
RÉDACTEUR STATISTIQUES :
Eileen Capponi
ASSISTANTES :
Alison Benney, Rosemary Chas,
Carine de Barbeyrac
RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE :
Silvia Thompson
VERSION INTERNET :
Rory J. Clarke, Sue Kendall-Bilicki
MARKETING :
Toby Green
CHEF DE PRODUCTION (FTB) :
Mhairi Swann
MISE EN PAGE (FTB) :
Celine Bijleveld, Kay Burton
RÉALISATION DE LA COUVERTURE :
Paramjit Virdee
RESPONSABLE D'ÉDITION (FTB) :
Angus Cushley

RESPONSABLE DE LA PUBLICITÉ (FTB) :
Simon Blackmore +44 (0)20 7382 8443

IMPRESSION : St Ives

Les demandes de reproduction ou de
traduction totales ou partielles des articles de
l'Observateur de l'OCDE doivent être
adressées au chef des éditions de l'OCDE :
2 rue André-Pascal,
75775 Paris cedex 16, France.

Les articles signés expriment l'opinion de
leurs auteurs et non pas nécessairement
celle de l'OCDE.

Les articles reproduits ou traduits doivent être
accompagnés de la mention « Reproduit (ou
traduit) de l'Observateur de l'OCDE » et de la
date du numéro. Les articles signés ne
peuvent être reproduits ou traduits qu'avec
leur signature. Deux exemplaires significatifs
doivent être envoyés au rédacteur en chef.
Toute correspondance doit être adressée au
rédacteur en chef. La rédaction n'est pas tenue
de rendre des manuscrits non sollicités.

FT Business
FINANCIAL TIMES

À haut débit

L'appel que vous lancez aux gouvernements pour qu'ils favorisent le haut débit va dans le bon sens (Communiqué de presse, 12 février 2004, voir www.oecd.org/media). Mais quel type de politiques pourrait accélérer encore cette évolution déjà fulgurante ? Le vent du marché souffle déjà dans cette direction. La demande de liaisons haut débit est en augmentation. L'émergence d'un réseau rapide à connexions permanentes a stimulé l'innovation dans les télécommunications. Bientôt, les pays qui ne suivent pas pourraient se retrouver aussi dépourvus que s'ils n'étaient pas électrifiés. Les pouvoirs publics doivent s'attaquer aux rigidités des intérêts en place, particulièrement les opérateurs historiques, jaloux de leurs investissements dans des systèmes fermés obsolètes. Le protocole Internet a mis les acteurs sur un pied d'égalité sur le plan technologique. Il est temps de faire de même sur le terrain commercial. C'est le marché qui doit décider de la technologie ou du service qui l'emporte. L'avenir passera forcément par le haut débit.

Michiel Van Kuyen
Amsterdam, Pays-Bas

* * * * *

Dans votre plaidoyer pour le haut débit, vous déplorez que « trop de foyers et d'entreprises restent entravés par la lenteur des téléchargements via un accès de première génération car ils ne veulent pas ou ne peuvent pas accéder au haut débit. »

(« Haut débit : Un accès plus large » *L'Observateur* N° 240/241).

Entravés ? De qui parle-t-on au juste ? Peut-être ce nouveau jouet ne remporte-t-il pas tout le succès que vous souhaitez, tout simplement parce que certains

ont fait un « choix » délibéré que n'approuvent pas l'OCDE et les gouvernements qu'elle représente.

Personnellement j'utilise quotidiennement Internet dans le cadre de mon entreprise ; à mon domicile, il sert occasionnellement à la recherche d'autres informations. J'ai essayé le haut débit et oui, mon courrier électronique arrive à une vitesse proprement hallucinante. J'ai ainsi pu recevoir mes 94 % de spam en un clin d'œil. Mais cela n'a aucun effet sur ma vitesse de lecture. Effectivement, les pages web se téléchargent en un instant. En quoi ma qualité de vie s'en trouve-t-elle améliorée ? En rien.

Je veux bien croire que le haut débit soit utile à certains. Mais « utile » n'est pas synonyme de « nécessaire » et, comme beaucoup, je n'ai aucun désir d'accélérer ma vie plus que « nécessaire ». Pourquoi faudrait-il que l'invention de l'ADSL me contraigne à changer mon rythme de vie pour satisfaire les objectifs de rentabilité des opérateurs de télécommunications ou les visées stratégiques de nos gouvernements ? En tant qu'individus, devrions-nous nous réjouir de pouvoir – et donc de devoir – en faire plus dans le même temps de travail, et pour le même revenu ? En quoi cela conduira-t-il à une société plus harmonieuse et plus équitable ?

Cette lettre a été écrite et envoyée sous DOS. Branché ? oui ! Entravé ? Certainement pas.

David Coleman
Rédacteur & éditeur
HAZNEWS, Londres

Tous en marche

Êtes-vous certain que les dépenses de transports sont beaucoup plus importantes aujourd'hui qu'elles ne l'étaient au XVII^e siècle ? Dans votre comparaison des dépenses des consommateurs britanniques des XX^e et XVII^e siècles (Banque de données, *L'Observateur*

N° 240/241), vous faites remarquer que « les transports et les communications ne s'adjugeaient pas plus de 0,8 % des dépenses totales en 1688, alors qu'en 1996, ce pourcentage avait été porté à 10,6 % [...] au premier rang des postes de dépenses ».

En 1688, l'essentiel des déplacements s'effectuaient bien évidemment à pied. De ce fait, les chaussures étaient à la société de l'époque ce que la roue représente pour nos contemporains. Cette précision ne pourrait-elle pas contribuer à expliquer pourquoi, en 1688, les dépenses d'alimentation étaient les seules à dépasser celles consacrées au poste « habillement et chaussures » ? Vous devriez recalculer votre graphique en faisant passer les dépenses de chaussures de 1688 du poste « habillement » à celui de « transports et communications ».

En Europe, la majorité des individus effectuent entre un cinquième et un quart de leurs déplacements entièrement à pied. À court terme, il est nécessaire d'entreprendre un audit en matière de santé et de sécurité de l'industrie automobile et à moyen terme, de réformer les produits qui sont paradoxalement à la fois à la pointe de la technique et obsolètes.

Terence Bendixson,
Fédération des associations
européennes de piétons (FEPA)
Londres

L'enseignement durable

© David Rooney/
OCDE 2004

Améliorer l'enseignement et maîtriser les problèmes posés par l'environnement sont deux défis fondamentaux auxquels les gouvernements de l'OCDE doivent faire face. Des progrès doivent être accomplis dans les deux domaines. L'avenir des jeunes en dépend.



Ouvrir la voie

Donald J. Johnston, Secrétaire général de l'OCDE

Le calendrier politique mondial en 2004 ne semble guère spectaculaire, comparé à celui des toutes dernières années. Pas de sommet de Monterrey, pas de Johannesburg, ni de Cancún en perspective, pas de conférences sur l'eau ou la société de l'information non plus. Pourtant, il faut se méfier de l'eau qui dort. En fait, c'est précisément à l'heure où il faut agir que nos dirigeants politiques doivent ouvrir la voie. Nous avons pris des engagements et nous devons travailler dur pour les honorer.

Une prise en main s'impose dans plusieurs domaines fondamentaux de l'action gouvernementale, qu'il s'agisse de l'emploi, des sciences et technologies, de l'éducation, de l'environnement, de la santé ou du commerce international, sans oublier bien sûr l'économie mondiale. Aussi n'est-il pas surprenant que les ministres des pays de l'OCDE aient choisi l'année en cours pour exercer leur rôle de pilotage et faire réellement avancer nos sociétés, grâce aux ressources de notre organisation.

Le chômage reste beaucoup trop élevé dans la zone OCDE, les travailleurs relativement âgés, les migrants, les personnes appartenant à des groupes ethniques, les populations autochtones, les handicapés et les jeunes issus de milieux défavorisés payant à cet égard le plus lourd tribut, sans parler des femmes dont la moitié seulement de celles qui sont en âge de travailler ont un emploi. Et c'est ainsi qu'en septembre 2003, les ministres de l'emploi et du travail des pays de l'OCDE, sous la présidence de François Fillon, alors ministre français des affaires sociales, du travail et de la solidarité, ont sollicité l'Organisation. Ils souhaitaient en effet que nous les aidions à concevoir et mettre en place une stratégie globale pour améliorer la situation de l'emploi sur le plan quantitatif mais aussi qualitatif, notamment par un réexamen de la stratégie de l'OCDE pour l'emploi.

Lorsque les ministres de la science de l'OCDE se sont réunis en janvier dernier, sous la présidence du ministre australien de la science, Peter McGauran, ils ont débattu sans détours d'une série de sujets préoccupants et en particulier du désintérêt que manifestent les jeunes pour des études de sciences et d'ingénierie. Là encore, les ministres ont invité l'OCDE à les aider à développer leurs activités dans des domaines comme l'interface sciences-innovation, les ressources humaines affectées à la science et à la technologie, et les biotechnologies.

Nous attendons avec grand intérêt la réunion des ministres de l'éducation à Dublin, en mars, où il sera question des moyens d'améliorer la qualité et l'équité des systèmes éducatifs. Comme le montre le Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA 2000), certains pays affichent de bonnes performances sur ces deux fronts, mais ce n'est pas le cas de tous. Beaucoup sont confrontés à d'immenses défis, comme la pénurie d'enseignants, une situation sociale difficile et une diversité sans cesse plus grande des populations d'élèves. En avril, ce sera au tour des ministres de l'environnement des pays de l'OCDE de se réunir. Le lancement d'urgence d'une action complémentaire pour mettre en œuvre la stratégie de l'OCDE pour l'environnement figure parmi les points importants inscrits à l'ordre du jour.

En mai, se déroulera la toute première réunion des ministres de la santé des pays de l'OCDE, qui sera l'occasion d'examiner les résultats du projet en trois ans de l'OCDE sur la santé. Étant donné l'accroissement rapide des dépenses de santé et que le coût des systèmes de santé semble devoir s'alourdir encore à l'avenir, l'impulsion des responsables politiques sera cette fois aussi nécessaire si l'on veut obtenir de bonnes performances et préserver la qualité. Cette manifestation aura lieu au même moment que la réunion annuelle du conseil de l'OCDE au niveau des ministres qui tâchera d'insuffler un nouvel élan au Programme de Doha pour le développement et de soutenir la reprise de l'économie mondiale. Force vitale pour la santé de l'économie, le secteur des petites et moyennes entreprises est confronté à des défis qui feront l'objet d'une autre grande réunion ministérielle en juin, à Istanbul.

J'apprécie beaucoup ces réunions ministérielles, surtout lorsqu'elles portent sur des questions de fond précises ; les participants baignent totalement dans le domaine considéré, connaissent parfaitement les questions traitées, et sont capables de dialoguer et de débattre utilement et en connaissance de cause avec leurs collègues. Plus important, le pilotage politique que ces réunions nécessitent est indispensable pour mettre en œuvre les recommandations pratiques de l'OCDE et pour savoir comment l'Organisation peut aider les gouvernements à l'avenir.

Je constate en définitive qu'il y a un domaine absolument fondamental de l'action gouvernementale qui sous-tend toutes nos activités : l'éducation !

Bien entendu, l'éducation a toujours joué un rôle primordial dans la réussite économique et le progrès social. Mais dans le monde actuel, elle est déterminante pour que la situation de l'emploi s'améliore qualitativement et quantitativement, pour que les systèmes scientifiques soient efficaces, pour la gestion de l'environnement, pour la médecine préventive et la santé publique, pour que les investissements dans les marchés financiers soient judicieux et profitent des échanges et des investissements multilatéraux.

Voilà pourquoi il faut investir massivement et efficacement dans l'éducation. Les Bill Gates de demain pourraient dépérir dans un monde qui ne leur offrirait aucune chance. Avons-nous les moyens de gaspiller ce potentiel ?

Cette multitude exceptionnelle de réunions ministérielles, en cours à l'OCDE, arrive à point nommé, d'autant plus que les responsables politiques doivent ouvrir la voie, en nous aidant à appréhender tout cet ensemble complexe d'analyses et de recommandations. Chacune de ces manifestations traitera d'importantes questions auxquelles les sociétés sont confrontées dans la zone OCDE et au-delà. Mais toutes se rattachent à un thème commun – l'éducation. ■



• En bref •

Une reprise plus certaine

Selon les indicateurs composites avancés (ICA) les plus récents, c'est une croissance modérée à forte qui attend la zone OCDE, les États-Unis en particulier bénéficiant d'une amélioration soutenue et persistante. L'ICA de la zone OCDE a progressé de 0,8 point en décembre 2003, atteignant 123,6 contre 122,8 en novembre. Après un déclin qui avait commencé en mai 2002, l'évolution du taux de variation sur six mois est aussi nettement à la hausse depuis avril 2003.

L'ICA des États-Unis a augmenté d'un solide 1,6 point en décembre, et le taux de variation sur six mois connaît une hausse marquée pour le neuvième mois consécutif. L'ICA de la zone euro s'est lui aussi amélioré, de 0,3 point, mais le taux de variation sur six mois a reculé après sept mois de hausse. L'ICA de la France a progressé de 0,9 point, son taux de variation sur six mois augmentant pour le neuvième mois consécutif. L'Allemagne a aussi constaté une hausse de 1,1 point de son ICA, tandis que son taux de variation sur six mois affiche de solides hausses depuis huit mois, après 11 mois de déclin. En revanche,

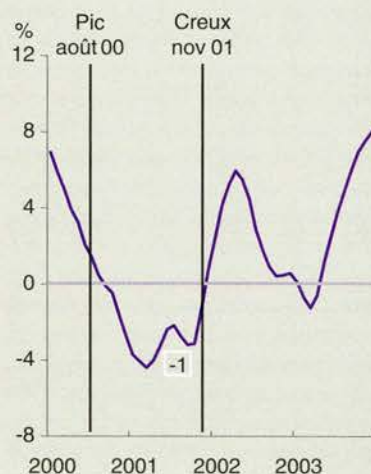
en Italie, l'ICA a accusé un recul de 1,5 point en décembre, et le taux de variation sur six mois a chuté lourdement.

Ailleurs, le Japon a vu son ICA progresser de 0,2 point en décembre, contrastant avec le recul de son taux de variation à six mois pour le deuxième mois consécutif, après six mois de hausse. Au Royaume-Uni, une hausse de l'ICA de 0,8 point s'est accompagnée d'une augmentation du taux de variation à six mois pour le neuvième mois consécutif. Quant au Canada, il a connu une hausse plus forte, avec 1,7 point pour l'ICA en décembre, et une progression du taux de variation à six mois pour le huitième mois consécutif.

Les indicateurs composites avancés de l'OCDE regroupent un large éventail d'indicateurs économiques à court terme essentiels et sont conçus pour signaler de manière précoce les points de retournement (pics et creux) de l'activité économique. Des informations complémentaires sur les indicateurs composites avancés de l'OCDE sont disponibles à l'adresse www.oecd.org/statistics. ■

Croissance plus forte

Indicateur composite avancé, variation sur 6 mois annualisée, OCDE



Mise à jour mensuelle. Pour les chiffres les plus récents, voir : www.oecd.org/std/mei
Source : OCDE

Nauru rayée de la liste des paradis fiscaux

Nauru, la plus petite République indépendante du monde, située dans le Pacifique, a été rayée de la liste des paradis fiscaux non coopératifs de l'OCDE. Ce changement est intervenu en décembre 2003 après que Nauru se soit engagée à améliorer la transparence et à mettre en œuvre des échanges effectifs de renseignements en matière fiscale avec les pays de l'OCDE d'ici la fin de 2005.

Dans une lettre exposant en détail cet engagement, le Président de Nauru, René R. Harris, a noté qu'il occasionnerait des « coûts considérables et des conséquences

pour les recettes publiques de la petite économie de Nauru ». Il espérait que les gouvernements des pays de l'OCDE et les autres organisations internationales en tiendraient compte dans leurs décisions en matière d'aide au développement.

Nauru est le deuxième pays à être rayé de la liste des paradis fiscaux non coopératifs de l'OCDE publiée en avril 2002. Vanuatu a été rayée en mai 2003. Cinq juridictions restent sur la liste : l'Andorre, le Liberia, le Liechtenstein, les Îles Marshall et Monaco. L'OCDE espère que ces juridictions prendront des engagements similaires. ■

- Pour plus de précisions sur les travaux de l'OCDE concernant les pratiques fiscales dommageables, voir : www.oecd.org/taxation



©REUTERS/STAFF

Sondage pollution

Quel est pour vous le défi environnemental le plus urgent ? Depuis le 6 février 2004, cette question fait l'objet d'un sondage d'opinion sur le site www.observateurocde.org. Les quelque 1 600 réponses reçues au moment de la mise sous presse se répartissaient comme suit : 42 % citaient la pollution, 24 % le changement climatique, 13 % la congestion ou l'expansion tentaculaire des villes et 21 % l'érosion de la biodiversité et la déforestation. Les lecteurs sont invités à participer à ce sondage de l'Observateur de l'OCDE qui a une valeur purement indicative, en l'absence d'échantillonnage scientifique. Ce sondage est ouvert jusqu'au 21 avril, dernier jour de la réunion des ministres de l'Environnement des pays de l'OCDE. ■

• En bref •

Gouvernement d'entreprise : Commentaires du public

Plus de 70 particuliers et organisations nationales et internationales du monde entier ont répondu à l'invitation de l'OCDE à commenter un projet de révision de ses Principes de gouvernement d'entreprise, ce qui a donné un nouvel élan aux partenariats au service d'une amélioration de la formulation des politiques gouvernementales. La collecte des commentaires s'est déroulée sur six semaines environ. Les gouvernements des pays de l'OCDE avaient en effet demandé, à la suite des scandales ayant ébranlé les conseils d'administration de certaines grandes sociétés et quelques autres affaires, que les Principes adoptés en 1999 soient renforcés.

Les commentaires sont venus d'organisations aussi prestigieuses que Standard and Poor's, l'International Corporate Governance Network, l'International Federation of Accountants, mais aussi d'entreprises comme Nike et Reuters, et d'organismes appartenant à la société civile, comme la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH).

L'Institute of Internal Auditors (Royaume-Uni et Irlande) a accueilli favorablement la révision des Principes tout en

souhaitant donner davantage d'importance au contrôle interne et à la gestion des risques. Le Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC, voir page 18) qui représente quelque 38 grandes organisations patronales des pays membres de l'OCDE a exhorté les pouvoirs publics à s'en tenir à l'idée qu'il n'existe pas de modèle universel de gouvernement d'entreprise. Parallèlement, plusieurs organisations syndicales d'envergure nationale et internationale ont critiqué le projet, la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC) ayant fait valoir que les Principes ne traitent pas des droits des travailleurs de participer au système de gouvernement d'entreprise, ni ne valorisent la notion d'actionnaires responsables à long terme. (Pour prendre connaissance des commentaires, voir le lien indiqué ci-après.)

L'OCDE tiendra compte des commentaires du public, ainsi que des informations qu'elle aura pu glaner dans le cadre des consultations avec des représentants des pouvoirs publics et de la société civile des pays membres et non membres de l'OCDE qu'elle a organisées au cours de l'année dernière, pour renforcer ses Principes de gouvernement d'entreprise considérés comme une référence à l'échelle mondiale dans la perspective de l'amélioration du comportement des conseils d'administration des sociétés. Les ministres des pays de l'OCDE devraient adopter le texte final à l'occasion de leur réunion annuelle qui aura lieu à Paris les 13 et 14 mai. ■

- Le texte complet du projet de révision des Principes et des commentaires du public peuvent être consultés sur : www.oecd.org/corporate.

Taux de chômage en baisse

Le taux de chômage est revenu à 6,9 % dans la zone OCDE en décembre, contre 7,0 % en novembre et 7,1 % un an auparavant, l'Italie affichant une baisse de 0,5 points de pourcentage sur 12 mois. En octobre (dernier chiffre disponible), le taux de chômage s'est établi à 8,4 % en Italie, soit un pourcentage supérieur à la moyenne de l'OCDE mais inférieur aux 8,9 % de l'année précédente, et au Royaume-Uni le taux de chômage standardisé se situait à 4,9 %, soit 0,2 points de pourcentage de moins qu'un an plus tôt.

Dans la zone euro, le pourcentage de sans-emploi a augmenté de 0,2 % par rapport à l'année dernière, pour atteindre 8,8 % en décembre. La baisse importante du taux de chômage en Italie a été contrebalancée par des hausses en France, avec 9,5 % contre 9,1 % l'année dernière, et en Allemagne, où le taux de chômage est passé de 9,0 % à 9,2 %.

Les chiffres de décembre font apparaître une diminution du taux de chômage aux États-Unis et au Japon. ■

- Voir : www.oecd.org/statistics/data

L'Ukraine et l'Égypte progressent

Le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), l'organisme international chargé de protéger le système financier mondial contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, a retiré l'Ukraine et l'Égypte de sa liste des pays et territoires non coopératifs (PTNC), invoquant les progrès considérables qu'ont réalisés ces deux pays.

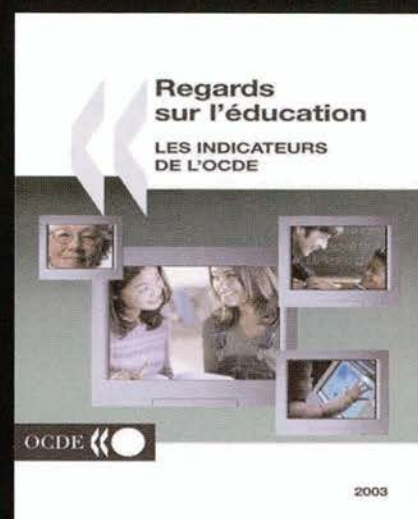
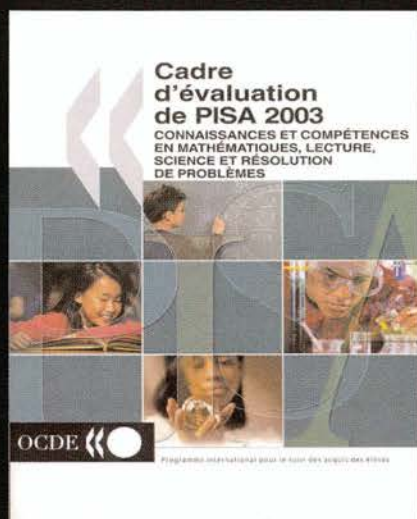
« Il est manifeste que la procédure des PTNC est efficace, et que les pays prennent des mesures significatives pour assainir leur système financier » a déclaré Claes Norgren, Président du GAFI, le 29 février après la réunion plénière du GAFI organisée à la suite de cette décision.

Il ne reste désormais que sept pays sur la liste des PTNC : le Guatemala, les Îles Cook, l'Indonésie, le Myanmar, Nauru, le Nigeria et les Philippines. Les institutions financières dans les pays membres du GAFI sont invitées à porter une attention particulière vis-à-vis des activités et des transactions avec des personnes, notamment des entreprises ou des institutions financières, implantées dans ces PTNC. Le GAFI a par ailleurs salué les nouveaux progrès réalisés par plusieurs pays inscrits sur cette liste, en particulier le Guatemala qui a récemment intégré ses banques extraterritoriales dans le cadre de sa surveillance.

Le GAFI s'est également félicité du succès qu'a rencontré le programme-pilote de 12 mois mené avec le FMI et la Banque mondiale, dans le cadre duquel ces deux institutions ont utilisé les recommandations du GAFI destinées à lutter contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. ■

- Le GAFI est un organisme intergouvernemental indépendant dont le secrétariat siège à l'OCDE. Pour plus d'informations sur ses travaux, voir : www.fatf-gafi.org

A + B + C



La bonne formule

Lisez les publications de
l'OCDE sur l'éducation

www.oecd.org/bookshop

Pour être le premier à être informé des nouvelles parutions sur l'éducation, inscrivez-vous sur OECDdirect, notre service gratuit de messagerie électronique : www.oecd.org/OECDDirect

Construire la société du savoir	7
Vers une éducation de qualité	9
Enseignement : Redorer le blason	11
Le capital social	14
Ondes cérébrales	16
L'école planétaire	17
Les entreprises, partenaires d'une meilleure éducation	18
Un parcours hors norme	19
Un examen de trop	20
« Étudier maintenant et payer plus tard »	22

Construire la société du savoir

Noel Dempsey, Ministre irlandais de l'Éducation et de la Science, et Président de la réunion de 2004 des ministres de l'éducation des pays de l'OCDE *

L'éducation revêt aujourd'hui, dans tous les pays membres de l'OCDE, une importance majeure. La quête incessante de l'avantage concurrentiel dans une économie du savoir mondialisée a conduit les responsables de l'action gouvernementale à en faire un facteur clé du renforcement de la compétitivité, de l'emploi et de la cohésion sociale. Cette évolution est une conséquence inévitable de la complexité grandissante de notre économie. En fait, le rythme des changements technologiques dans le monde est tel qu'il nous contraint dans une large mesure à prévoir l'imprévisible. Notre seule certitude est que l'éducation doit être le moteur des transformations à opérer. Faute de quoi nous nous retrouverons tous dans une situation difficile et nous manquerons à nos engagements envers les citoyens de nos pays.

Toute la tâche des responsables de la politique de l'éducation consiste à dépasser la tendance au cloisonnement de l'action gouvernementale. Nous devons tenir compte des points de rencontre entre les différentes politiques ayant des effets sur les apprenants de tous âges, tout en restant attentifs aux initiatives et innovations positives qui se produisent dans d'autres

domaines d'action. En clair, nous ne pouvons pas, et nous ne devons pas, ignorer le changement.

Quant aux décideurs chargés d'autres secteurs que celui de l'éducation, qui peuvent être tentés d'appréhender celle-ci dans une optique purement économique, il leur faut admettre que son but est avant tout de donner à chacun les moyens d'exploiter pleinement ses capacités, aussi bien en tant qu'individu que comme membre de la collectivité. Nous vivons certes désormais dans une société dite du savoir, mais les travailleurs intellectuels ne sont évidemment pas seuls à la construire. Loin s'en faut. Outre les compétences requises en matière technologique, le développement de la créativité, de l'esprit de tolérance, du respect de la diversité et des aptitudes sociales, font partie intégrante de tout système éducatif de qualité.

L'Irlande exerce actuellement la présidence de l'Union européenne. Or, je me suis laissé dire par mes collègues des autres États membres et des pays candidats à l'adhésion, que l'un des défis majeurs que les responsables de la politique de l'éducation devront relever d'ici 10 ans consiste précisément à trouver un juste



Le Ministre Noel Dempsey

équilibre entre les besoins de l'économie et les objectifs sociaux plus généraux des systèmes d'enseignement. C'est cette imbrication du rôle économique et de la vocation sociale de l'enseignement qui ressort dans le thème que nous avons retenu pour le volet de la présidence irlandaise de l'Union européenne relatif à l'éducation, à savoir la construction d'une Europe compétitive et sans exclus.

Cette évolution a pour corollaire la transformation de l'éducation en un bien marchand. Chaque jour, les apprenants ont à choisir entre différents programmes d'enseignement qui leur seront dispensés hors des frontières nationales par des prestataires très divers, souvent à l'aide de supports technologiques. Ce phénomène a des conséquences fondamentales sur la reconnaissance mutuelle des diplômes, l'assurance de la qualité et l'homologation des formations. Le monde bouge, il ne va pas rester tranquillement à attendre que les responsables du secteur de l'éducation aient décidé de la meilleure voie à suivre.

L'OCDE continue d'apporter dans ce domaine une contribution déterminante aux responsables de l'élaboration des politiques.

présidence de la réunion des ministres de l'Éducation des pays de l'OCDE à Dublin, dont le thème principal est l'amélioration de la qualité de l'enseignement pour tous. Liée au programme d'activités que nous avons défini dans le cadre de la présidence irlandaise de l'Union européenne, cette manifestation souligne le caractère très étroit des relations de travail que la Commission européenne entretient aujourd'hui avec l'OCDE dans le domaine de l'éducation. L'Irlande appuie avec beaucoup de vigueur le renforcement des liens entre les deux organisations, qui nous paraît essentiel pour relever les immenses défis auxquels l'enseignement va être confronté.

La société du savoir en est encore à ses balbutiements. Aussi l'attention que portent toutes les parties concernées à l'enseignement ne fera-t-elle que croître au cours des années à venir. Les responsables de la politique de l'éducation auront la délicate mission de mettre en place des systèmes d'enseignement capables de favoriser durablement le bien-être économique sans perdre de vue les conséquences sociales plus générales qui en

Le monde bouge, il ne va pas rester tranquillement à attendre que les responsables du secteur de l'éducation aient décidé de la meilleure voie à suivre.

Elle s'attache depuis de nombreuses années à réaliser des études de qualité qui donnent lieu à des discussions collectives et des analyses à visée politique qui lui valent un immense capital de respect et de confiance auprès du public. En Irlande, les ouvrages qu'elle publie sont attendus avec beaucoup d'impatience et connaissent toujours un grand retentissement dans la presse nationale. Je sais qu'il en est de même dans bien d'autres pays.

En créant, récemment, une Direction de l'éducation distincte, l'OCDE a encore souligné la contribution essentielle que l'enseignement apporte aujourd'hui au développement économique et social. Peu après la mise en place de cette instance, l'Irlande a accueilli la première réunion des hauts responsables de l'éducation, en vue de débattre du rôle de celle-ci dans le contexte des pays de l'OCDE. J'assure la

dérouler. La meilleure façon de parvenir à cet équilibre est d'examiner ces questions en commun, de resserrer les liens entre l'OCDE et d'autres organisations et de continuer à privilégier fortement l'action fondée sur la recherche. ■

* Cet article a été écrit à la veille de la réunion des ministres de l'éducation des pays de l'OCDE qui s'est tenue à Dublin le 19 mars 2004. La réunion avait pour thème « Améliorer la qualité de l'enseignement pour tous ». Elle était précédée, le 18 mars, d'un Forum sur l'éducation et la cohésion sociale. Pour plus d'informations, voir : www.oecd.org/edumin2004

Références

- Le site du ministère irlandais de l'éducation et de la science, voir : www.education.ie
- Direction de l'éducation de l'OCDE, voir : www.oecd.org/edu
- Pour plus d'informations sur la présidence irlandaise de l'UE, voir : www.eu2004.ie

Vers une éducation de qualité

Peut-on toujours aller plus loin ?

Barry McGaw, Directeur, Direction de l'éducation, OCDE

Les pays examinent leurs systèmes éducatifs. Et, à cette occasion, certains constatent qu'ils peuvent améliorer leurs résultats en s'inspirant de l'expérience d'autres. Quel est le bilan de cet examen ?

De meilleures notes signifient-elles de meilleurs élèves, ou tout simplement des examens plus faciles ? Lorsque le nombre des reçus aux examens augmente, certains en attribuent le mérite aux systèmes éducatifs, qui se seraient améliorés. En revanche, d'autres considèrent qu'il est probable que le niveau des examens ait baissé. Ces doutes sont alimentés par l'idée que les possibilités d'améliorer les résultats dans le domaine de l'éducation ne sont pas illimitées. Il serait erroné d'abonder dans ce sens. Dans le domaine de l'éducation, comme dans toute autre activité humaine, des progrès sont toujours réalisables.

Les comparaisons internationales le prouvent. En montrant que certains pays obtiennent des résultats bien supérieurs aux autres, elles témoignent de la possibilité d'obtenir des améliorations. Cela nécessite, en fait, une élévation du niveau des ambitions car il en va pour les individus comme pour les pays : les attentes influent incontestablement sur les progrès. Demandez à un parent ou à un enseignant américain pourquoi un élève a de mauvais résultats en mathématiques, ils vous répondront fort probablement que c'est une question d'intelligence. Posez la même question au Japon ou en Corée, parents et enseignants imputeront en général ces mauvais résultats à des efforts insuffisants de la part de l'élève. Dans d'autres pays, les parents blâmeront les enseignants.

Les comparaisons internationales peuvent contribuer à élever le niveau des ambitions. Et, le Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de 15 ans en lecture, en mathématiques et en science y a beaucoup contribué. Même dans les pays classés parmi les meilleurs, il peut exister, comme l'enquête PISA 2000 l'a montré, des écarts importants entre les bons élèves et les moins bons, entre les élèves de milieux socialement favorisés et ceux issus de milieux défavorisés. Au Royaume-Uni, par exemple, ces écarts se sont révélés nettement plus importants que dans beaucoup d'autres pays. Cela étant, « excellence » et « manque d'équité » ne vont pas nécessairement de pair. Certains pays, comme la Finlande, le Canada, le Japon et la Corée, affichent en effet des résultats élevés, acquis dans de fort bonnes conditions d'équité. De son côté, l'Irlande se situe juste au-dessus de la moyenne OCDE, avec de bons résultats en lecture mais seulement moyens en mathématiques, acquis dans des conditions assez équitables.

À ce jour, l'étude PISA a suscité des réactions très diverses de la part des pays. Les faibles performances enregistrées par l'Allemagne ont suscité un débat particulièrement animé dans ce pays, notamment en ce qui concerne l'orientation des élèves de 11 ans vers différents types

d'établissements. Afin de mieux comprendre ses résultats de PISA, l'Allemagne a fait exécuter une étude multilatérale impliquant divers pays dont elle souhaitait comparer plus précisément les résultats avec les siens. Le Danemark a, pour sa part, entrepris d'évaluer ses politiques éducatives en se comparant à la Finlande, pays qui obtient des résultats particulièrement bons.

D'autres pays ont renforcé le suivi de leur système. Le Mexique a créé un nouvel institut d'évaluation, indépendant du ministère de l'éducation publique. Le Canada utilise, désormais, PISA pour suivre l'évolution des résultats en langues, en mathématiques et en sciences, en plus de s'y référer à l'échelle nationale dans d'autres disciplines. Certains pays ne se limitent pas à un échantillon comme dans le cas de PISA et entreprennent d'évaluer tous leurs élèves. Ils peuvent ainsi suivre les résultats de l'ensemble du système et de tous les établissements, au niveau desquels sont prises de nombreuses décisions essentielles touchant l'apprentissage.

Dans le même temps, certains pays définissent plus précisément les objectifs qu'ils souhaitent atteindre. Depuis la réalisation de PISA 2000, l'Allemagne a mis sur pied un cadre national pour l'établissement des programmes d'enseignement, qui offre également des outils de comparaison des



performances des élèves. L'Espagne – qui a obtenu en moyenne des résultats assez faibles, et ce dans des conditions relativement équitables – s'efforce d'améliorer le niveau des élèves à haut potentiel en mettant l'accent sur l'excellence tout en reconnaissant que ce sera vraisemblablement au détriment de l'équité, dans un premier temps.

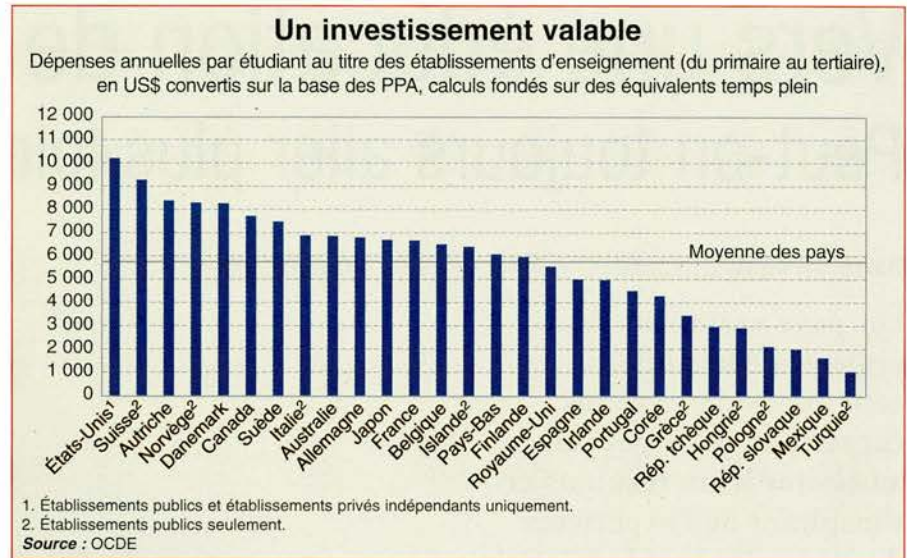
En Finlande, pays qui a obtenu les meilleurs résultats dans le cadre de PISA 2000, les établissements scolaires bénéficient d'un soutien et d'un suivi mais demeurent libres de choisir les moyens d'atteindre les objectifs qui sont définis et fixés à l'échelon central. L'Angleterre, après avoir mis au point des stratégies centralisées qui ont permis d'améliorer les résultats en anglais et en mathématiques, s'efforce désormais de laisser une plus grande latitude aux enseignants et aux établissements dans la détermination des moyens de progresser.

Les États-Unis s'intéressent tout particulièrement aux groupes d'élèves de faible niveau. Si le pourcentage de bons élèves y est plus élevé que dans beaucoup de pays mieux placés, en moyenne, dans le classement PISA, ils affichent en effet un fort pourcentage d'élèves faibles. En vertu de la nouvelle législation fédérale, les établissements scolaires et les États doivent ainsi s'efforcer d'améliorer les performances globales mais aussi celles des minorités ethniques défavorisées. À ceux qui

Les ressources jouent un rôle important, mais il convient de ne pas se focaliser sur cet aspect de la question. L'organisation de la classe, l'innovation et les méthodes pédagogiques constituent, elles aussi, des composantes essentielles de l'éducation.

se demandent s'il est possible d'élever de manière continue la qualité de l'éducation ou s'il existe une limite infranchissable, les comparaisons entre pays permettent donc de répondre que des améliorations sont toujours réalisables.

À ce propos, tout en convenant que les ressources jouent un rôle important, il convient de ne pas se focaliser sur cet aspect de la question. Si des niveaux élevés de dépenses par élève sont généralement associés à des résultats élevés, il n'en reste pas moins que les systèmes présentent de fortes disparités en matière d'efficacité. C'est ainsi que la Finlande, l'Irlande et le Royaume-Uni consacrent à l'éducation moins de ressources que la France,



le Danemark, la Suisse ou les États-Unis tout en obtenant un meilleur classement dans PISA. En d'autres termes, l'organisation de la classe, l'innovation et les méthodes pédagogiques constituent, elles aussi, des composantes essentielles de l'éducation. La question de l'identification des pratiques qui permettent d'améliorer le niveau de tous les élèves étant donc fondamentale, il convient d'approfondir nos connaissances à leur sujet.

L'éducation, sous sa forme actuelle, porte sur la transmission du savoir. Mais elle ne

liée à l'action des enseignants. La profession d'enseignant jouit, dans ce pays, d'une haute considération. L'accès à la formation d'enseignant s'inscrit dans un contexte fortement compétitif, tous les candidats devant être titulaires d'une maîtrise. Par ailleurs, les enseignants bénéficient d'une liberté considérable pour innover dans l'exercice de leur profession. À noter, enfin, que le système éducatif finlandais a supprimé la répartition des élèves par niveau ainsi que les redoublements et que les élèves en difficulté ne sont pas laissés à l'abandon.

L'ensemble des 30 pays de l'OCDE et plus de 20 autres pays utilisent déjà PISA pour suivre l'évolution des compétences. Les résultats de l'enquête de 2003 seront disponibles au mois de décembre de cette année, et les préparatifs concernant l'enquête de 2006 sont déjà en cours.

Dresser un tableau complet des pratiques les plus efficaces devrait incontestablement contribuer à améliorer les niveaux de l'éducation dans tous les pays. Il s'agit d'une activité complexe, qui prendra du temps. Mais, faute de disposer de telles données, nous pourrions nous laisser influencer par des impressions et des préjugés sur lesquels nous serions bien mal avisés de fonder des politiques. ■

Références

- OCDE (2000), *Mesurer les connaissances et les compétences des élèves : lecture, mathématiques et science : l'évaluation de PISA 2000*, Paris.
- Voir également : www.oecd.org/edu et www.observerateurocde.org/

Enseignement

Redorer le blason

Phillip McKenzie, Direction de l'éducation, OCDE

La carrière de l'enseignement a-t-elle perdu son attrait ? Tout porte à croire que oui, mais les gouvernements peuvent réagir.

Pour recruter de nouveaux talents, le secteur de l'enseignement doit à présent soutenir une concurrence plus vive qu'elle ne l'a peut-être jamais été au cours des 20 dernières années. Pendant les années 1980 et une grande partie des années 1990, les pays de l'OCDE ont scolarisé un nombre d'élèves relativement stable et ont disposé d'un corps enseignant jeune. Mais la situation a nettement changé à mesure que la population active a vieilli. De nombreux pays sont aujourd'hui confrontés à une pénurie d'enseignants ou le seront sous peu.

Dans un certain nombre de pays, le corps enseignant vieillit – en moyenne 30 % des enseignants du secondaire ont plus de 50 ans – les départs à la retraite et les démissions augmentent, et les postes vacants sont difficiles à pourvoir, en particulier dans des domaines tels que les technologies de l'information (TI), les mathématiques, les langues et les sciences. Certains indices suggèrent que les salaires des enseignants ont fléchi par rapport à ceux de beaucoup d'autres professions. Entre 1996 et 2001, le salaire d'un enseignant expérimenté du premier cycle du secondaire a progressé à un rythme plus lent que le PIB par habitant dans 16 des 21 pays de l'OCDE disposant des données pertinentes. Étant donné que les sociétés sont plus riches et ont un meilleur niveau de formation, les enseignants ont perdu une partie de leur « valeur de rareté ». En outre, les enseignants appartiennent le plus souvent à la fonction publique, or dans de nombreux pays les salaires dans ce secteur ont augmenté plus lentement que dans le privé.

La pénurie d'enseignants soulève également des problèmes de qualité. Selon une étude de l'OCDE, le cycle d'évaluation de 2000 du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), dans la moitié des pays de l'OCDE la majorité des jeunes de 15 ans fréquentent des établissements dont les dirigeants estiment que la formation des élèves est entravée par une pénurie ou une inadéquation de l'offre d'enseignants. Les décideurs publics, les établissements scolaires et la société en général ont raison de s'inquiéter.

Mais le tableau n'est pas sombre partout. Dans certains pays, les enseignants semblent encore jouir d'une bonne position sociale, et dans des pays tels que l'Autriche, la Corée, l'Espagne et le Japon, les candidats qualifiés sont plus nombreux que les postes vacants. Ailleurs, on observe les signes d'un regain d'intérêt pour l'enseignement. Dans 10 des 14 pays de l'OCDE qui disposent de données pertinentes, la proportion des enseignants du secondaire âgés de moins de 30 ans a augmenté entre 1998 et 2001.

Ces tendances sont tout à fait encourageantes et on peut s'appuyer dessus pour attaquer le problème sur deux fronts : d'un côté, on peut agir sur la nature de la profession enseignante elle-même, et de l'autre, on peut mener une action ciblée pour remédier à une pénurie spécifique. Dans le premier cas, l'objectif est de faire en sorte que la société valorise le travail des enseignants, que l'enseignement soit considéré comme un métier passionnant et digne d'intérêt et que la préparation



© David Rooney

et les conditions de travail des enseignants soient améliorées. Dans le second cas, il s'agit de reconnaître que le marché du travail des enseignants n'est ni unique ni uniforme mais comprend des variantes en fonction du type d'établissement – primaire, secondaire, professionnel, etc. – et des caractéristiques personnelles, telles que le sexe, l'âge, l'expérience et la spécialisation. Le fait d'assimiler la question de l'enseignement à un problème de marché aide les décideurs publics et les établissements scolaires à faire venir et à retenir certains types de personnes dans la profession enseignante. Cela encourage aussi les enseignants à travailler dans des établissements particuliers.

Le problème des salaires

Compte tenu de la quantité d'enseignants, il est très coûteux de relever le salaire de tous, même de quelques points de pourcentage, sans parler des effets de contagion que cette hausse pourrait avoir sur d'autres agents du secteur public. Étant donné qu'une faible augmentation de salaire dans l'ensemble de la profession aurait peu d'incidence sur les problèmes de recrutement, un certain nombre de pays confrontés à une pénurie d'enseignants ont ciblé les hausses salariales sur les enseignants en tout début de carrière. C'est le cas de l'Angleterre, de l'Australie, du Danemark et de la Norvège par exemple. Chacun de ces pays a signalé un accroissement des effectifs d'étudiants suivant une formation à l'enseignement, et, en Angleterre et en Australie du moins, certains indicateurs montrent que le niveau de ces étudiants s'est amélioré. En revanche, pour d'autres pays comme la Grèce et la Hongrie dont le principal souci est de retenir les enseignants en poste, les augmentations de salaires se sont concentrées sur les enseignants plutôt chevronnés.

Le marché se caractérise par sa diversité, et si le barème de salaires unique est encore la formule prédominante dans la plupart des pays de l'OCDE, il est de plus en plus différencié pour refléter les conditions du marché. La Suède offre probablement l'un des exemples de changement les plus notables puisqu'elle est passée d'un barème de rémunération national uniforme à un système de négociation personnalisée des salaires entre les enseignants et leurs employeurs dans les établissements scolaires et les municipalités. L'objectif est ainsi d'améliorer la souplesse

S'il est vrai que des salaires avantageux peuvent rendre la profession enseignante plus attrayante, les pouvoirs publics ne doivent pas se contenter d'agir sur les seuls salaires.

dans les établissements scolaires et de faire participer davantage les enseignants aux prises de décisions (voir l'article d'Anna Söderberg, page 17).

Le recours à des incitations destinées à dédommager les enseignants qui travaillent dans des conditions particulièrement difficiles se répand également. Majorations salariales versées aux enseignants qui exercent dans des zones difficiles, primes pour ceux qui sont dans des établissements difficiles, allocations de transport pour ceux qui sont nommés dans des zones excentrées, autant de mesures d'incitation qui sont de plus en plus courantes. Au moins deux tiers des pays de l'OCDE offrent des majorations de salaires aux enseignants qui assument des responsabilités de gestion en plus de leur charge d'enseignement, à ceux qui assurent plus de cours ou plus d'heures que la normale et à ceux qui enseignent dans des zones défavorisées, excentrées ou dans des régions où la vie est chère.

S'il est vrai que des salaires avantageux peuvent rendre la profession enseignante plus attrayante, les pouvoirs publics ne doivent pas se contenter d'agir sur les seuls salaires. Les enseignants sont aussi très attachés à la

qualité de leurs relations avec les élèves et leurs collègues, au sentiment d'être apprécié et soutenu par leur chef d'établissement, aux conditions de travail et aux possibilités de se perfectionner. Ces facteurs sont au cœur des modes d'organisation des établissements scolaires et de l'enseignement.

Susciter les vocations

Certains pays confrontés à une véritable pénurie mettent en place des mesures d'incitation et des programmes spéciaux pour attirer un plus grand nombre de futurs enseignants vers des disciplines comme les mathématiques, les sciences et la technologie. Les exonérations de droits de scolarité, les bourses et les prêts à taux bonifiés figurent parmi les mesures financières offertes. En France, par exemple, les enseignants stagiaires peuvent bénéficier d'une bourse correspondant à un salaire correct à condition qu'ils s'engagent à enseigner pendant une durée minimum après l'obtention de leur diplôme.

Attirer vers l'enseignement des personnes d'horizons nouveaux aide non seulement à remédier à la pénurie mais diversifie aussi les compétences dans les établissements scolaires. Certaines réformes ouvrent les programmes de formation des maîtres à de plus en plus de personnes et permettent aux titulaires d'un diplôme universitaire de commencer à enseigner (moyennant une rémunération) sans avoir nécessairement suivi une formation à l'enseignement.

Les communautés flamande et francophone de Belgique proposent des formations à l'enseignement dans des établissements pour adultes où les aménagements sont très souples. Les conditions d'admission à ces formations ne sont pas fixes et parmi ceux qui s'engagent dans ces filières beaucoup sont des étudiants d'âge mûr, souvent en passe de changer de métier, qui concilient la formation avec une activité professionnelle ou avec un emploi d'enseignant non qualifié. Aux États-Unis, les programmes dits de « alternative certification » permettent aux titulaires d'un diplôme universitaire de niveau relativement élevé de commencer à travailler dans des établissements scolaires et d'assouplir quelques-unes des conditions requises pour entreprendre une véritable formation à l'enseignement et obtenir un diplôme d'État.

Les résultats ont été positifs. Une grande université australienne signale que non



seulement les inscriptions aux programmes post-licence de formation à l'enseignement des mathématiques dans le secondaire ont doublé en trois ans, mais aussi que l'âge moyen de ces étudiants est de 31 ans, et qu'un quart d'entre eux exerçaient auparavant un emploi à plein temps, le plus souvent dans l'ingénierie. D'après les données communiquées par les États-Unis, l'âge moyen des nouveaux candidats à la profession enseignante a augmenté, ce qui donne à penser que ces personnes exerçaient d'autres professions auparavant. En 1993-94, 65 % des nouveaux enseignants avaient plus de 25 ans contre 52 % en 1987-88.

En fait, les problèmes que pose l'offre d'enseignants dans certains pays résultent davantage de la forte rotation observée en début de carrière que d'une pénurie de nouvelles recrues diplômées. Il est donc essentiel qu'un enseignant, quel que soit son parcours antérieur, ait un bon démarrage dans cette profession. Les politiques visant à attirer davantage de candidats vers l'enseignement doivent de toute évidence s'attaquer aux facteurs qui poussent les nouveaux enseignants à quitter cette profession. Certains pays, notamment l'Irlande et l'Italie, prennent des mesures dans ce sens en prévoyant par exemple des programmes spéciaux d'initiation pratique avec des mentors expérimentés et en reconnaissant officiellement cette formation pratique comme un stade de la carrière.

Offre excédentaire

Tous les pays ne sont pas actuellement confrontés à une pénurie d'enseignants – le Japon, par exemple, signale qu'il compte environ 10 candidats pour chaque poste d'enseignant vacant. En Corée et en Espagne les candidats sont aussi beaucoup plus nombreux que les postes vacants. Ces pays rapportent cependant leur difficulté à garantir que le personnel enseignant en service ait les compétences et les connaissances nécessaires pour répondre aux exigences de l'école d'aujourd'hui et aux besoins de populations d'élèves plus diverses. Il importe également de s'assurer que les personnes compétentes et motivées puissent trouver un poste et ne quittent pas cette profession. Il est impératif d'atteindre cet objectif, même si ce n'est pas chose aisée lorsque l'offre d'enseignants est excédentaire.

Une solution consiste à recourir à la sélection pour garantir que ce sont les



© Nicolas Tavernier/REA

Une question de confiance

personnes les plus aptes qui obtiennent les postes. Au Japon, de nombreux conseils chargés de l'enseignement ont élargi leurs critères de sélection au lieu de se fier uniquement aux résultats obtenus aux examens. Les candidats sont tenus de se soumettre à des entretiens, de passer des tests d'aptitude, de préparer des plans de cours et de prouver leurs compétences pédagogiques. L'entretien d'embauche occupe désormais une plus grande place dans le processus de sélection.

La France, autre pays où le système de sélection des enseignants est relativement centralisé, accorde désormais moins d'importance à l'ancienneté dans l'attribution des postes d'enseignement vacants. Le but est d'éviter que les débutants soient affectés aux établissements scolaires plus difficiles et moins recherchés avec les risques que ce genre d'affectation comporte pour la formation des élèves et la carrière de ces enseignants. Cette nouvelle solution compte également rendre l'enseignement plus attrayant aux jeunes.

Toutefois, l'excédent de l'offre n'est pas la norme et de nombreux pays seront

confrontés à des pénuries à l'avenir, à moins qu'ils ne parviennent à accroître l'attrait de la profession enseignante sur un marché du travail qui offre tant de débouchés aux personnes dotées de bons diplômes. Cette situation appelle certains équilibres délicats. Les systèmes scolaires ont pour la plupart réduit la taille moyenne des classes ces dernières années et sont soumis à des pressions pour continuer à le faire. Pourtant, si une réduction ciblée des effectifs par classe peut être profitable pour certains élèves, une généralisation de cette mesure est coûteuse et ne semble pas devoir aboutir à des gains considérables du point de vue des acquis. Les ressources, qui sont rares, devraient être utilisées autrement afin de renforcer l'attrait et l'efficacité de la profession enseignante. ■

Références

- OCDE (2003), *Regards sur l'éducation*, Paris.
- Voir également les rapports par pays établis au titre de l'activité de l'OCDE sur le thème : « Attirer, former et retenir des enseignants de qualité ». D'autres informations peuvent être obtenues sur : www.oecd.org/edu/teacherpolicy.

Le capital social

La recherche en sciences sociales et les organisations internationales manient souvent un jargon déroutant pour les non initiés. Cela s'applique-t-il à la notion de capital social ? Pour Robert D. Putnam, professeur d'administration publique titulaire de la chaire Peter and Isabel Malkin à la JFK School of Government de Harvard et auteur de l'important ouvrage *Bowling Alone*, le capital social a le vent en poupe. En effet, il y a 10 ans, on ne lui consacrait un article de recherche qu'une fois tous les trois ans ; l'an dernier, on en a dénombré 300. Mais qu'entend-on exactement par capital social et en quoi peut-il être utile aux décideurs politiques ? Entre deux aéroports intercontinentaux et conférences internationales, le Dr. Putnam a pris le temps de nous donner quelques éléments de réponse.

Dr. Putnam, qu'est-ce exactement que le capital social ?

Dr. Putnam : Comme tout concept nouveau qui se répand très largement en peu de temps, ce vocable est utilisé de différentes manières. Mais je voudrais insister sur une définition *a minima* : le capital social fait référence aux réseaux sociaux et aux normes connexes de réciprocité.

L'idée centrale est très simple : les réseaux sociaux ont une valeur. Ils en ont une pour les individus internes aux réseaux – par exemple, on peut tout à fait soutenir que l'utilisation de réseaux constitue une bonne stratégie de carrière –, mais ils ont également des « externalités », c'est-à-dire des répercussions sur ceux qui leur sont externes. Ainsi, les réseaux sociaux denses d'un quartier – barbecues, dîners ou autres – peuvent faire reculer la criminalité, et même profiter aux habitants qui ne se rendent pas à ces barbecues.

Toutes les externalités ne sont pas positives. Certains réseaux ont été utilisés pour lever des fonds à des fins terroristes. Le capital humain et physique, par la connaissance de la chimie ou de l'aéronautique par exemple, est utilisable à mauvais escient. Il en va de même pour le capital social.

En outre, le capital social peut prendre de nombreuses formes qui ne sont pas toutes fongibles. La roulette d'un dentiste ou le trépan d'un derrick ne sont pas interchangeables. De la même manière, il nous faut faire la différence entre différents

types de capital social, et par exemple entre le capital social « fermé » (il s'agit alors de liens entre des gens qui présentent des similitudes d'origine ethnique, d'âge, de classe sociale ou autres) et le capital social « ouvert » qui désigne des liens transversaux par rapport aux différentes directions des clivages sociaux.

Ce qu'il faut retenir, c'est que les réseaux sociaux peuvent représenter un actif puissant tant pour les individus que pour les communautés d'individus.

L'idée de capital social ne fait pas l'unanimité. Quelles sont d'après vous ses forces et ses faiblesses spécifiques ?

Naturellement, toutes les théories peuvent être remises en question, jusqu'à l'idée générale d'équilibre dans la théorie économique fondamentale. Les trois grandes critiques que j'ai entendues à propos du capital social sont les suivantes : premièrement, il est bâclé sur le plan théorique ; deuxièmement, son orientation causale est mal démontrée ; troisièmement, il n'a pas de leviers d'action.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, il est exact de dire qu'aux premiers jours de l'idée de capital social, certains enthousiastes ont pu manifester une relative « exubérance irrationnelle », de sorte que tout ce qui était bien était qualifié de « capital social » ; mais au cours de la décennie écoulée, des chercheurs sérieux ont élaboré un concept élémentaire rigoureux. Les thèses centrales selon lesquelles les réseaux sociaux ont des



effets sur le flux d'information et selon lesquelles les interactions répétées des réseaux peuvent contribuer à résoudre les dilemmes de l'action collective sont entièrement en phase avec la théorie économique classique. Même l'idée que les réseaux peuvent affecter l'« identité » – si j'interagis plus souvent avec un groupe, j'ai plus de chances de prendre ses intérêts en compte – correspond à certains travaux récents sur les « préférences endogènes » de la théorie économique.

Les tenants du « capital social » ont signalé de nombreuses corrélations avérées entre des réseaux sociaux animés et des résultats tels que de meilleures performances scolaires, des taux de criminalité plus bas, une meilleure santé publique, un recul de la corruption, une amélioration des performances des marchés, etc. Par exemple, plusieurs études économétriques de pointe menées récemment en Italie ont montré qu'après avoir pris en compte tous les autres facteurs dont on peut penser qu'ils sont pertinents, les lieux caractérisés par un capital social plus élevé ont des marchés de capitaux et du travail plus efficaces – ce qui correspond exactement à ce que la théorie laisse présager.

Mais ceci n'établit pas la causalité. Une telle démonstration sera difficile à apporter, parce qu'il n'est pas facile d'imaginer une

expérience dans laquelle on impose à certains individus d'avoir des amis ou d'aller à l'église, et à d'autres de faire l'inverse.

Je suis tout à fait d'accord avec les critiques qui disent que nous devons être aussi rigoureux que possible. J'ai d'ailleurs été encouragé par des efforts déployés au sein de l'OCDE en vue d'élaborer des mesures plus poussées et de portée internationale des différentes formes de capital social.

Néanmoins, à mon avis, l'importance de la connectivité ou de la cohésion sociale ou, comme je préfère le dire, du capital social, est désormais établie par un nombre suffisant de faits indiscutables. De fait, les responsables de l'action publique n'ont pas besoin d'attendre les résultats de 20 autres années de recherches détaillées pour s'intéresser au capital social.

En ce qui concerne les leviers de l'action dont nous parlions, que pouvons-nous vraiment faire en ce qui concerne le capital social, en partant de l'hypothèse qu'il s'agit d'un facteur pertinent ? Je tiens tout d'abord à signaler mon désaccord profond avec l'opinion, qui voudrait que *Bowling Alone* constitue un argument pour casser le rôle protecteur de l'État et confier à la société civile la résolution des problèmes. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité. Il y a plus de 10 ans, dans mon tout premier essai sur le thème du capital social et des affaires publiques, j'ai écrit (et les italiques étaient déjà présentes) :

« *Le capital social n'est pas un substitut à des politiques efficaces, mais plutôt un préalable à ces dernières et, en partie, une conséquence de celles-ci.* Le capital social, comme le suggère notre étude italienne, œuvre à travers les états et les marchés et avec eux, et non à leur place. L'éclairage apporté par le capital social n'est ni un argument en faveur d'un déterminisme culturel, ni une excuse permettant de s'en prendre aux victimes... Une politique judicieuse doit encourager la formation de capital social, et le capital social lui-même renforce l'efficacité de l'action des pouvoirs publics... »

Comment l'idée de capital social pourrait-elle s'appliquer à l'éducation ?

Il faut davantage creuser cette question, mais certains domaines semblent déjà très prometteurs. Quelques idées viennent à l'esprit, même si je souhaite insister sur le fait qu'elles ne s'appliquent pas qu'à l'éducation, mais aux leviers d'action de nombreux domaines.

Commençons par le capital humain et le capital social. Ces deux types de capital sont clairement reliés au sein d'une sorte de cercle vertueux, l'éducation tendant à augmenter le capital social et, simultanément, le capital social tendant à accroître les performances éducatives. Le déclin du capital social aux États-Unis aurait pu être encore plus prononcé si la qualité et la force de notre enseignement universitaire n'avaient pas été ce qu'elles sont. Néanmoins, il faut aller plus loin. On a pu montrer que l'éducation civique, les services obligatoires rendus à la collectivité et même les activités extrascolaires telles que le sport et la musique avaient des effets à long terme sur l'implication civique des étudiants qui y avaient été exposés.

La formation de capital social impose aussi de réfléchir soigneusement à l'espace. La conception des établissements scolaires, mais aussi des bureaux, des quartiers d'habitation et des villes entières doit prendre en compte la façon dont l'architecture (en général comme dans les détails) est susceptible d'encourager des connexions faciles et informelles entre des individus qui, sinon, pourraient se retrouver isolés dans des recoins.

La notion d'échelle est un autre levier dont il faut parler. La plupart des recherches semblent indiquer que du point de vue du capital social, il vaut mieux faire « plus petit », qu'il s'agisse de villes, d'entreprises ou de salles de classe. Nous devons réfléchir avec soin à la manière d'encourager la décentralisation et de responsabiliser des organisations de base de tous horizons, tout en conservant certains des avantages des économies d'échelle. En tant que principe conceptuel, la « subsidiarité » a sa pertinence ici, de même que les organisations « cellulaires » telles que les « écoles dans les écoles », dans lesquelles des groupes s'imbriquent dans d'autres groupes plus grands qu'eux.

Le problème est que les politiques menées peuvent par inadvertance « détruire » du capital social. Pensez par exemple à la fermeture des postes dans les petites villes et les zones rurales. Aux États-Unis, certains ont expérimenté la notion d'« évaluation de l'impact du capital social » pour de grands projets d'action, de sorte que par exemple, à l'occasion de la mise en place d'une nouvelle grande infrastructure autoroutière, on se penche au moins sur ses répercussions sur les réseaux sociaux.

Les pouvoirs publics doivent comprendre qu'investir dans le capital social nécessite du temps. Au fur et à mesure du développement de nos marchés du travail – et notamment de leur féminisation – et de l'expansion technologique, une plus grande souplesse des employeurs peut permettre aux salariés de mieux concilier exigences professionnelles et besoins familiaux et communautaires.

La situation aux États-Unis est-elle différente de celle d'autres pays de l'OCDE ?

Dans *Bowling Alone*, j'ai soutenu que de très nombreuses formes de capital social (liens familiaux et amicaux, associations civiques, partis politiques, syndicats, groupes religieux, etc.) avaient connu un déclin aux États-Unis au cours des 30 ou 40 dernières années, après avoir progressé pour la plus grande part du XX^e siècle. Dans d'autres pays, de nombreuses personnes pensent qu'un recul similaire des liens communautaires et familiaux s'est également produit. Mais je n'ai jamais soutenu que le capital social était synchronisé avec un seul métronome mondial. L'année 1945 (ou l'année 1989) a eu des significations très différentes pour la vie sociale et politique des États-Unis, de la France, de la Pologne ou de l'Irlande. Par exemple, le calendrier et le rythme de l'apparition de la télévision, qui a eu une influence importante sur les connexions sociales, ont beaucoup varié avec le lieu. Ainsi, il est important d'accorder de l'attention aux réseaux sociaux et aux normes de réciprocité, que l'évolution soit à la hausse ou à la baisse dans un pays donné et à un moment donné.

Consultez la page d'accueil du Dr. Putnam sur le site de Harvard à l'adresse suivante : <http://www.ksg.harvard.edu/saguaro/>

Références

- Putnam, R.D. (2000), *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, Simon & Schuster, New York.
- Putnam, R.D. (2003), *Better Together: Restoring the American Community*, Simon & Schuster, New York. With Lewis Feldstein and Don Cohen.
- Field, S. (2001), « L'esprit d'équipe : une condition gagnante pour l'économie ? », dans *L'Observateur de l'OCDE*, N° 227/228, disponible sur <http://www.observeurocde.org/>
- OCDE (2001), *Du bien-être des nations : le rôle du capital humain et social*, Paris.

Ondes cérébrales

Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement de l'OCDE

Où étiez-vous quand les tours jumelles se sont effondrées ? Vous rappelez-vous votre premier diplôme, votre première bicyclette ou votre premier baiser ?

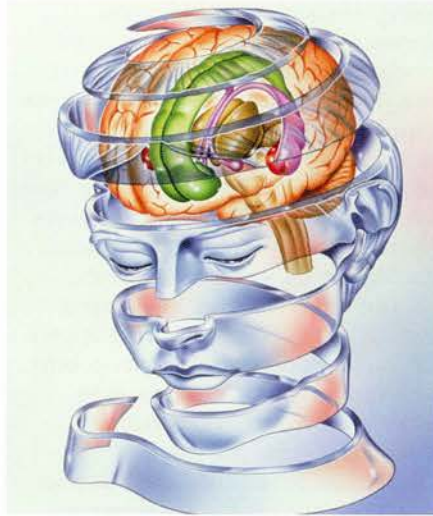
Les empreintes émotionnelles telles que celles-ci font plus que générer des images mentales qui provoquent la peine ou la joie. Les scientifiques pensent maintenant qu'elles pourraient influencer l'apprentissage.

La plupart des enseignants s'accordent à dire que les étudiants participent et apprennent davantage dans un environnement détendu et néanmoins motivé. L'inverse est également vrai : la peur ou l'anxiété peut inhiber l'apprentissage et les résultats scolaires. Mais il ne suffit pas de se pencher uniquement sur l'environnement de la salle de classe. Les neuroscientifiques croient savoir pourquoi.

Lors d'un symposium récent de l'OCDE-CERI* à Ulm, en Allemagne, des experts ont étudié le lien entre les émotions, l'apprentissage et le cerveau. Deux parties spécifiques du cerveau ont fait l'objet d'un intérêt particulier : l'hippocampe, qui fonctionne entre autres comme une interface entre la mémoire à court terme et la mémoire à long terme, et joue un rôle déterminant dans l'apprentissage des faits ; et l'amygdale, qui participe à l'attribution d'une signification émotionnelle aux événements, et est en particulier impliquée dans le traitement de la peur.

Comme l'explique Bruno della Chiesa, coordinateur du projet OCDE-CERI, si vous vous retrouvez en face d'un taureau furieux par exemple, l'amygdale va prendre le relais et inhiber le raisonnement. Vous devenez ainsi plus efficace lorsque vous essayez de vous enfuir. En cas de stress, la transmission des informations au néocortex (la matière grise du cerveau) est bloquée ou se fait au minimum de manière anormale ou incomplète. Plus tard, vous pourrez vous souvenir d'avoir affronté l'animal, mais oublier ce qui s'est passé immédiatement avant ou après.

Les animaux dangereux sont rares dans les salles de classe, mais ils ont leurs contreparties émotionnelles, comme les professeurs, les autres étudiants ou les outils d'apprentissage eux-mêmes, par exemple des



manuels ou des ordinateurs. Des influences extérieures négatives, telles que l'éclatement de la famille, le terrorisme, la violence sur le terrain de jeu et même l'influence des loisirs ou des médias, peuvent s'exercer sur l'enfant et perturber sa stabilité émotionnelle.

Autrement dit, alors que la peur nuit à la motivation et à l'apprentissage, le plaisir les favorise. Comme l'a souligné David Servan-Schreiber, de l'École de médecine de l'Université de Pittsburgh au cours du symposium d'Ulm, les étudiants ne peuvent simplement « pas traiter les informations comme le demande l'école si nous n'arrivons pas à agir sur l'interaction entre le déclenchement des émotions et le fonctionnement du cerveau ». Il a ajouté que ce que nous faisons subir à notre corps affecte directement la capacité de notre cerveau à fonctionner dans un contexte d'apprentissage. D'après lui, le régime alimentaire peut également être déterminant, dans la mesure où il est à l'origine de la fabrication des 20 % d'acides gras que contient le cerveau.

Des études ont été menées sur les effets de la nutrition sur le comportement, en particulier une étude réalisée en milieu carcéral par Alex Richardson, du Laboratoire universitaire de physiologie d'Oxford, qui montre une réduction de 35 % des actes violents simplement après avoir ajouté un supplément nutritionnel dans le

régime des détenus afin de compenser les insuffisances des cuisines collectives.

La compréhension des mécanismes et des processus neurofonctionnels pourrait permettre d'élaborer des programmes éducatifs cohérents qui contribueraient à former l'intelligence émotionnelle, augmentant ainsi la capacité d'apprentissage du cerveau. Les apprenants plus lents pourraient être formés en étant libérés de leurs peurs et de leurs blocages, ce qui pourrait déboucher sur une assimilation et un traitement plus faciles des informations. Cela demande des efforts de la part des éducateurs.

Dans le domaine de l'apprentissage, divers traitements thérapeutiques visant à maîtriser le stress et à améliorer l'intelligence et la stabilité émotionnelles commencent à être incorporés dans certains programmes scolaires. Le gouvernement britannique a récemment identifié 25 services éducatifs qui testeront et mettront en œuvre des programmes pilotes de prise en compte des émotions. Au Danemark, plusieurs écoles et garderies participent à un consortium sur le jeu et l'apprentissage qui explore les relations entre le corps, l'esprit, la cognition et l'apprentissage.

Il ne fait aucun doute que les influences sociales et familiales sont importantes, mais nos ondes cérébrales montrent que les éducateurs et les autorités, plutôt que de se limiter uniquement à l'enseignement, devraient également s'attaquer aux influences émotionnelles présentes dans la salle de classe. ■

Références

- OCDE (2002), *Comprendre le cerveau : vers une nouvelle science de l'apprentissage*.
- « Esprits plus vifs », dans *L'Observateur de l'OCDE*, N° 233, août 2002.

* Le projet OCDE-CERI, « Sciences de l'apprentissage et recherche sur le cerveau », vise à rapprocher les neurosciences des politiques et des pratiques en matière d'éducation, en établissant un programme de recherche conjointe. Si vous avez des questions à propos des neurosciences et de l'éducation, pourquoi ne pas rejoindre le Club Cerveau et Apprentissage de l'OCDE, dans lequel le public est invité à poser des questions au groupe de scientifiques et d'éducateurs du CERI ? Ces questions sont ensuite diffusées sur le site web. La page des questions et réponses du site aborde tous les thèmes, depuis l'apprentissage d'une langue et l'aptitude à la lecture, jusqu'à l'apprentissage lié à l'âge et la démence. Voir : www.oecd.org/edu/brain

L'école planétaire

Anna Söderberg, Directrice de l'école Husbygårds, Kista (Stockholm), Suède

Assurer un enseignement aux enfants est indispensable au maintien de notre mode de vie d'aujourd'hui et de demain. Cette idée n'est pas nouvelle et elle est partagée par la plupart d'entre nous. Ce qui est nouveau est la façon dont nous devons agir pour préparer nos enfants à cet avenir. Les problèmes auxquels je pense sont entre autres la mondialisation, les migrations, la guerre et le terrorisme et les maladies, qui ont sur la vie des enfants des effets plus immédiats que jamais. À l'image du village planétaire, nos écoles sont, elles aussi, devenues planétaires.

Les problèmes auxquels les écoles suédoises doivent faire face aujourd'hui sont tout à fait différents de ceux qui se posaient il y a à peine 25 ans. L'école que je dirige est une école primaire publique multiculturelle dont tous les élèves, ou leurs parents, viennent de pays étrangers. Nos classes sont un véritable échantillonnage du monde, mais malgré tout nous sommes censés suivre les mêmes programmes et dispenser le même enseignement rigoureux que celui qui est assuré aux autres élèves de Suède. Nous ne sommes pas les seuls à être dans cette situation difficile, et elle a un retentissement certain sur le corps enseignant et l'ensemble du système éducatif.

Aujourd'hui il existe trois grands défis : l'organisation de l'enseignement, la responsabilisation des élèves dans leur travail et la coopération entre différents types de personnel enseignant. Il y a 15 ans de cela, les instituteurs travaillaient seuls. À la tête de leur classe, ils symbolisaient le savoir et l'autorité. Mais aujourd'hui, pour atteindre les objectifs que nous fixons pour eux, les élèves ont besoin du soutien de plusieurs personnes. L'organisation devient donc très importante.

Dans notre école, les instituteurs, les éducateurs préscolaires et les animateurs d'activités récréatives travaillent en équipe. Pour certains instituteurs, abandonner leur suprématie n'a pas été chose facile, mais étant donné le niveau d'exigence du système éducatif actuel, les enseignants n'ont d'autres choix que de partager les tâches, pour le bien des enfants, mais aussi pour le leur.

Tous les maîtres de l'école Husbygårds reçoivent au départ un descriptif précis de leur mission par écrit : ils collaborent avec le directeur et les autres membres du personnel et notre travail est d'éduquer tous ensemble. Nous examinons et fixons ensemble les objectifs qu'ils doivent atteindre. Les six aspects suivants sont considérés : aptitude à coopérer, compétence, aptitude à diriger, facilité pour communiquer, efforts et résultats et enfin sens des responsabilités. Nous considérons l'enseignement comme une profession axée sur les résultats. C'est pourquoi, à l'école Husbygårds, les enseignants qui obtiennent de meilleurs résultats reçoivent des bonus plus élevés que les enseignants ayant de moins bons résultats.

L'école Husbygårds se conforme aux objectifs fixés par les pouvoirs publics. Cela étant, la voie pour atteindre ces objectifs est semée d'embûches. Il faut agir en stratège, et, en tant que directeur d'établissement, il faut également être capable de fixer des priorités et de prendre des décisions difficiles tout en insufflant un sentiment de fierté à tous les membres de cette profession si importante.

Enseigner à des élèves appartenant à de nombreuses religions différentes est enrichissant, mais nous oblige à tenir compte d'énormes défis qui se produisent dans le monde, au Moyen-Orient ou en Afrique. Par ailleurs, nous devons apprendre le suédois à des élèves qui, à eux tous, parlent une quarantaine d'autres langues. Mais nos méthodes portent leurs fruits. Nos élèves obtiennent de très bons résultats, en particulier en suédois, et la rotation des enseignants est faible.

En plus des résultats scolaires, nous devons nous préoccuper de nos moyens de financement. Les responsables politiques pourraient nous apporter davantage d'aide dans ce domaine. Le travail de gestion prend du temps et nos dépenses d'administration représentent environ 4 millions de couronnes par an. Cela nous contraint à limiter le nombre de nouveaux enseignants que nous employons. Le temps que je consacre aux activités de gestion diminue d'autant celui dont je dispose pour la formation et le soutien



©PREBACA PRESS

pédagogiques. C'est à déplorer dans la mesure où, dans tout pays de l'OCDE, la priorité devrait sans doute être le développement des compétences et du savoir.

Superviser et former de nouveaux enseignants est une autre tâche dont il faut s'occuper. Lorsque nous rencontrons des candidats à un poste d'enseignant, nous sommes parfois amenés à nous poser la question suivante : ne faudrait-il pas confier la formation des enseignants de demain à ceux qui travaillent dans les écoles d'aujourd'hui plutôt qu'à des instituts pédagogiques d'une autre époque ?

Il est temps de donner à nos établissements de formation une nouvelle orientation. Certes, un bon enseignant se perfectionne au contact de sa classe et nous devons effectivement travailler avec les enfants, mais nous devons aussi collaborer avec des historiens, des mathématiciens, des scientifiques et d'autres spécialistes susceptibles d'aider les élèves à comprendre et à aimer l'école.

Cette collaboration reste trop limitée. Kista, où se trouve notre école, est une sorte de Silicon Valley aux environs de Stockholm et nous n'avons pourtant pratiquement aucun contact avec les entreprises de la région. Dans le même temps, la priorité doit être le bien-être et le bonheur des enfants. Un système éducatif qui incite à apprendre a davantage de chances de promouvoir, à terme, la prospérité économique.

C'est à nous d'aider nos élèves à acquérir les connaissances qui leur permettront d'aller de l'avant. ■

• Voir www.husbygardsskolan.stockholm.se/

Les entreprises, partenaires d'une meilleure éducation

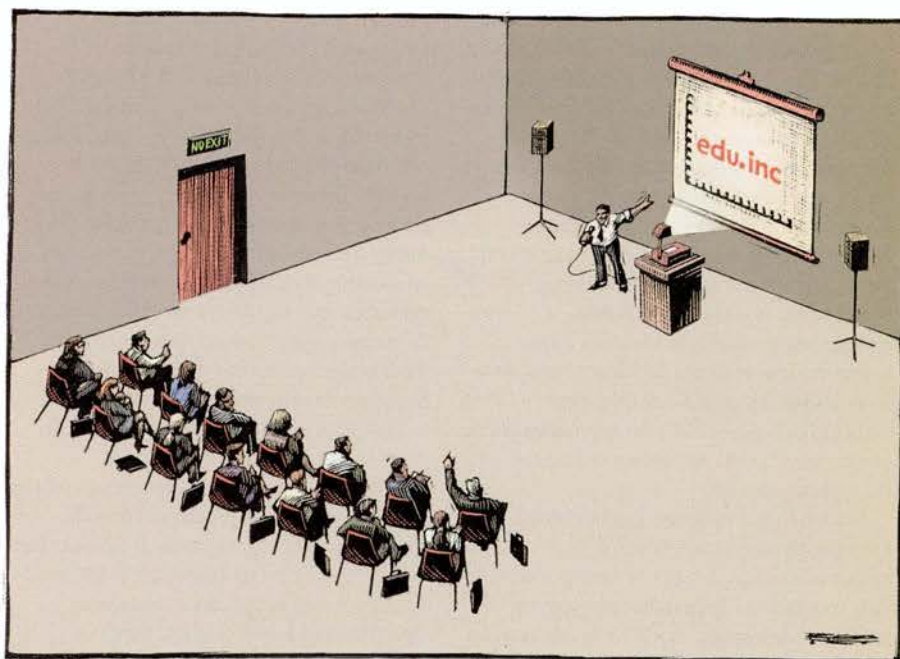
Thomas R. Vant, Secrétaire général, Comité consultatif économique et industriel (BIAC) auprès de l'OCDE

Lorsqu'une entreprise prend la décision d'investir, l'un des facteurs les plus importants est la qualité de la main-d'œuvre. Tous les entrepreneurs savent cela : la documentation relative aux entreprises comprend de nombreux récits d'investissements en capital qui se sont soldés par des échecs en raison d'une mauvaise adéquation avec la main-d'œuvre locale. Pouvoirs publics, entreprises, individus : nous sommes tous perdants lorsque cela arrive, alors que nous bénéficions tous d'un plan d'investissement réussi.

Et une fois dans l'entreprise, les qualifications et la formation des employés restent déterminantes pour sa compétitivité. Les employés sont le principal atout d'une entreprise, puisque ce sont eux qui permettent à l'entreprise de tirer parti des ressources et des situations qui s'offrent à elle.

Face à un marché mondial et complexe, les entreprises doivent être en mesure de répondre rapidement au changement ; cela implique des employés flexibles et adaptables aux besoins en matière de compétences nouvelles. Les entreprises sont toujours à la recherche de jeunes qui combinent une bonne formation de base avec une flexibilité et des compétences professionnelles et personnelles appropriées.

Les entreprises recherchent chez leurs employés les mêmes qualités que ce que les jeunes attendent de leurs établissements scolaires : atteindre des niveaux de qualité pédagogique appropriés, préparer les étudiants à un



milieu professionnel futur en constante évolution, rester à la pointe de la technologie et proposer des cursus offrant des possibilités de carrière prometteuses.

Nous vivons dans un monde de concurrence et de besoins changeants. Les jeunes comptent sur leurs établissements pour évaluer ces besoins et les insérer dans des programmes d'études flexibles. Il est essentiel de préparer les étudiants aux compétences techniques, culturelles et sociales dont ils auront besoin tout au long de leur carrière professionnelle.

Les entreprises peuvent contribuer à atteindre cet objectif. De nombreuses sociétés aident activement les établissements d'enseignement à évaluer les qualités que rechercheront les employeurs dans les années à venir. Elles étudient les aptitudes qui seront souhaitées, l'étendue de la formation requise dans différents secteurs professionnels, le moment approprié selon les opportunités et le nombre d'opportunités susceptibles de se présenter.

Il est parfaitement logique que les entreprises et les établissements d'enseignement partagent ces informations, et il est parfaitement logique de contribuer au processus décisionnel des étudiants. De nombreuses sociétés n'ont aucun problème à justifier les avantages obtenus grâce à ces échanges. Mon ancienne entreprise était largement impliquée à tous les niveaux dans un large éventail d'initiatives de ce type. Cela n'a jamais été considéré comme une obligation supplémentaire devant être ajoutée à la liste des relations publiques, mais plutôt comme une tâche continue et essentielle qui permettait de s'assurer que le nombre nécessaire de personnes ayant le niveau de compétence et de flexibilité approprié était disponible pour répondre aux besoins de l'entreprise.

La question n'est pas de savoir si les entreprises, lorsqu'elles anticipent l'évolution du marché, peuvent anticiper les besoins dans le domaine de l'éducation. Cela découle de tout bon exercice de planification à long terme d'une entreprise. Il s'agit plutôt de savoir si des relations solides et interactives peuvent être établies entre les pouvoirs publics, les établissements d'enseignement et les entreprises. Ces relations impliquent évidemment des efforts. Et nous devons les construire année après année, à

mesure que grandit la confiance dans l'efficacité de cette tâche essentielle.

Bien que l'éducation relève en premier lieu des pouvoirs publics, les entreprises doivent travailler avec les autorités et les établissements d'enseignement afin de contribuer à définir des objectifs éducatifs clairs, qui préparent les étudiants au

L'éducation n'est pas une obligation supplémentaire devant être ajoutée à la liste des relations publiques, mais plutôt une tâche continue et essentielle.

marché mondial d'aujourd'hui. Dans l'enseignement secondaire et supérieur, cela implique de travailler main dans la main avec les écoles afin de renforcer la compréhension de la situation actuelle des entreprises, par l'intermédiaire de mesures telles que des programmes de stages, des échanges pédagogiques, la présentation d'études de cas, des visites d'entreprises, des programmes d'orientation professionnelle.

Fournir des connaissances et compétences de base, proposer des programmes d'études modernes, utiliser

des outils d'enseignement attractifs, proposer des services d'orientation professionnelle et faire appel à des enseignants hautement qualifiés et enthousiastes constituent des éléments essentiels du point de vue de l'entreprise. Toutefois, préparer les étudiants à continuer à apprendre tout au long de leur vie devrait être l'objectif principal de l'enseignement initial comme de l'enseignement supérieur.

Le BIAC participe au processus d'élaboration de la politique générale au sein de l'OCDE. Nous considérons le développement du capital humain et social comme l'une de nos priorités stratégiques communes. Une éducation de qualité, qui incorpore la flexibilité nécessaire à la réussite, est essentielle pour récolter les fruits d'une croissance économique durable et devrait rester une priorité majeure pour tous. ■

Le porte-parole des entreprises auprès de l'OCDE

Business and Industry Advisory Committee to the OECD



Comité Consultatif Economique et Industriel Auprès de l'OCDE

Voir www.biac.org ou contacter Vanessa.Vallee@biac.org

Un parcours hors norme



© THE IRISH TIMES

Dans les sphères aussi bien politique qu'économique, Peter Sutherland, de nationalité irlandaise, a un parcours véritablement hors norme. Des plus hautes fonctions de Commissaire européen pour la politique de la concurrence, de Directeur général du GATT puis de premier Directeur général de l'OMC à la présidence de Goldman Sachs International et de BP, la carrière de M. Sutherland force l'admiration. À telle enseigne qu'il a donné son nom à un centre créé en décembre 2002 au Trinity College de Dublin. Ce Centre Sutherland abrite l'Institute for International Integration Studies (IIIS), spécialisé dans les échanges et la mondialisation. M. Sutherland, qui a lui-même fait ses études au University College de Dublin, a apporté un soutien actif à la création de l'IIIS, sous la forme notamment d'une généreuse donation. Parmi les autres donateurs, il faut citer la société Coca-Cola, la banque allemande DePfa et un philanthrope américain, Chuck Feeney, ainsi que l'Administration publique chargée de l'enseignement supérieur en Irlande (Higher Education Authority). Avec son espace de recherche et ses installations de conférence, nul doute que le Centre Sutherland de Trinity College est appelé à former d'autres personnalités de stature comparable. RJC ■

Un examen de trop

Roland Schneider, Conseiller, Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC)

L'éducation et la formation font partie des principaux secteurs dans lesquels une société peut investir pour assurer son développement. Qui soutiendrait le contraire ? On peut donc se demander pour quelles raisons, dans un si grand nombre de pays, les investissements publics dans l'éducation et la formation se sont développés à un rythme moins élevé que la richesse nationale. Alors que tous les pays de l'OCDE ont enregistré une croissance économique sans précédent, alimentée par la progression des connaissances, une situation paradoxale s'instaure. Au lieu d'accroître les investissements dans l'éducation, les gouvernements permettent que les établissements scolaires deviennent une cible de prédilection pour des décideurs préoccupés par les questions financières, qui scrutent les budgets et tentent de les réduire au nom de l'efficacité.

Certains gouvernements, y compris ceux dits de gauche, ont réduit les investissements publics dans l'éducation en proposant une série de formules illusives allant de l'évaluation des compétences des jeunes enfants à la remise aux parents de chèques études utilisables dans les établissements de leur choix... comme si ces derniers avaient vraiment la latitude de choisir. Une autre stratégie a consisté à mettre de côté les enseignants dont les résultats sont jugés insuffisants, même si on risque ainsi de rejeter la responsabilité des problèmes sur des individus qui sont en fait des victimes. En fait, au lieu de condamner les enseignants, il faudrait le plus souvent les soutenir.

En fin de compte, si l'on veut améliorer l'éducation et les niveaux scolaires – objectif partagé par tous les citoyens, des contribuables aux enseignants – il est indispensable d'accroître les investissements. En effet, si des moyens financiers plus importants ne suffisent pas à eux seuls à élever la qualité de l'éducation – et les résultats du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE le confirment – l'on ne peut en déduire, pour autant, qu'une diminution du financement entraînerait une amélioration de la qualité de

Il n'existe peut-être pas de remède miracle pour améliorer les résultats des élèves. Mais il est certain que l'on ne peut se dispenser d'améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage car l'évaluation ne résout pas tous les problèmes.



©REUTERS/WILL BURGESS

l'apprentissage et de l'enseignement. Le résultat serait certainement contraire.

Les syndicats sont, bien entendu, favorables à l'amélioration des résultats scolaires des élèves. Cela étant, on peut se demander si l'imposition d'évaluations obligatoires à l'échelle nationale, pour les élèves comme pour les enseignants, constitue le meilleur moyen d'y parvenir. Cette approche uniforme peut représenter un instrument dangereux entre les mains de démagogues. Et, il faut se garder d'y recourir dans un monde caractérisé par la diversité des besoins en matière de connaissances, l'accroissement de la concurrence et le creusement des inégalités au sein des pays et entre les pays. Il faut l'admettre : les tests peuvent être mal utilisés et mal interprétés. Qui plus est, plusieurs qualités nécessaires pour assurer un enseignement fructueux et efficace – la passion, le dévouement et le

plaisir d'enseigner – ne peuvent être prises en compte dans le cadre des tests.

Cela dit, il est possible d'améliorer les résultats scolaires, et nul ne le conteste. Mais l'on n'y parviendra pas en se contentant d'élever les normes de compétence. Pour améliorer la qualité de l'apprentissage et de l'enseignement, il faut investir dans les facteurs de production tout en respectant l'équité. Dans cette perspective, il faut s'assurer que les enseignants disposent des ressources nécessaires, que les programmes prennent en compte tous les élèves, et qu'aucun ne soit laissé à la traîne.

En vue d'améliorer les compétences, les responsables de l'éducation se contentent trop souvent d'imposer d'en haut des réformes qui ne tiennent pas compte des besoins et des réalités scolaires. Dans le même temps, ils accordent trop peu d'attention à l'élaboration des programmes nécessaires pour atteindre ces niveaux et négligent le soutien nécessaire aux élèves à risque, lequel est souvent de qualité médiocre et parfois même inexistant. Dans ce contexte, des évaluations sans rapport avec les niveaux de compétence ou les programmes d'enseignement – réalisées notamment sur la base de questionnaires à choix multiples destinés à évaluer le degré d'assimilation individuel d'un ensemble donné d'informations – ont des conséquences négatives pour les élèves, les enseignants et les établissements scolaires.

Si l'on veut améliorer le niveau de tous les élèves sans en laisser de côté, les responsables de l'éducation et les gouvernements doivent s'intéresser davantage à la phase de réalisation concrète de l'objectif. Lorsque les jeunes obtiennent des résultats inférieurs à ceux escomptés, il est rare en effet, que ce soit intégralement de leur faute. Il convient donc d'affecter des ressources suffisantes pour qu'ils puissent réussir. De plus, les enseignants (tout comme les parents) doivent comprendre quels sont les objectifs poursuivis et comment les atteindre. Les enseignants doivent pouvoir bénéficier de possibilités de perfectionnement professionnel, notamment sur les plans suivants : processus d'acquisition des connaissances, mise en œuvre d'une

pédagogie efficace et novatrice, et utilisation d'outils d'évaluation permettant d'aider les jeunes à améliorer leur niveau.

Les gouvernements doivent faire en sorte que les enseignants et leurs syndicats puissent faire entendre leur voix en ce qui concerne la définition des normes et l'adaptation des programmes d'enseignement aux objectifs de l'apprentissage. On ne réussira qu'à exaspérer et à décourager les enseignants si l'on se conduit comme si l'on s'attendait à ce qu'ils restent à l'écart de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de tests normalisés. Le bien-fondé d'une telle stratégie ne résiste à aucun examen. Les gouvernements doivent dégager les ressources nécessaires pour que tous les enfants, en particulier dans les zones défavorisées, soient suivis par des enseignants convenablement formés auxquels on offrira le soutien et le temps additionnels requis pour réaliser leurs objectifs et leurs ambitions. Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour le comprendre, un peu de bon sens suffit.

Le projet d'améliorer la qualité de l'apprentissage et de l'enseignement en élevant les normes de compétence, en imposant des évaluations « décisives » et en demandant aux établissements d'enseignement de rendre compte de leurs actes paraît politiquement attrayant. Cependant, en l'absence d'investissements notables dans l'enseignement scolaire et la formation pédagogique, qui permettraient à tous les élèves d'atteindre les niveaux supérieurs fixés, la mise en œuvre de nouveaux systèmes d'évaluation se révèle inquiétante. Les évaluations « décisives » ont été, à l'origine, mises en place par les responsables de l'éducation et les gouvernements afin d'améliorer les niveaux de compétence des élèves, en particulier des élèves pauvres et défavorisés. Tel est le cas de la Texas Assessment of Academic Skills (TAAS – Évaluation des acquis scolaires au Texas) : non seulement l'obtention du diplôme de fin d'études est conditionnée à la réussite de ce test mais ce dernier est également utilisé pour établir des diagnostics dans les classes inférieures. Or, dans plusieurs cas, il a été démontré que ce type d'évaluation a une incidence négative sur la qualité de l'enseignement dispensé aux élèves à risque. Il est donc normal que les membres des syndicats d'enseignants, les personnels de l'éducation, les administrateurs de l'enseignement et les parents soient inquiets. Les administrateurs, notamment, estiment

qu'en raison de ces évaluations, il est plus difficile de recruter, de former et de retenir des enseignants dévoués et de qualité, en particulier dans le secteur public.

Au sein même des classes, l'accent est de plus en plus mis sur la préparation en vue des évaluations. L'apprentissage est axé sur la réussite aux examens et non sur l'acquisition de connaissances, l'épanouissement personnel ou la préparation à la vie adulte. Cela n'a rien d'étonnant. En effet, un système rigide, fondé sur l'alternative « réussite/échec » et sur l'octroi d'avantages ou de sanctions d'ordre financier aux établissements comme aux enseignants, encourage (ou contraint) les éducateurs à consacrer plus de temps à

obtenu avec une quantité moindre de ressources. À cela près que, dans le domaine de l'éducation, nous devons certes obtenir de meilleurs résultats, mais en y consacrant le montant minimal de ressources nécessaires.

D'ores et déjà, les réformes fondées sur les évaluations normalisées ont des effets négatifs : taux d'abandons scolaires en augmentation, enseignants démoralisés et déqualifiés, administrateurs manipulant les résultats pour ne pas risquer de voir leurs établissements discrédités.

Une conclusion simple s'impose : si l'on veut sérieusement améliorer la qualité de l'apprentissage et de l'enseignement, il faut mettre en œuvre des mesures qui aident plus

Plutôt que de poursuivre des fantasmes en matière de niveaux de résultats, il faut se préoccuper de la composition des classes et de l'apprentissage proprement dit.

entraîner leurs élèves à répondre à des questions, au détriment de l'approfondissement des thèmes du programme et des activités d'apprentissage communes. Le savoir peut-il véritablement se réduire à quelques réponses données à des questions inscrites sur une feuille photocopiée ? Si tel est le cas, l'on peut craindre que la société du savoir de demain repose sur des bases bien fragiles.

Alors que les établissements se démènent pour maintenir leurs niveaux de résultats et éviter d'être « disqualifiés », les enseignants ont eux-mêmes contribué à la création et au développement permanent d'une industrie mondiale de l'évaluation à laquelle sont associés des enjeux financiers considérables. Un nombre toujours plus grand de sociétés spécialisées mettent à la disposition des établissements scolaires des logiciels et des animateurs qui aident les élèves à se préparer aux tests. Dans ces conditions, passer des tests devient quasiment une compétence en soi et un examen s'apparente davantage à un entretien d'embauche qu'à un contrôle de connaissances. Le marché de l'évaluation et la croissance rapide de cette activité sont liés aux programmes d'économies budgétaires appliqués par les autorités scolaires du monde entier. Cette industrie facilite la mise en œuvre de prétendus « réformes de l'éducation ». En matière d'éducation ou d'énergie, l'OCDE donne toujours le même avis : l'efficacité est synonyme d'un accroissement du résultat,

qu'elles ne sanctionnent, tout spécialement dans le cas des élèves ou des établissements dont les résultats sont médiocres. Plutôt que de poursuivre des fantasmes en matière de niveaux de résultats, il faut s'intéresser à la composition des classes et à l'apprentissage proprement dit. Donnons-nous de meilleurs moyens et nous obtiendrons un meilleur produit, ce qui est le résultat recherché. Le savoir évolue, et ce qui importe aux adultes aujourd'hui peut s'avérer tout à fait inintéressant pour nos enfants. Au lieu de se cantonner dans des pratiques éducatives uniformes et figées, il faut apprendre à chacun à préparer et à gérer le monde de demain car réussir, sur le plan éducatif, signifie plus qu'éviter l'échec. Or, le nouvel engouement pour l'évaluation des acquis scolaires au détriment de l'édification du savoir risque d'entraîner un nivellement des compétences par le bas. « L'éducation pour tous » ne serait plus alors qu'une formule creuse. L'excellence deviendrait un privilège, le génie un luxe, et la société tout entière en serait appauvrie. ■

Références

- Bowles, S., Gintis, H.: « *Schooling in Capitalist America Revisited* », novembre 2001 www.umass.edu/preferen/gintis/soced.pdf
- GEW (2003), *Nationale Bildungsstandards – Wundermittel oder Teufelszeug ?*, Francfort 2003 www.gew.de/standpunkt/aschlagzeilen/schule/bildungsstandards/texte/bildungsstandards.pdf

« Étudier maintenant et payer plus tard »

Jens Lundsgaard et Dave Turner, Département des affaires économiques, OCDE

Le gouvernement britannique a récemment voté l'application de droits d'inscription pour les étudiants afin de pouvoir financer le développement de l'enseignement supérieur. Cette initiative pourrait-elle servir de modèle pour d'autres pays européens ?

Le financement des universités fait la une des journaux partout en Europe. En janvier, le gouvernement britannique a obtenu de justesse le vote des parlementaires en faveur de la réforme du financement de l'enseignement supérieur, après que le Premier ministre, Tony Blair, eut mis tout son poids dans la balance. D'autres dirigeants européens auront suivi attentivement ces débats, dans la mesure où ils projettent également de réorganiser leurs systèmes d'enseignement supérieur. En Allemagne, le gouvernement a déjà provoqué un tollé politique pour avoir prôné l'application de droits d'inscription par les universités et souhaité la création d'universités d'élite. En France, le gouvernement cherche des moyens d'améliorer les financements des universités face à une situation que *Le Monde* résume sous le titre « La grande misère des universités françaises ». Des plaintes similaires à propos d'universités surchargées et exsangues sont monnaie courante en Italie.

Des résultats et des financements insuffisants nuisent à la compétitivité et au fonctionnement des systèmes d'enseignement supérieur de plusieurs pays européens. L'initiative britannique avait pour but de s'attaquer à ces problèmes. Pratiquement tout le monde reconnaissait qu'un changement était inévitable, en particulier dans la mesure où une main-d'œuvre compétente et formée est vitale pour la croissance économique. La controverse portait avant tout sur les sources de financement.

Le budget total consacré à l'enseignement supérieur varie largement selon les pays de l'OCDE. Les pays qui dépensent plus de 2 % de leur PIB dans l'enseignement supérieur – le Canada, la Corée, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande – peuvent se le permettre



Tony Blair, Premier ministre britannique, défend sa conception

© Reuters/Pool

car une partie importante des financements provient des étudiants, de dons et d'autres sources non gouvernementales. En comparaison, les grands pays européens consacrent environ 1 % de leur PIB à l'enseignement supérieur et s'appuient beaucoup plus sur les financements publics, les contributions issues des droits d'inscription individuels étant limitées ou négligeables. Ces systèmes reflètent en partie des structures de financement créées à une époque différente, lorsque les jeunes qui souhaitaient aller à l'université étaient peu nombreux.

Toutefois, depuis 20 ans, le nombre d'étudiants a rapidement augmenté, tandis que d'autres contraintes exercées sur les dépenses publiques ont entraîné un resserrement du budget de l'enseignement supérieur. La Suède, la Finlande et le Danemark font exception à la règle, avec plus de 1,5 % du PIB consacré au budget de l'enseignement supérieur, puisé presque uniquement dans des fonds publics. Les taux d'imposition dans ces pays sont cependant

déjà élevés et les dépenses publiques devraient subir une pression de plus en plus forte en raison du vieillissement de la population. Ainsi, même dans ces pays, des réformes pourraient être appliquées pour réduire la dépendance des universités à l'égard des financements publics. Toutefois, leur situation apparaît moins urgente que dans les grands pays européens dans lesquels ces réformes pourraient se révéler vitales pour lutter contre l'insuffisance actuelle des financements.

Ces réformes devraient largement concerner l'augmentation des contributions financières des étudiants. Les réformes décidées au Royaume-Uni permettront aux universités de demander jusqu'à £3 000 de droits d'inscription par an. Ces droits devraient non seulement contribuer à obtenir davantage de ressources, mais ils constituent également une base plus équitable pour le financement de l'enseignement supérieur. En France, en Allemagne et au Royaume-Uni, les diplômés d'université gagnent en moyenne 60 % à 80 % de plus que les non

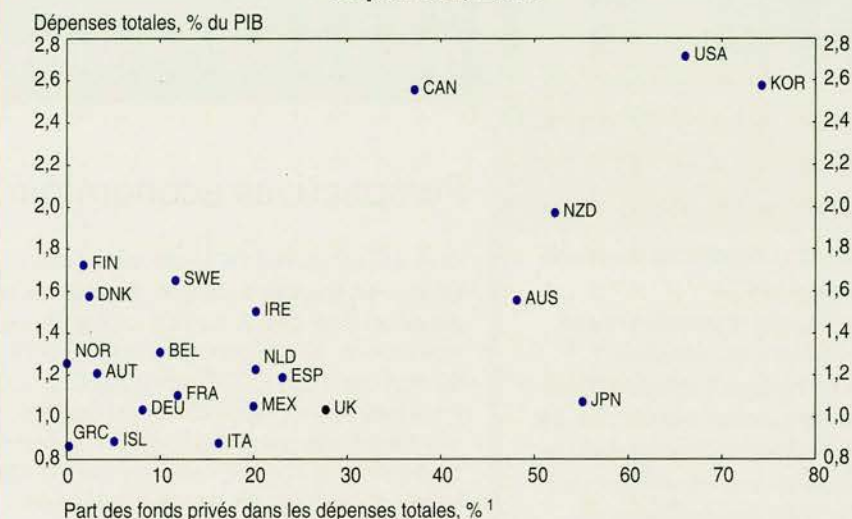
diplômés de l'enseignement post-obligatoire et ont également beaucoup moins de risque d'être confrontés au chômage.

Il n'en demeure pas moins que des droits d'inscription initiaux élevés pourraient nuire à l'accès à l'enseignement supérieur, en particulier pour les groupes à faibles revenus. La solution britannique consiste à « étudier maintenant et payer plus tard », ce qui permet aux étudiants de différer le paiement de l'ensemble des droits jusqu'à ce qu'ils aient obtenu leur diplôme. Ils ne devront en fait rembourser les droits ou « contributions des diplômés » que lorsque leur revenu annuel dépasse £15 000, ce qui s'apparente à une forme d'assurance contre le chômage ou l'emploi peu rémunéré des diplômés. En outre, les étudiants issus des milieux les plus défavorisés seront exonérés jusqu'à £1 125 de droits d'inscription et pourront prétendre à des allocations de subsistance conséquentes au titre du coût de la vie. Des programmes similaires sont appliqués depuis plus de 10 ans en Australie et en Nouvelle-Zélande et n'ont pas empêché les étudiants les plus démunis d'accéder à l'université.

En Nouvelle-Zélande, depuis l'instauration de prêts étudiants en 1992, le nombre d'étudiants dans l'enseignement tertiaire a presque doublé et le nombre de jeunes qui entrent à l'université est aujourd'hui le plus élevé de l'OCDE. De plus, la part d'étudiants appartenant aux groupes ethniques des Maoris et du Pacifique est passée de 9 % en 1990 à 24 % en 2001. L'Australie a instauré des droits d'inscription en 1989 et ils ont eu peu de répercussions sur la répartition socio-économique des étudiants.

La promotion de l'accès à l'enseignement supérieur dépend probablement plus des investissements réalisés en faveur de la scolarité préélémentaire et obligatoire. Une grande partie de l'accroissement des dépenses consacrées à l'éducation au Royaume-Uni depuis 1997 concerne les crèches et la scolarité obligatoire, avec des améliorations notables dans les écoles implantées dans des zones défavorisées. Par exemple, le nombre d'écoles dans lesquelles moins de deux écoliers sur trois atteignent le niveau attendu pour les enfants de 11 ans a été divisé par deux depuis 1996. Pouvoir s'appuyer sur ces améliorations, tout en développant l'enseignement supérieur grâce aux contributions de ceux qui en bénéficient, constitue le meilleur moyen d'améliorer l'équité dans le domaine de l'éducation.

Dépenses affectées aux établissements d'enseignement supérieur, 2000



¹ Déduction faite des droits d'inscription payés par les pouvoirs publics
Source : OCDE

L'un des aspects les plus controversés des réformes britanniques est dû au fait que les droits d'inscription varieront à la fois selon les cursus et selon les universités. L'objectif est de permettre aux établissements et aux programmes d'études les plus performants d'attirer plus de financements. Les droits d'inscription pour les études de lettres seront ainsi inférieurs à ceux des études de médecine, de sciences ou de droit par exemple.

Des droits variables de ce type pourraient être plus efficaces dans la mesure où ils sont plus proches des coûts des cursus et des revenus que les diplômés gagneront par la suite. Une question épineuse se pose pourtant de savoir si certaines disciplines, jugées importantes pour la croissance par exemple, ne devraient pas être subventionnées.

Le gouvernement néo-zélandais envisage par exemple de réorienter des fonds publics afin d'encourager plus d'étudiants à entreprendre des études d'ingénieur, de mathématiques et d'informatique. Dans le même ordre d'idées, le Royaume-Uni pourrait lancer un projet visant à encourager les étudiants à choisir des carrières dans des services publics essentiels, tels que l'enseignement ou la santé, qui se développent rapidement dans le pays. Mais même dans ce cas, il est

préférable que toute subvention accordée soit explicite et ciblée, plutôt qu'implicite en raison de l'uniformité des droits imposés sur l'ensemble des programmes d'études.

Bien que les réformes britanniques de l'enseignement supérieur constituent un pas important dans la bonne direction, avec une augmentation initiale de 0,2 % du PIB, les niveaux de dépenses seront encore loin d'atteindre ceux des États-Unis. L'enseignement supérieur devra donc faire face à de grands défis et continuer à dépendre de financements issus de ressources publiques déjà très sollicitées. Il n'en reste pas moins que le dispositif britannique de contributions des diplômés, fondé sur l'expérience acquise grâce aux programmes de financement australien et néo-zélandais « étudier maintenant et payer plus tard », pourrait servir de modèle pour d'autres pays d'Europe. Une approche de ce type constitue le moyen le plus équitable de renforcer leurs systèmes d'enseignement supérieur dans l'économie mondiale du savoir. ■

Références

- OCDE (2004) *Étude économique du Royaume-Uni*, janvier. La partie de l'Étude consacrée au financement de l'enseignement supérieur ; ainsi que d'autres recommandations de lecture, sont disponibles sur la page d'accueil de l'Étude : www.oecd.org/eco/country_survey/unitedkingdom

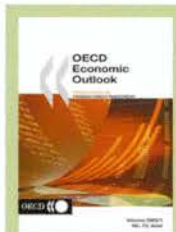
Trois ouvrages essentiels, trois approches complémentaires de la conjoncture économique

**Quelle est la solidité de la reprise aux États-Unis ?
Le Japon peut-il poursuivre son redressement économique ?
L'Europe restera-t-elle à la traîne ?
Autant de questions brûlantes sur lesquelles les économistes et les gouvernants trouveront dans les *Perspectives économiques de l'OCDE* une analyse éclairée.**

Perspectives économiques de l'OCDE

N° 74, décembre 2003

Deux fois par an, l'OCDE publie ses prévisions sur la production, l'emploi, les prix, les finances publiques, fondées sur une analyse des situations actuelles ainsi que des effets probables de l'évolution du contexte international et des politiques gouvernementales. Les *Perspectives économiques de l'OCDE* contiennent : une évaluation des tendances mondiales ; pour chacun des pays Membres, des prévisions à deux ans et un ensemble complet de données économiques comparables ; des projections concernant certains pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique latine. Si votre institution est abonnée, rendez-vous sur le site new.sourceoecd.org. Dans le cas contraire, vous pouvez acheter la dernière édition des *Perspectives* sur "www.oecd.org/bookshop".



ISBN 9264105832
N° 74, décembre 2003
61 €, 61 \$
39 £, 7 500 ¥

Comprendre la croissance économique

Analyse au niveau macroéconomique, au niveau sectoriel et au niveau de l'entreprise

Instrument d'analyse de la croissance économique dans les pays de l'OCDE, cet ouvrage examine les facteurs fondamentaux de la croissance ces dix dernières années au niveau macroéconomique, au niveau sectoriel et au niveau de l'entreprise. Il analyse également la contribution des technologies de l'information (TI) à chacun de ces niveaux. Etayé par plus de 50 tableaux et graphiques, il permet de mieux comprendre la véritable nature de la croissance économique. A l'apogée de la nouvelle économie, on encensait les TI qui, croyait-on, transformeraient radicalement les économies de l'OCDE. Mais le récent ralentissement a détruit plusieurs des mythes qu'elles avaient suscités. Quelle est leur véritable contribution à la croissance économique ?



ISBN 9264020403
avril 2004
24 €, 30 \$
17 £, 3 300 ¥

Angus Maddison

L'économie mondiale : statistiques historiques

Dans son dernier ouvrage, Angus Maddison propose une vision particulièrement pénétrante de l'histoire et de l'influence politique des comptes nationaux. Il démontre qu'il est crucial de disposer de statistiques fiables pour analyser les phénomènes macroéconomiques comme la croissance, la formation des marchés et la répartition des revenus, ainsi que l'élaboration des politiques. Ceci est particulièrement vrai pour les pays en développement, auxquels font souvent défaut les compétences ou les données nécessaires à l'établissement de comptes nationaux de qualité.



ISBN 9264104135
novembre 2003
21 €, 24 \$ 14 £, 2 700 ¥

Comprendre les disparités de croissance entre les pays de l'OCDE au cours de dix dernières années grâce à l'identification et à l'analyse des facteurs sous-jacents.

Angus Maddison propose dans son dernier ouvrage une vision particulièrement pénétrante de l'histoire et de l'influence politique des comptes nationaux. Une référence incontournable.

Vous pouvez acheter toutes les publications de l'OCDE directement sur www.oecd.org/bookshop ou aux adresses indiquées ci-dessous. Vous pouvez également nous contacter à sales@oecd.org.

Amérique du Nord :
Extenza – Turpin - 56 Industrial Park Drive,
Pembroke, MA 02359 - États-Unis
Numéro vert (appel gratuit) : + 1 800 456 6323
Tél. : + 1 781 829 8973 - Fax : +1 781 829 9052

Reste du monde :
OECD Turpin Distribution Services Ltd
Stratton Business Park, Pegasus Drive
Biggleswade, Bedfordshire SG18 8QB,
Royaume-Uni - Tél. : + 44 (0) 1767 604960

L'autosatisfaction n'est pas de mise

Martin Cullen, Ministre de l'Environnement, du Patrimoine et des Collectivités locales (Irlande) et Président de la réunion des ministres de l'environnement des pays de l'OCDE de 2004*

En dépit de sa position, celle d'une « île au large d'une île, située elle-même au large du continent européen », l'Irlande a toujours maintenu des liens étroits avec le cœur de l'Europe. Historiquement, ces liens n'ont pas toujours été formels et notre isolement physique et politique les a, dans certains cas, affaiblis. Cependant, dans la dernière partie du XX^e siècle, grâce à notre participation à l'Union européenne ainsi qu'à l'OCDE et à d'autres organisations, nous avons renoué et renforcé nos liens historiques avec l'Europe.

L'évolution récente de l'Irlande a été marquée par un engagement profond dans le processus de mondialisation. En poursuivant de nouvelles politiques économiques, semblables à celles prônées depuis longtemps par l'OCDE, notre pays a enregistré une croissance économique sans précédent, a accru sa participation au marché mondial et a inversé bon nombre de tendances négatives sur les plans du chômage et de l'émigration. Désormais, il accueille des personnes originaires de toute l'Europe et de plus loin encore, qui viennent chercher un emploi dans notre île redynamisée.

Toutefois, parmi les questions qui me préoccupent, figure l'impact potentiel du progrès économique sur la qualité de notre environnement. Même si celle-ci demeure bonne, le premier *Examen des performances environnementales de l'Irlande*, entrepris par l'OCDE et publié en 2000, a montré que les problèmes s'aggravaient et qu'il était indispensable d'accroître nos efforts.

Durant le premier semestre 2004, l'Irlande assume la présidence de l'Union européenne, placée sous le thème « *Européens, travaillons ensemble* ». Ce thème sera très clairement illustré par l'entrée dans l'Union, le 1^{er} mai 2004, de 10 nouveaux États membres, appartenant à la zone Europe centrale et orientale et méditerranéenne ; cet événement rompra avec un passé marqué par des divisions et des conflits parfois douloureux.

Une dizaine de jours auparavant, j'aurai eu l'honneur de présider la réunion des ministres de l'environnement des pays de l'OCDE (20-21 avril 2004). Les pays membres pourront profiter de cette rencontre pour faire le bilan des actions entreprises, dans le cadre de la Stratégie de l'environnement de l'OCDE, pour s'assurer

L'autosatisfaction n'est pas de mise 25

Stratégie de l'environnement de l'OCDE : La voie à suivre 27

Biodiversité 29

Changement climatique : Le problème reste entier 30

Pour une action durable 32

Un vert plutôt pâle 33



Martin Cullen, Ministre irlandais de l'Environnement

que le développement économique intervienne dans le respect des ressources naturelles qui en constituent, en définitive, le fondement.

S'agissant de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques environnementales, les pays membres de l'OCDE progressent, à mon avis, de manière satisfaisante dans plusieurs domaines clés, tels le changement climatique, la pollution atmosphérique locale, la gestion des ressources d'eau douce et l'efficacité énergétique. L'autosatisfaction n'est cependant pas de mise : des efforts supplémentaires s'imposent de toute urgence. Il nous faut, par exemple, continuer d'agir de concert pour limiter et réduire les émissions de gaz à effet de serre, mieux gérer la demande de transport (en particulier dans les zones urbaines), favoriser l'utilisation des énergies renouvelables et traiter de manière plus globale les problèmes liés à nos modes de consommation non viables.

Pour relever ces défis, nous devons éviter les choix simplistes du type « l'économie ou l'environnement ». Nous pouvons – et nous devons – poursuivre les deux objectifs simultanément. La mobilisation des marchés en faveur de l'environnement apparaissant à cet égard cruciale, il convient de développer beaucoup plus cette démarche tout en faisant preuve d'imagination. En Irlande, par exemple, nous avons récemment introduit une redevance sur les sacs en plastique – source de nuisance très importante – qui a permis

nouvelles politiques environnementales sont susceptibles d'avoir des retombées économiques et sociales importantes. Le développement de technologies non polluantes permettrait, par exemple, de protéger l'environnement tout en favorisant la croissance économique, la compétitivité et l'emploi. De telles technologies pourraient aussi jouer un rôle déterminant dans la réalisation des objectifs fixés à l'échelle internationale en matière de développement et d'environnement. Nous devons renforcer notre collaboration avec les pays en développement à cet égard.

Sur le plan international, j'ai le sentiment que le processus de mondialisation est perçu comme laissant pour compte les pays les plus pauvres et ne profitant, dans les pays bénéficiaires, qu'à des groupes restreints de la population. Le défi, en particulier pour les pays de l'OCDE, consiste à mettre la mondialisation au service du développement durable et à faire en sorte que les bénéfices soient répartis de manière plus équitable et responsable.

Notre réunion à Paris en avril coïncidera avec la CDD12 (voir l'article p.32), laquelle se déroulera à New York sur le thème de l'eau, de l'assainissement et des établissements humains. J'espère que les deux processus seront complémentaires et qu'ils permettront de confirmer l'engagement de la communauté internationale à s'investir dans la réalisation

La mobilisation du marché au service de l'environnement est une approche qu'il convient d'exploiter davantage.

de réduire de façon spectaculaire leur usage tout en procurant des ressources utilisables à des fins environnementales. Le public a ainsi pu constater que de petits changements peuvent produire de grands effets. Sur un autre plan, beaucoup plus important, le prochain démarrage des échanges de permis d'émission de CO₂ au sein de l'Union européenne contribuera à réduire les émissions de manière efficace par rapport aux coûts de la mesure.

En tant que ministres de l'environnement, nous devons arriver à convaincre l'opinion publique que les

de l'objectif suivant : assurer un environnement de haute qualité et un développement véritablement durable. ■

*La réunion du Comité des politiques d'environnement de l'OCDE au niveau ministériel s'est déroulée à Paris les 20 et 21 avril 2004. Pour plus d'informations, voir www.oecd.org/envmin2004

Références

- Ministère de l'environnement, du patrimoine et des collectivités locales (Irlande), voir : www.environ.ie
- Présidence irlandaise de l'UE, voir : www.eu2004.ie

Stratégie de l'environnement de l'OCDE : La voie à suivre

Lorents Lorentsen, Directeur, Direction de l'environnement, OCDE

Trois ans après l'adoption de la Stratégie de l'environnement de l'OCDE, les gouvernements ne peuvent pas se permettre de ne pas tenir leurs engagements jusqu'au bout.

Chacun sait combien il est difficile de respecter les délais et les promesses, à plus forte raison quand on exerce des responsabilités politiques. Certains problèmes urgents appellent pourtant des réponses fermes et immédiates. Au-delà des promesses ou des engagements, il s'agit surtout de saisir l'occasion de les régler car elle ne se représentera pas forcément. Il en va ainsi de certains défis auxquels nous sommes confrontés dans le domaine de l'environnement.

Les économies et les revenus ont crû à un rythme sans précédent, mais le capital naturel a trop souvent fait les frais de cette expansion. Nous avons certes progressé par rapport à plusieurs objectifs d'environnement, comme la gestion de la demande d'eau ou le découplage entre la croissance économique et les émissions de polluants atmosphériques, tels que le dioxyde de soufre, le monoxyde de carbone et les CFC qui appauvrissent la couche d'ozone. Mais des avancées beaucoup plus importantes s'imposent. La dégradation des écosystèmes se poursuit, les substances chimiques persistantes et toxiques sont largement répandues dans l'environnement, de nombreux stocks halieutiques déclinent et les émissions de gaz à effet de serre, en particulier celles imputables aux transports et à la consommation d'énergie, continuent d'augmenter.

En somme, la question fondamentale est celle-ci : comment continuer de croître et éliminer la pauvreté dans le monde en portant moins préjudice à l'environnement



©REUTERS/BEA/HARTIA BEA

Sommes-nous sur la bonne voie ?

dont dépendent notre pérennité et celle de nos activités ?

Certes, plusieurs sommets médiatisés ont abordé cette question et contribué pour certains à des avancées sur un certain nombre de problèmes. Toutefois, des progrès soutenus exigent une feuille de route. C'est pourquoi les gouvernements des pays de l'OCDE ont adopté en 2001 la Stratégie de l'environnement de l'OCDE pour les 10 premières années du XXI^e siècle (voir encadré page suivante). La décennie ciblée par la Stratégie n'a commencé que depuis trois ans, mais il est d'ores et déjà évident que dans plusieurs domaines essentiels, sa mise en œuvre à l'horizon 2010 est mal engagée. Or ces contretemps pourraient bien être lourds de regrets s'il s'avère que les écosystèmes, le climat et la santé des

habitants de la planète ont entre-temps subi des dommages irréversibles.

Pour éviter d'en arriver là, il nous faut agir maintenant. La Stratégie de l'environnement met en avant les enjeux essentiels en énonçant cinq grands objectifs et 71 actions concrètes à mener au niveau national. Il s'agit avant tout de progresser sur la voie de la viabilité écologique de façon efficace et économe et dans un souci d'équité sociale. Cohérente et opportune, la Stratégie a recueilli l'adhésion des ministres de l'environnement des pays de l'OCDE lors de leur réunion du 16 mai 2001, et celle des ministres de l'économie et des finances le lendemain.

Si les gouvernements des pays de l'OCDE sont comptables des engagements qu'ils ont pris dans le cadre de la Stratégie, ils savent aussi qu'à l'ère de la mondialisation, ils ne

La Stratégie de l'environnement de l'OCDE

La Stratégie de l'environnement de l'OCDE énonce cinq objectifs interdépendants pour parvenir à des politiques environnementales opérationnelles et efficaces par rapport à leur coût dans l'optique du développement durable :

Objectif 1 : Maintenir l'intégrité des écosystèmes par la gestion rationnelle des ressources naturelles (en portant une attention particulière au climat, à l'eau douce et à la biodiversité).

Objectif 2 : Découpler les pressions sur l'environnement de la croissance économique (en portant une attention particulière à l'agriculture, aux transports et à l'énergie).

Objectif 3 : Améliorer les informations pour la prise de décision : mesurer les progrès au moyen d'indicateurs.

Objectif 4 : L'interface social-environnement : améliorer la qualité de vie.

Objectif 5 : Interdépendance environnementale à l'échelle planétaire : améliorer la gouvernance et la coopération.

parviendront pas seuls à tous les tenir. Les ministres de l'environnement de 10 pays non membres de l'OCDE – Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Chili, Chine, Inde, Israël, Kazakhstan, Russie et Slovénie – ont été invités à la réunion que tiendront leurs homologues des pays de l'OCDE en avril 2004, afin de réfléchir aux problèmes mondiaux d'environnement comme le changement climatique et le recul de la biodiversité. Soulignons que les pays prospères de l'OCDE ne peuvent pas attendre des pays en développement qu'ils se rallient aux accords internationaux sur l'environnement si eux-mêmes ne sont pas capables et désireux de tenir jusqu'au bout leurs engagements.

Au-delà des échanges intergouvernementaux, il est important d'œuvrer aussi en coopération avec les milieux d'affaires, le monde du travail et les organisations non gouvernementales. Pour la première fois de son histoire, l'OCDE a invité des représentants de ces groupes à prendre part à la réunion ministérielle. Face aux problèmes d'environnement, nous sommes tous à plus d'un titre des représentants de la société civile : chacun de nous a sa part de responsabilité dans certains problèmes, pâtit des mauvaises pratiques et profite des progrès accomplis.

Les pays de l'OCDE font-ils des progrès ? En 2001, l'OCDE avait eu recours à la métaphore des feux tricolores pour hiérarchiser les problèmes d'environnement selon leur gravité. Un « feu rouge » a été attribué à ceux qui exigent une réponse urgente (voir les *Perspectives de l'environnement de l'OCDE*, 2001). Depuis, seuls quelques-uns de ces feux rouges sont passés à l'orange, et aucun n'est passé au vert. Il est de plus en plus évident que des obstacles politiques ou économiques majeurs se dressent sur la voie de la réforme.

Prenons l'exemple du changement

climatique et de l'énergie. Beaucoup de pays de l'OCDE ont appliqué ou sont en train de formuler de nouvelles politiques pour réduire au moindre coût les émissions de gaz à effet de serre (GES). Des systèmes d'échange de droits d'émission sont en place dans un certain nombre d'entre eux et prévus dans d'autres. Douze pays appliquent aujourd'hui des taxes sur le carbone ou sur l'énergie, et plusieurs commencent à élaborer des mécanismes de flexibilité basés sur des projets, qui leur permettront d'investir dans la réduction des émissions de GES à l'étranger et de comptabiliser les émissions ainsi évitées au titre de leurs objectifs nationaux. Tout cela paraît prometteur.

Pourtant, la mise en œuvre de ces politiques se révèle difficile. La fiscalité de l'énergie voit son efficacité économique et environnementale pâtir des exemptions dont continuent souvent de bénéficier les consommateurs les plus énergivores et polluants. Les taxes sur les combustibles « sales » sont trop peu élevées dans la plupart des pays, ce qui n'encourage guère le passage à des énergies de substitution moins polluantes ou la mise au point de technologies plus performantes.

Au niveau international, les progrès sont plus lents encore. L'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto est suspendue à sa ratification par un nombre accru de pays. Or celle-ci est loin d'être assurée quand on sait que les pays ne parviennent pas à s'accorder sur les aspects scientifiques du changement climatique, ni a fortiori sur les moyens d'y faire face. Malheureusement, il est déjà trop tard pour contrer certaines modifications du climat causées par les activités humaines. Autrement dit, les politiques visant à réduire les émissions de GES devront s'accompagner d'autres mesures pour nous aider à nous adapter aux effets du changement climatique, comme la fréquence accrue des

événements météorologiques extrêmes et la montée du niveau des mers.

La pollution représente un autre défi de taille. Malgré l'amélioration des technologies, les normes de qualité de l'air ne sont pas toujours respectées et les émissions de dioxyde de carbone imputables aux transports augmentent au même rythme que la demande de transport. Des politiques économiques et réglementaires beaucoup plus ambitieuses seront nécessaires pour atténuer l'impact de la croissance des transports, notamment routiers et aériens, sur l'environnement et la collectivité.

En ce qui concerne la préservation de la biodiversité, le temps joue contre nous. Les pays de l'OCDE ont certes étendu les zones protégées, qui couvrent désormais 14,6 % de leurs terres émergées, mais en dehors de ces espaces, le recul de la biodiversité se poursuit. Le pourcentage des espèces connues menacées d'extinction continue d'augmenter, et les indicateurs des populations de vertébrés en milieu naturel restent orientés à la baisse. Ces pertes de diversité biologique ébranlent l'équilibre de la vie sur Terre, mettant en péril la prospérité, voire les perspectives de survie. Des efforts accrus s'imposent pour intégrer les objectifs de biodiversité dans les politiques visant l'agriculture, la pêche, le tourisme et les forêts. On observe aujourd'hui un début d'évolution en ce sens, mais là encore, les indicateurs ne sont pas passés au vert. Ainsi, si plusieurs accords internationaux importants destinés à protéger le milieu marin et à assurer la viabilité des pêches sont entrés en vigueur récemment, grâce en partie à leur ratification par certains pays de l'OCDE, les stocks de poissons continuent de diminuer. Par ailleurs, si les subventions agricoles plus « écologiques », liées à des objectifs d'environnement spécifiques, gagnent du terrain au sein de l'OCDE, cette évolution demeure trop lente. À l'évidence, les pays de l'OCDE ne sont pas partis pour atteindre l'objectif, convenu dans la Stratégie de l'environnement, qui consiste à éliminer ou réformer d'ici à 2010 toutes les subventions agricoles préjudiciables à l'environnement.

Pourquoi un tel immobilisme ? Quels sont les obstacles ? Le manque d'informations pertinentes et incontestées est un premier facteur. Il n'est par ailleurs pas facile de mobiliser sur des problèmes qui ont des répercussions à longue échéance ou dont les conséquences sont incertaines. Certaines lacunes dans les connaissances scientifiques –

concernant les incidences probables du changement climatique sur l'environnement et l'économie, ou les effets de la disparition d'espèces – freinent un accord sur des mesures appropriées. L'amélioration de la collecte et de la diffusion d'informations environnementales dans les pays de l'OCDE et au-delà contribuera à l'élaboration de politiques de l'environnement plus efficaces, ainsi qu'à une transparence et une responsabilisation accrues dans le cadre des processus de décision.

Les inquiétudes liées aux effets possibles des politiques environnementales sur la répartition des revenus ou la compétitivité sont un autre obstacle. À quoi il faut ajouter la crainte de voir certaines catégories, comme les agriculteurs, les mineurs ou les pêcheurs, pâtir davantage que les autres de ces politiques. Il est pourtant possible de répondre à ces inquiétudes sans nuire aux incitations environnementales créées par des mesures particulières. La tarification de l'eau, par exemple, peut être conçue de telle façon que les usagers paient plus cher à mesure que leur consommation augmente. De cette façon, ils sont incités à réduire au minimum leur consommation d'eau, et on permet néanmoins aux ménages à faible revenu de satisfaire leurs besoins en eau essentiels à un prix abordable.

Comme les gouvernements de ses pays membres le lui ont demandé, le secrétariat de l'OCDE continuera d'appuyer leurs efforts en vue de mettre en œuvre la Stratégie – par des travaux analytiques, des examens mutuels, des informations et une aide à la formulation des politiques. Pour importantes qu'elles soient, ces activités ne doivent toutefois pas faire oublier qu'il incombe aux gouvernements eux-mêmes de prendre les décisions difficiles qui s'imposent pour adopter toutes les mesures voulues et remettre sur les rails l'application de la Stratégie. La difficulté de la tâche n'a jamais fait de doute, mais face à des enjeux environnementaux aussi sensibles, il importe de ne pas revenir sur les échéances que nous nous sommes fixées. ■

Références

- OCDE (2004), *Stratégie de l'environnement de l'OCDE : Bilan en 2004*, Paris.
- OCDE (2001), *Stratégie de l'environnement de l'OCDE pour les 10 premières années du XXI^e siècle*, disponible sur : www.oecd.org/env/min/index-fr.htm
- OCDE (2001), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE*, Paris.

Biodiversité



Une combinaison gagnante

Les campagnes en faveur de l'environnement n'accordent pas à la « biodiversité » la place qui devrait normalement lui revenir. La raison pourrait en être la connotation positive attachée au terme. L'opinion publique se sent, de ce fait, moins concernée que lorsqu'on lui parle de pollution, réchauffement planétaire, déchets dangereux ou appauvrissement de la couche d'ozone, thèmes qui fleurissent dans les journaux et qui arrivent, semble-t-il, en tête des préoccupations des citoyens. Il ne faudrait pas, pour autant, sous-estimer les conséquences de la réduction de la biodiversité sur notre planète.

Il est difficile d'évaluer de manière précise l'ampleur que prend l'extinction des espèces. Cela dit, la déforestation, la désertification ou la surexploitation des ressources provoquent, chaque jour, la disparition de 137 espèces au minimum. L'homme est responsable, chaque année, de la suppression de 12 millions d'hectares de forêt tropicale ombrophile. Selon les *Perspectives de l'environnement de l'OCDE*, dans la seule Asie du Sud-Est, une superficie forestière équivalant à celle de la Suisse disparaîtrait chaque année.

Si l'extinction du papillon Xerces bleu ou du charençon Fort Ross n'affecte qu'un petit

nombre d'entre nous, la disparition de l'habitat de l'emblématique éléphant d'Afrique et d'Asie ne peut passer inaperçue. L'influence d'un seul éléphant sur le milieu est considérable, un éléphant consommant, en moyenne, entre 150 et 300 kg de végétaux et 200 litres d'eau par jour. De plus, l'éléphant sauvage déracine et éparille autant de végétaux qu'il en mange et, ce faisant, disperse des graines et de la nourriture dont des herbivores plus petits profiteront. Par ailleurs, il ouvre des passages et laisse sur son chemin des bouses riches en éléments nutritifs. La disparition de l'éléphant entraînerait donc celles de toutes les espèces macro et microscopiques qui en dépendent pour leur existence, du modeste mammifère à la feuille minuscule, susceptible de posséder des vertus médicinales encore insoupçonnées.

En définitive, au lieu et place du terme biodiversité, il serait plus juste d'employer celui de biodestruction pour désigner le véritable enjeu. En effet, ce sont les activités humaines qui menacent l'équilibre de la biosphère, notre capital naturel, mettant ainsi en péril notre avenir à tous. *RJC* ■

Références

- Voir : www.oecd.org/env

Changement climatique

Le problème reste entier

Joke Waller-Hunter, Secrétaire exécutif, Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques

Le problème du changement climatique reste d'actualité et il ne disparaîtra pas tout seul. Les gouvernements doivent agir.

Dix années ont passé depuis l'entrée en vigueur, le 21 mars 1994, de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). L'heure est venue de faire un bilan des événements intervenus dans ce contexte dont on connaît l'extrême complexité. Une chose est déjà très claire, c'est que le changement climatique touche pratiquement tous les aspects de notre vie, et que la plupart des activités humaines, soit contribuent à ce phénomène climatique, soit en subissent les conséquences.

Certains effets du changement climatique sont déjà observables et bien d'autres sont à attendre si l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre n'est pas maîtrisée. La multiplication depuis quelques années des phénomènes météorologiques extrêmes donne une idée des conséquences que nous réserve l'avenir.

Selon les estimations de l'Initiative financière du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), le coût économique annuel mondial des catastrophes naturelles est passé de US\$40 milliards dans les années 1990, à US\$60 milliards en 2003. De nombreuses catastrophes liées aux conditions météorologiques et au climat, dont certaines d'une ampleur sans précédent, ont marqué l'année 2003. En Europe et en Amérique du Nord, les vagues de chaleur ont fait des milliers de victimes et les feux de forêts ont été particulièrement dévastateurs. Le passage d'un typhon en Corée a fait plus de 100 morts, laissé plus de 25 000 personnes sans abri et causé des dégâts matériels évalués à US\$4,1 millions. Les pays en développement ont payé un lourd tribut. Au Pakistan, les inondations ont fait 162 victimes, déplacé 900 000 personnes et détruit près de 48 000 foyers. En Afrique de l'Est et du Sud,



Le paysage de l'avenir ?

la sécheresse a compromis les moyens d'existence de 23 millions de personnes.

D'une façon générale, les pays en développement sont plus vulnérables que les autres car ils dépendent fortement de secteurs sensibles au climat, comme l'agriculture ou la foresterie. Le manque de ressources, d'infrastructures et de systèmes de santé les rend plus vulnérables au changement climatique. Plus particulièrement exposés sont les terres basses et les deltas, les grands villes côtières, les campements situés dans des plaines inondables et sur les versants escarpés, les populations des zones forestières où les feux de friches saisonniers risquent de s'étendre, ainsi que les zones à forte croissance démographique frappées par la pauvreté et la dégradation de l'environnement. Aider les pays à s'adapter au changement climatique est aujourd'hui une composante clé de la politique climatique mais concrètement beaucoup reste à faire, notamment pour développer les infrastructures et améliorer la gestion des terres.

L'un des principaux objectifs de la Convention était de démontrer que les pays développés pouvaient, en une dizaine d'années, ramener leurs émissions aux niveaux de 1990. De fait, les pays industrialisés, dits Parties de l'Annexe I, ont réduit leurs émissions de gaz à effet de serre de près de 7 % entre 1990 et 2001. Mais ce résultat s'explique surtout par le recul de 40 % des émissions des pays en transition économique ; les émissions de gaz à effet de serre des pays les plus industrialisés (Parties de l'Annexe II) ont augmenté d'environ 7,5 % au cours de cette période.

Beaucoup de pays devront faire beaucoup plus pour réduire leurs émissions. Pour atteindre les objectifs de réduction du protocole de Kyoto, certaines Parties de l'Annexe I devront prendre des mesures draconiennes de lutte contre les émissions de dioxyde de carbone. Bien que la réduction globale de 5 % visée par le Protocole puisse sembler assez peu ambitieuse, l'instrument, même s'il n'est pas encore appliqué, a déjà amorcé l'indispensable processus de

découplage de l'augmentation des émissions de CO₂ de la croissance économique.

L'intensité de carbone, qui exprime la relation entre les émissions de carbone et la production économique mondiale, n'a pas cessé de diminuer depuis la révolution industrielle et cette tendance s'est même accélérée au cours des années 1990. Il semble toutefois que les intensités de carbone des différents pays convergent vers un même niveau. Dans les 30 dernières années, l'intensité énergétique de la Chine a chuté jusqu'au niveau des États-Unis, qui de leur côté se sont rapprochés des chiffres des pays en développement et de l'Europe. L'enjeu est aujourd'hui de baisser davantage ce point de convergence, et les efforts des pays pour respecter les engagements de Kyoto marquent un pas important dans cette direction.

Nous savons tous néanmoins que le Protocole de Kyoto, aussi important soit-il, n'est que la première étape vers l'objectif à long terme de la Convention qui est de « stabiliser [...] les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique. [...] » (Article 2 de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques).

Je dois reconnaître que j'ai été surprise d'entendre certains experts et dirigeants – y compris à l'OCDE – déclarer qu'il fallait

Les sources d'énergie renouvelable, les combustibles hydrogénés et la séquestration du carbone offrent aujourd'hui des solutions dont tout le monde parle, mais il ne faut pas oublier que les pouvoirs publics devront prendre des décisions majeures pour assurer la pénétration sur le marché de ces technologies et d'éventuelles autres innovations. À en juger par la situation actuelle, cela reste encore une gageure pour de nombreux gouvernements.

Le Protocole de Kyoto a instauré de nouveaux moyens d'action permettant d'allier efficacité économique et efficacité pour l'environnement. Il existe désormais un marché des droits d'émission. En 2004 seront lancés les premiers projets dans le cadre du Mécanisme de développement propre du Protocole, qui suscite un intérêt croissant dans le monde en développement. Ce mécanisme financier innovateur contribue au développement durable dans les pays en développement en mobilisant des investissements privés pour financer les projets de réduction des émissions et offre aux pays industrialisés des crédits qui les aideront à réaliser leurs objectifs de Kyoto. La mise en œuvre conjointe prévue par le Protocole est également en préparation.

L'Union européenne est en train de mettre en place un système communautaire d'échange de droits d'émission et les difficultés rencontrées dans cette entreprise

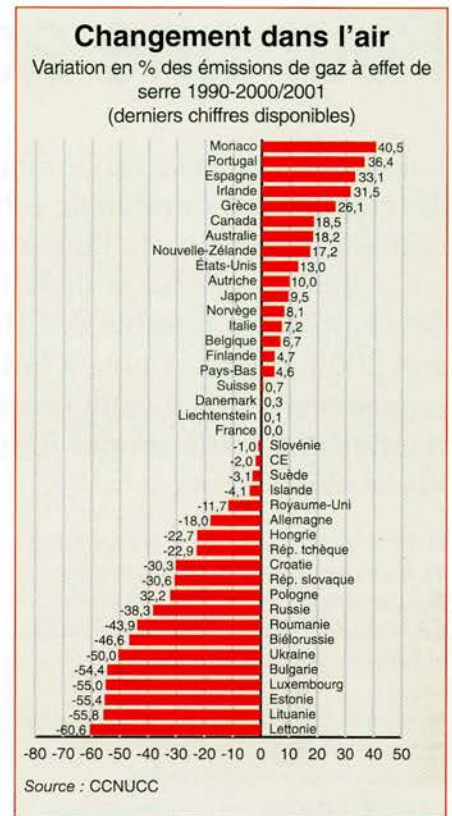
Je dois reconnaître que j'ai été surprise d'entendre certains experts et dirigeants déclarer qu'il fallait plutôt miser sur l'adaptation... N'oublions pas toutefois, que les pouvoirs publics devront prendre des décisions majeures.

plutôt miser sur l'adaptation parce que le Protocole de Kyoto ne réglerait pas le problème du changement climatique. Rappelons que personne n'a jamais prétendu que le Protocole de Kyoto résoudrait ce problème.

Il est important néanmoins que les activités de recherche et développement s'orientent vers des technologies qui réduiront l'intensité de carbone de l'économie et contribueront à ramener les concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre à des niveaux pouvant être considérés « sans danger ». Ces efforts sont déjà bien en route, et accompagnent la mise en œuvre des dispositions du Protocole de Kyoto.

témoignent de l'effort qu'elle demande aux industries concernées. Ce système est conçu pour être compatible avec les mécanismes de Kyoto. Il existe de nombreux autres systèmes d'échange de droits d'émission de CO₂ au niveau des pays et des entreprises, dont un exemple est le Chicago Climate Exchange aux États-Unis, qui offre un outil prometteur pour le développement d'un nouveau marché.

Les 10 premières années de la Convention sur les changements climatiques ont permis de préparer le terrain pour un grand changement de politiques. Il est clair aujourd'hui qu'il n'existe pas de solution miracle. L'action devra intervenir sur tous



les fronts et beaucoup reste à faire pour que les sociétés les plus vulnérables soient en mesure de faire face aux changements climatiques imminents. Il importe dans le même temps d'intensifier les efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, notamment celles des combustibles fossiles. Les systèmes d'échange de droits d'émission mis en place en liaison avec les mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto favoriseront l'adoption des mesures d'un meilleur rapport coût-efficacité et encourageront les innovations indispensables. On a de bonnes raisons de penser que la deuxième décennie de la Convention sera marquée par des avancées déterminantes face à ce défi mondial. ■

Références

- Pour plus d'informations, consulter le site de la Convention : <http://unfccc.int>
- Pour plus d'informations sur l'Initiative financière du Programme des Nations unies pour l'environnement voir : <http://unepfi.net/fii/>
- Pour plus d'informations sur les catastrophes liées au climat et aux conditions météorologiques, consulter le site de l'Organisation météorologique mondiale www.wmo.ch

Pour une action durable

Vous vous souvenez du Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg ? Le ministre norvégien de l'Environnement, Børge Brende, président de la Commission du développement durable des Nations unies depuis mai 2003, est déterminé à faire en sorte que les engagements pris à cette occasion et lors d'autres réunions ne resteront pas lettre morte. Nous l'avons interviewé.

M. Brende, vous présidez la Commission du développement durable (CDD) des Nations unies. Quel regard portez-vous sur le chemin parcouru depuis le Sommet mondial de 2002 à Johannesburg ?

M. Brende : Le bilan est mitigé. Peu de pays sont en passe d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement concernant la réduction de la pauvreté. La situation est particulièrement inquiétante en Afrique, où peu de pays ont progressé.

Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, nous constatons à la fois des améliorations et des contre-performances. Ce qui est positif, c'est que la moitié des pays du monde sont sur le point d'atteindre l'objectif en matière d'approvisionnement en eau potable. Dans les années 1990, le nombre de personnes bénéficiant d'un accès amélioré à l'eau potable a augmenté de quelque 900 millions, passant de 78 % de la population mondiale à 82 %. De nombreux pays d'Asie sont sur la bonne voie, mais ce n'est pas le cas de la plupart des pays des autres régions. Là encore, c'est l'Afrique qui connaît le plus de difficultés.

En revanche, pour l'instant, seuls un tiers de tous les pays et un quart des pays les moins avancés sont susceptibles d'atteindre l'objectif concernant l'assainissement. Nous savons que, dans le monde en développement, 90 % des eaux usées ne sont pas traitées. C'est en Asie centrale et du Sud et en Asie de l'Est que la tâche est la plus lourde. Et au cours de la décennie à venir, les plus gros problèmes d'assainissement se poseront dans l'Inde rurale et en Chine.

Il ne fait pas de doute que la communauté internationale s'est fixée des objectifs de développement durable ambitieux. Des engagements et des objectifs importants ont été arrêtés à toutes les réunions entre le Sommet de la Terre de Rio, en 1992, et le Sommet de Johannesburg en 2002.

Ce qu'il faut, maintenant, c'est mettre en œuvre ces accords. À la CDD12 (c'est ainsi que l'on désigne en abrégé, à l'ONU, la commission que je préside), nous allons concentrer nos efforts sur cette mise en œuvre en nous limitant à certains domaines. Nous avons donc inscrit l'eau, l'assainissement et les établissements humains en tête de l'ordre du jour de nos deux prochaines sessions.

Quels résultats espérez-vous obtenir, en tant que président de la CDD, dans les prochaines semaines ou les prochains mois ?

J'espère que la CDD12 servira de référence aux futures réunions de synthèse de la CDD. Avec seulement trois thèmes principaux à l'ordre du jour, nous devrions pouvoir davantage dégager des solutions. J'ai invité un éventail plus large de ministres, dont certains considéraient jusqu'ici que la CDD ne relevait pas de leur « domaine ». Les ministres chargés de l'eau, de l'assainissement, des établissements humains, mais aussi du développement international et des finances, ont été invités à participer. Je projette également de donner à la session la forme d'un dialogue ouvert et interactif entre les participants, en mobilisant les organismes internationaux concernés, les experts et les



Børge Brende

représentants de la société civile, et en mettant tout particulièrement l'accent sur les pratiques et les principes les meilleurs.

Plusieurs questions clés appellent une action, mais je crois que la gestion intégrée des ressources en eau, objectif fixé pour 2005, est l'une des plus importantes. La Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (1981-1990) nous a appris que si les stratégies d'exploitation et de gestion des ressources en eau ne sont pas intégrées aux autres plans et stratégies qui s'appliquent à l'ensemble de la collectivité, les résultats ont peu de chances d'être durables. La plupart des analyses montrent que la « crise de l'eau » est avant tout un problème institutionnel. Il est donc crucial d'élaborer des plans de gestion intégrée des ressources en eau d'ici 2005, afin d'avancer sur la voie de l'objectif fixé pour 2015.

L'opinion publique pourrait être déçue par le développement durable. On risque de ne pas avancer assez vite, de laisser filer les objectifs. Les décideurs peuvent-ils vraiment changer la donne ?

Bonne question. En tant qu'homme politique, j'en suis bien entendu convaincu. Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, comme dans beaucoup d'autres, c'est d'abord aux pouvoirs publics d'assurer l'accès aux services. Cela ne fait aucun doute. L'État met en place le cadre

réglementaire et veille à ce que les pauvres bénéficient du service dont ils ont besoin et ne soient pas soumis à des coûts excessifs. Néanmoins, je crois que la question de savoir qui doit assurer ce service prend trop souvent un tour idéologique. Je pense qu'il est plus important de faire en sorte que ce service soit *effectivement* fourni. L'une de mes principales préoccupations est de déterminer comment nous pouvons mobiliser le secteur privé, sur place, pour assurer les services de l'eau et d'assainissement. Les organisations représentant la société civile ont à cet égard un rôle essentiel à jouer.

Qu'est-ce qui vous désespère et où voyez-vous des raisons d'être optimiste ?

Si l'on regarde les objectifs, la tâche peut sembler insurmontable. Dans le monde, une personne sur cinq n'a pas accès à une eau saine. Plus de 2,4 milliards de personnes, soit deux sur cinq, n'ont pas accès à un assainissement satisfaisant. Cependant, je suis d'un tempérament optimiste, je crois que ces objectifs peuvent être atteints et pas seulement par un investissement gigantesque, d'ailleurs. Changer les comportements et les habitudes peut aussi apporter énormément. Le simple fait de se laver les mains avec de l'eau et du savon peut faire reculer les maladies diarrhéiques de près de 50 %. Des gestes simples comme celui-là peuvent contribuer à améliorer la vie de millions de gens.

La question des subventions me préoccupe davantage. Nous savons que près de 70 % des dépenses imputables à l'eau et à l'assainissement sont financés par les pouvoirs publics. Trop souvent, ces subventions bénéficient en premier lieu aux citoyens à revenu moyen ou supérieur qui sont raccordés aux réseaux publics de distribution d'eau. Les pauvres des villes qui, souvent, n'ont pas l'eau courante, doivent quant à eux recourir à des fournisseurs plus chers, comme les vendeurs d'eau. Si nous pouvions changer cette situation et canaliser les subventions au profit des pauvres et des plus démunis, nous aurions fait un pas de géant. Nous en avons les moyens. Le défi consiste à les utiliser plus efficacement. ■

(Voir « Objectif eau », page 38.)

Références

- La douzième session de la CDD se déroule à New York du 16 au 30 avril 2004. Voir : www.un.org/esa/sustdev/csd/csd12/csd12.htm

Un vert plutôt pâle

L'aide au développement contribue-t-elle à la protection de l'environnement ? Tel devrait être logiquement le cas, d'autant qu'un environnement durable constitue l'un des Objectifs du millénaire pour le développement que les gouvernements ont réaffirmés, en 2002, dans le cadre du Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg. Pour assurer un environnement durable, il faudra relever un formidable défi car cela signifie s'attaquer à des problèmes comme le reboisement, la biodiversité, la gestion des ressources, la misère urbaine, l'assainissement et le réchauffement planétaire. Dans cette optique, l'intégration des principes du développement durable dans tout un éventail de politiques nationales revêt une importance primordiale.

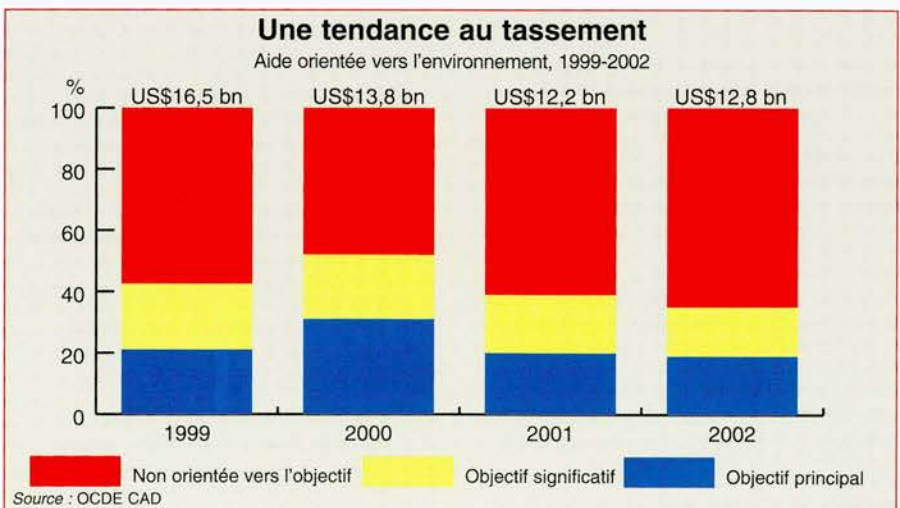
Chaque année, les pays membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE (DAC) octroient près de US\$6 milliards d'aide publique au développement (APD) bilatérale à des fins environnementales. Le suivi de cette aide peut être délicat car les systèmes de notification sont susceptibles de changer d'une année sur l'autre. Cela dit, on estime que, sur ce montant, environ US\$3 milliards sont affectés à des projets dont l'objectif « principal » est environnemental, telle la création de réserves naturelles pour préserver la biodiversité ou la modernisation de centrales électriques pour les rendre plus « propres ». Le reste est affecté à des projets dans lesquels l'environnement joue un rôle « significatif » mais non principal. Il peut

s'agir, par exemple, de la création d'un laboratoire de recherche au sein d'une université dans le cadre d'un programme plus général, tourné vers l'éducation.

Malheureusement, la part de l'APD liée à l'environnement a baissé depuis 2000. Qui plus est, il se peut qu'une activité considérée comme poursuivant des objectifs environnementaux « significatifs » ne soit que partiellement axée sur la viabilité écologique alors que l'intégralité des fonds affectés à cette activité sera comptabilisée. Autre problème : l'aide sectorielle destinée à l'éducation, la santé, l'industrie, l'agriculture, etc., représente quelque 65 % à 70 % de l'APD bilatérale totale, soit environ US\$30 milliards, le reste étant constitué d'allègements de dette et d'autres apports. Or, on ne dispose d'informations détaillées sur les objectifs environnementaux que pour la moitié de cette somme.

Du côté positif, il faut tout de même souligner que l'APD destinée aux projets dont l'objectif principal est environnemental a légèrement progressé entre 2001 et 2002, passant de US\$2,4 milliards à US\$2,5 milliards. Néanmoins, ce niveau reste inférieur de plus de 40 % à celui de 2000.

L'inversion de cette tendance à la baisse doit devenir une priorité si l'on veut atteindre les objectifs internationaux. Les Lignes directrices du CAD, énoncées dans Les Stratégies de développement durable visent à encourager une évolution dans ce sens. Voir : www.oecd.org/cad. ■



Le tourisme spatial est-il sûr ?

David B. Sawaya, diplômé de l'ISU (Université spatiale internationale), Strasbourg, France et ancien chercheur à l'OCDE

L'ère spatiale pourrait entrer dans une nouvelle phase. Mais les visions ambitieuses concernant les voyages à grande échelle d'hommes et de femmes, notamment de touristes, se heurtent toujours à la question de la sécurité.

« Nous ne savons pas où le périple se terminera. Une chose est certaine, l'homme est en route vers le cosmos ». C'est dans ses termes que le Président des États-Unis, George W. Bush, présentait, en janvier dernier, son ambitieuse vision du nouveau programme américain d'exploration spatiale humaine. Le lancement d'ici 2015 d'une nouvelle navette spatiale, emportant à bord des passagers qui effectueraient non une simple visite de la lune, mais un séjour d'une certaine durée ouvrirait la voie à des missions humaines vers « d'autres mondes », notamment vers Mars.

L'allocution du Président américain est intervenue peu après que l'Agence spatiale russe (Rosaviasmos) ait annoncé son projet d'envoyer, d'ici 2005, sur la Station spatiale internationale une fusée Soyouz avec, à bord, deux « touristes de l'espace », accompagné d'un cosmonaute professionnel. Ce vol de Soyouz sera, en outre, le premier vol spatial habité, financé par des capitaux privés.

Les passionnés de l'espace se réjouissent de ce regain d'intérêt alors que l'envoi réussi d'un homme dans l'espace par la Chine a élevé les enjeux tout en intensifiant la concurrence. De leur côté, les Européens commencent à se mobiliser et à élaborer une stratégie destinée à leur permettre d'aller sur Mars, dans les 50 prochaines années.

Il serait, toutefois, exagéré de considérer que ces initiatives inaugurent une nouvelle ère pour le tourisme spatial. L'on doit, certes, se réjouir que l'espace soit à nouveau placé en tête des priorités internationales, notamment en raison de son potentiel commercial (voir



Le hâle du cosmos. Le premier touriste de l'espace, Dennis Tito, de retour de ses vacances sur la station spatiale internationale en 2001.

encadré). Il n'en reste pas moins que l'on peut se demander pourquoi cela a-t-il pris tant de temps. L'exploration spatiale a débuté il y a plus de 40 ans. Mais, à l'heure actuelle, seuls trois pays – et encore le cas de la Chine demeure incertain – semblent capables d'envoyer des humains dans l'espace. De plus, aucun n'a réussi à organiser des voyages spatiaux, sur une base commerciale et viable.

Même si le programme américain entend relever le défi, il faut faire preuve de réalisme. Certes, le budget de lancement prévu est élevé, la Maison Blanche ayant indiqué que la majorité des fonds nécessaires proviendrait de la ré-allocation de US\$11 milliards puisés dans le budget quinquennal de la NASA, lequel représente US\$86 milliards de dollars, plus encore US\$1 milliard sur cinq ans. Cependant, malgré l'importance de ces sommes, certains observateurs estiment qu'elles seront insuffisantes. Cela dit, il ne faut pas se focaliser sur les seuls aspects financiers, la sécurité représentant la question la plus délicate.

À ce propos, l'explosion tragique de la navette Columbia le 1^{er} février 2003, a rappelé le risque élevé toujours lié aux voyages spatiaux, malgré nos 40 ans d'expérience dans ce domaine. De fait, les voyages dans l'espace sont bien plus dangereux que n'importe quelle autre forme de transport, y compris la conduite automobile. C'est ainsi que 17 des 732 astronautes partis en mission dans le cadre du programme spatial habité américain ont trouvé la mort, ce qui correspond au chiffre astronomique de 2 320 victimes pour 100 000 passagers, soit une dangerosité 45 000 fois plus élevée que celle de l'aviation commerciale. S'agissant des navettes spatiales, on déplore la perte de deux véhicules sur 113 lancements. Ce taux d'échec de 1,8 % serait inacceptable s'il s'agissait d'avions commerciaux ; dans ce dernier cas, en effet, le taux moyen d'accident est de 0,4 pour 100 000 vols par an, aux États-Unis.

Aussi attrayants soient-ils, les voyages spatiaux sont donc beaucoup trop risqués pour permettre le développement d'une

activité touristique importante. Ils sont même plus dangereux que des sports dits « extrêmes » tels que la plongée en scaphandre ou le saut en parachute.

La Russie a rencontré, toutefois, plus de succès : sa fusée Soyouz n'a eu, depuis 1971, aucun accident de vol habité. La raison en est que les Russes privilégient les systèmes simples, basés sur des composants fiables, « fabriqués en série ». Ces systèmes, conjugués à des coûts de main-d'œuvre faibles, leur permettent de produire l'un des lanceurs les moins chers du marché.

Il faut, toutefois, relativiser cet avantage. Le coût d'une fusée Soyouz non habitée avoisine les US\$35 millions, et celui d'un véhicule habité est bien supérieur. Comment le lanceur Soyouz, qui représente l'un des véhicules les moins chers du monde, peut-il avoir un coût aussi prohibitif ?

Le principal problème de la fusée Soyouz tient au fait qu'aucune des pièces – y compris la petite capsule qui ramène les cosmonautes sur Terre – n'est réutilisable. C'est pourquoi la plupart des experts considèrent qu'un accroissement de la présence humaine dans l'espace ne sera réellement possible que lorsque l'on réussira à combiner une capacité de réutilisation totale ou quasi totale avec un temps de rotation rapide et une bonne inspectabilité. À la fin des années 1960,

protection thermique nécessitent à elles seules 30 000 heures de travail, soit 3 750 jours ouvrables, après chaque vol. Ce processus très consommateur de main-d'œuvre contribue à expliquer le faible nombre de vol des navettes spatiales américaines : pas plus de neuf fois au cours d'une même année. La performance est beaucoup trop faible pour permettre le développement d'un grand marché touristique.

Justement, en admettant qu'il existe une demande pour le tourisme spatial, on peut s'interroger au sujet de l'importance du marché. Tout d'abord, il faut rappeler que les vols spatiaux habités ne sont pas à la portée de toutes les bourses. Jusqu'à présent deux touristes spatiaux, tous deux multimillionnaires, auraient payé quelque US\$20 millions pour embarquer dans la fusée Soyouz et passer 10 jours dans la Station spatiale internationale. Peu de personnes au monde – environ 100 000 au total – peuvent se permettre de payer une somme pareille. Et seule une petite minorité parmi elles – 1 % selon les experts – serait prête à payer pour effectuer un vol spatial.

Alors que les coûts de lancement sont restés relativement stables depuis le début des vols spatiaux à la fin des années 1950, on peut aussi se demander quelles seraient les incidences si le prix du billet était

et concurrentiel pourrait obtenir des résultats à des coûts largement inférieurs aux coûts actuels ? De fait, certains estiment que l'initiative de la X Prize Foundation pourrait ouvrir la voie à des balades suborbitales à environ US\$100 000 le ticket.

Dans le même temps, cette option présente des dangers évidents, notamment le risque de rogner sur la sécurité pour parvenir à cette rotation rapide et d'aller, en définitive, au-devant d'un autre désastre.

Cocktail cosmique

Pour prendre la vraie mesure des difficultés auxquelles se heurte le tourisme spatial, il faut considérer les problèmes évoqués ci-dessus – coûts, sécurité et dimension du marché – non pas isolément mais globalement. En particulier, plus on ajoute d'ingrédients pour renforcer la sécurité – tels des systèmes auxiliaires ou des options d'évacuation – plus les coûts augmentent. En fait, vu la complexité additionnelle du système global, certains estiment qu'il en coûterait autant pour porter la fiabilité des engins spatiaux de 96 % à 99 % que pour l'élever de 80 % à 96 %. Les entrepreneurs du tourisme spatial sont donc confrontés à un dilemme délicat : comment s'y prendre pour effectuer des lancements tout à la fois abordables et sûrs ?

Les entreprises spatiales publiques et privées disposent, toutefois, d'un certain nombre de solutions. Dans un premier temps du moins, elles devraient cesser de considérer l'espace comme un lieu à vocation touristique pour se concentrer sur des activités commerciales. Dans cette perspective, le développement du tourisme spatial apparaîtrait comme un bonus. Cela s'est passé ainsi dans le cas des industries automobile, ferroviaire et aéronautique : les besoins commerciaux ont suscité la production de masse et la réduction des coûts, ouvrant la voie au tourisme.

De fait, l'espace présente de nombreux attraits commerciaux : perspectives liées à l'exploitation de ressources précieuses, telles l'hélium 3 sur la lune, retombées scientifiques et techniques des activités de recherche et développement nécessaires pour le conquérir, etc. Par ailleurs, dans la mesure où l'eau permet de produire de l'oxygène pour respirer et de l'hydrogène pour le carburant des fusées, la découverte possible d'eau sur Mars pourrait déboucher sur l'exploration humaine et une exploitation éventuelle.

Peu de personnes au monde – environ 100 000 au total – pourraient se payer un vol dans l'espace, et seul 1 % parmi elles seraient prêtes à le faire.

après le succès des missions sur la lune, la NASA a commencé à s'intéresser à la création d'un lanceur réutilisable, qui permettrait de réduire considérablement les coûts du voyage spatial. Mais la navette spatiale américaine n'a pas encore permis d'atteindre cet objectif. Même si certaines des pièces sont réutilisables, elle représente le lanceur le plus cher au monde : les estimations varient entre US\$350 millions et US\$500 millions par vol.

À quoi tiennent ces coûts si élevés ? La navette spatiale nécessite, tout d'abord, une véritable armée d'employés au sol, chargés d'inspecter le véhicule après chaque vol et de le préparer pour le vol suivant. En fait, elle n'est réutilisable qu'après démontage et remontage presque total. L'inspection, la révision et la réinstallation du système de

ramené à US\$1 million par lancement en orbite ? Cela aurait pour effet d'élargir considérablement le marché : sur la base des mêmes hypothèses, environ 72 500 personnes seraient concernées. C'est beaucoup, mais certainement pas assez pour une révolution de masse.

Tout le monde ne partage pas ce scepticisme, à commencer par la fondation X Prize, que beaucoup considèrent comme le précurseur dans le domaine du tourisme spatial. Cette fondation a annoncé qu'elle remettrait un prix de US\$10 millions à la première équipe qui aura construit un véhicule capable d'envoyer trois passagers à une altitude suborbitale de 100 km et de répéter cet exploit dans un délai d'une semaine. Peut-être qu'un modèle plus ouvert

Surveillance de l'espace

Depuis le lancement du Spoutnik en 1957, l'opinion s'est toujours passionnée pour les missions spatiales spectaculaires comme l'alunissage d'Apollo en 1969 ou, plus récemment, les images extraordinaires transmises de Mars par la sonde Spirit. Mais les programmes spatiaux ont aussi connu des revers : tragédie de Columbia, dépassements extravagants de coûts ayant entraîné une forte diminution du financement public des programmes spatiaux, etc.

Nonobstant ces difficultés, les applications spatiales sont susceptibles de générer, à l'échelle mondiale, d'importantes retombées économiques, sociales et environnementales, les technologies dont elles sont issues étant, d'ores et déjà, utilisées pour produire un nombre croissant de biens et services. Telle est la thèse développée dans un récent rapport, publié dans le cadre du Programme de l'OCDE pour l'avenir, et intitulé : *L'espace à l'horizon 2030 : quel avenir pour les applications spatiales ?* Indépendamment des déclarations politiques récentes, le rapport insiste sur les importants défis auxquels le secteur spatial se trouve confronté et sur les mesures d'urgence requises



Claudie Haigneré, à l'époque ministre déléguée à la Recherche et aux Nouvelles Technologies de la France, préparant son voyage dans l'espace en 2001.

pour y faire face, aux niveaux national et international. Comme le soulignent les auteurs, la réévaluation de la stratégie spatiale place de nombreux pays devant des choix difficiles,

notamment en ce qui concerne la détermination de l'importance de leur effort spatial, l'allocation des ressources et le rôle du secteur privé. Enfin, ils suggèrent de mieux adapter les cadres politique et réglementaire régissant les activités spatiales afin de relever les défis qui s'annoncent, en particulier celui lié au développement des projets commerciaux.

Quelle est la situation du secteur spatial ? Quelles sont ses perspectives et les obstacles à son développement ? Quelles applications paraissent les plus prometteuses ? Le rapport s'efforce de répondre à certaines de ces questions en analysant l'évolution des grandes composantes du secteur (militaire, spatiale, commerciale) au cours des 30 prochaines années, à la lumière des diverses évolutions : géopolitique, socio-économique, énergétique, environnementale et technologique. En plus d'analyser la situation actuelle du secteur spatial, il offre une base pour évaluer les perspectives d'un certain nombre d'applications, parmi lesquelles la micro-électronique, les nanotechnologies et la robotique. ■

Références

- OCDE (2004), *L'espace à l'horizon 2030 : quel avenir pour les applications spatiales ?*

Bien sûr, il faudrait aussi améliorer les technologies de manière à pouvoir créer des engins spatiaux présentant les mêmes garanties de sécurité et de fiabilité que les avions commerciaux actuels. Si les recherches se poursuivent à l'échelle mondiale, les financements demeurent insuffisants et la plupart des technologies en cours d'élaboration constituent un prolongement de celles qui sont, aujourd'hui, couramment employées. Il convient donc d'intensifier les efforts pour réaliser une percée à caractère révolutionnaire. Mais l'on peut se demander si les financements nécessaires seront débloqués, la NASA ayant déjà réduit le budget du programme « Next Generation Launcher Technology » (Technologie pour une nouvelle génération de lanceurs) pour pouvoir financer son nouveau programme d'exploration.

Enfin, il est essentiel de modifier les procédures de conception des engins spatiaux de manière à respecter les normes en matière d'inspectabilité et de rotation. Il conviendrait également d'envisager certaines modifications afin de pouvoir effectuer des réparations en vol. Dans l'idéal, un engin spatial devrait être construit en utilisant des pièces susceptibles d'être changées facilement et rapidement. Dans le cas contraire, les véhicules ne pourront pas voler suffisamment et il serait peu probable que le marché du tourisme

spatial puisse réellement se développer. Imiter les compagnies aériennes et investir dans des flottes bien plus importantes ne constituerait pas non plus une solution, vu les délais exigés pour les inspections et les coûts trop élevés.

En dépit des difficultés des voyages spatiaux – coûts de développement notablement élevés, retards d'exécution, échecs – il n'en reste pas moins que les investisseurs privés demeurent très intéressés par les perspectives commerciales de l'espace. Pourquoi ? Cela pourrait être simplement parce qu'ils y sont poussés par la nécessité de se développer. Dans ces conditions, le soutien public à des projets menés en partenariat avec des entrepreneurs privés pourrait, un jour, mettre tout le potentiel commercial de l'espace à la portée des vacanciers.

D'ici là, d'autres opportunités plus modestes pourraient se profiler à l'horizon. Prenons l'exemple du programme Falcon du Ministère américain de la défense dont l'objectif est de construire, d'ici 2025, un bombardier hypersonique. Ce programme pourrait avoir des retombées commerciales considérables. Il permettrait, en effet, de relier les deux côtes des États-Unis en 30 minutes alors que Sydney ne serait qu'à un peu plus d'une heure de vol de Paris ou de Londres. Les véhicules conçus dans le cadre du programme Falcon pourraient être modifiés pour voler dans les couches

supérieures de l'atmosphère et permettre aux personnes d'expérimenter l'apesanteur en milieu de microgravité tout en voyageant d'un point du globe à un autre. Par rapport au Concorde qui a récemment été mis hors de service, l'avion hypersonique entraînerait une réduction encore plus importante du temps de transport (-90 % au lieu de -50 % pour le supersonique) et aurait une consommation moindre de carburant pour une plus grande portée. Enfin, le fait qu'il volera à une altitude deux fois plus élevée réduira les émissions sonores, qui ont constitué l'un des principaux obstacles à l'expansion du Concorde.

Flotter dans un avion hypersonique peut sembler moins excitant que d'évoluer dans l'espace. Mais, alors que l'exploration spatiale doit se poursuivre, les considérations de coûts et de sécurité font que le grand public aura probablement le ciel pour limite pendant quelque temps encore. ■

Références

- *World Wealth Report (2003)*, Merrill Lynch et Cap Gemini Ernst & Young.
- Augustine, N.R.(1997), *Augustine's Laws*, 6th Edition, American Institute of Aeronautics and Astronautics.
- Leonard, D. (2002), « New Thermal Protection for Reusable Rockets », *Space.com*, www.space.com/business/technology/technology/armor_tps_020130-1.html

Éliminer le spam

Les gouvernements doivent renforcer leur lutte contre le spam s'ils entendent éviter que la confiance des consommateurs et des entreprises ne finisse enterrée sous une montagne de messages électroniques indésirables, averti l'OCDE.

« Il faut un mouvement international coordonné pour qu'Internet conserve la confiance des consommateurs et des entreprises », a indiqué le Secrétaire général adjoint de l'OCDE Herwig Schlögl lors d'un atelier de deux jours sur le spam organisé par la Commission européenne en février. « Le spam risque d'éroder la confiance du consommateur en ligne, ce qui pourrait ébranler les fondements de l'économie du numérique et remettre en question le caractère ouvert d'Internet dans son ensemble. »

L'aspect envahissant du spam, lequel est souvent lié à des activités frauduleuses, crapuleuses ou pornographiques et à des virus informatiques de plus en plus nuisibles, amène à s'interroger sur l'avenir du commerce électronique. Même la vie civique ordinaire, notamment l'administration en ligne, serait menacée. Malgré l'utilisation croissante de services et de technologies anti-spam, ce

« pourriel » continue de proliférer et, d'après certaines sources, représente maintenant la moitié du trafic de courrier électronique sur Internet.

L'OCDE a déjà produit des lignes directrices importantes sur la sécurité informatique, la sécurité des données en ligne et la protection du consommateur, qui proposent des règles de base à l'intention des pouvoirs publics, des entreprises et des particuliers. C'est l'Organisation qui est à la pointe de l'action dans ce domaine, amenant les gouvernements, les entreprises et les autres parties prenantes à se réunir pour trouver les moyens de combattre ce fléau.

Il n'existe pas de solution simple, mais les gouvernements peuvent agir sur plusieurs fronts. Pour commencer, ils peuvent faire pression en tant qu'acheteurs pour encourager les fournisseurs à développer des systèmes de protection anti-spam plus efficaces. Ils peuvent aussi par une action pédagogique, promouvoir une culture de la confiance, confortée par des règles, comme celle qui veut que l'on éteigne son portable au volant ou dans l'avion. ■

• Voir : www.oecd.org/sti/spam

Chimie en sécurité

L'Afrique du Sud est le premier pays non membre adhérent au système mis en place par l'OCDE pour partager les résultats des essais sur la sécurité des produits chimiques, qui permet aux gouvernements et à l'industrie chimique d'économiser quelque US\$60 millions par an.

L'Afrique du Sud a adhéré en février au Système d'acceptation mutuelle des données (AMD) de l'OCDE pour l'évaluation des produits chimiques. Ce système permet à ses signataires de partager les résultats de divers essais sur la sécurité de substances chimiques telles que les produits chimiques industriels et les pesticides.

Les essais réalisés répondent aux normes de l'OCDE concernant les méthodes d'essai et la qualité des données. Après son adhésion provisoire au système en 1999, l'Afrique du Sud avait collaboré avec les pays de l'OCDE pour faire en sorte que son programme de contrôle de la conformité soit acceptable pour tous les membres. Plusieurs autres pays non membres de l'OCDE sont parvenus à différents stades dans le processus d'adhésion au système d'AMD. ■

• Voir : www.oecd.org/ehs

Investissement en Lettonie

La Lettonie a signé la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement et les entreprises multinationales. L'invitation reçue à cet effet des États membres de l'OCDE reconnaît que la Lettonie n'entrave généralement pas l'investissement direct étranger (IDE) et elle contribuera à renforcer les efforts déployés par le gouvernement de ce pays pour poursuivre des réformes économiques propices à l'investissement.

Cette Déclaration prévoit que les investisseurs étrangers ne sont pas traités par les gouvernements du pays d'accueil de manière moins favorable que les entreprises nationales. Elle prône aussi l'application volontaire de règles de conduite commerciale responsable dans le cadre des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales.

La Lettonie est le 38^e pays à adhérer à cette Déclaration ; elle rejoint les 30 pays de l'OCDE, auxquels il faut ajouter l'Argentine, le Brésil, le Chili, l'Estonie, Israël, la Lituanie et la Slovaquie.

L'examen récent par l'OCDE de la politique de la Lettonie en matière d'IDE a encouragé le gouvernement letton à poursuivre activement ses réformes économiques et le démantèlement des obstacles entravant l'accès au marché sur une base non discriminatoire, ainsi qu'à continuer de rechercher des solutions concrètes aux problèmes administratifs rencontrés par les milieux d'affaires étrangers. ■

• Voir : www.oecd.org/daf/investment/guidelines

Nouvel ambassadeur du Royaume-Uni



©OCDE/D. STERBOUL

David Lyscom a pris ses fonctions d'ambassadeur du Royaume-Uni auprès de l'OCDE le 14 janvier, succédant à Christopher Crabbie.

Diplomate de carrière, M. Lyscom a été l'ambassadeur de son pays en Slovaquie, entre 1998 et 2001, et avait auparavant occupé divers postes à Vienne, Ottawa, Bonn et Riyad, ainsi qu'au ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth à Londres. Avant d'être nommé Représentant permanent auprès de l'OCDE, il était Directeur des projets spéciaux au ministère des Affaires étrangères. ■

Le Forum de l'OCDE prend forme

Comment vont l'économie mondiale, la coopération multilatérale, et même la population de nos pays ? C'est sur ces questions et d'autres sujets de préoccupation de portée internationale que se penchera le Forum 2004 de l'OCDE, qui sera organisé sur le thème « Le bien-être des nations » au Centre de Conférences internationales de Paris les 12 et 13 mai 2004.

Le Forum aura lieu au même moment que la réunion annuelle du Conseil de l'OCDE au niveau ministériel, et ses conclusions seront donc prises en compte dans les débats de cette dernière. Il permettra en fait à plusieurs ministres, chargés du commerce, de l'économie, des affaires étrangères et de la santé, de rencontrer des dirigeants d'entreprises, des hauts fonctionnaires, des responsables syndicaux et des personnalités de la société civile, ainsi que des experts de

l'OCDE, avant de prendre part à la réunion ministérielle.

Les intervenants au Forum 2004 seront, entre autres, Supachai Panitchpakdi, Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, et Kim Dae-jung, ancien Président de la Corée. Quant aux responsables des milieux d'affaires, ils comprendront Jean-Pierre Garnier, PDG de GlaxoSmithKline, et Henry McKinnel, PDG de Pfizer, auxquels se joindront des personnalités de la société civile, comme Mary Robinson, Directrice exécutive de Ethical Globalisation Initiative. ■



Mary Robinson

• Voir : www.oecd.org/Forum2004

Prix d'énergie

L'Agence internationale de l'énergie (AIE), organisation sœur de l'OCDE, a remporté un prix décerné aux États-Unis qui couronne l'excellente analyse exposée dans sa publication de 2003 intitulée *World Energy Investment Outlook*.

Vicky Bailey, Sous-secrétaire d'État adjointe auprès du ministère de l'Énergie des États-Unis, a fait l'éloge de cette étude en ces termes : « C'est la première fois que l'on tente de structurer un aperçu très complet et dûment fondé des besoins d'investissement futurs, dans le monde entier, et dans tous les maillons de la chaîne de l'approvisionnement énergétique ». L'ouvrage, a-t-elle précisé, « apporte une contribution précieuse pour la compréhension des problèmes épineux auxquels le monde se trouve confronté dans le domaine de l'énergie ». ■

• Voir : www.worldenergyoutlook.org

Objectif eau

L'un des principaux Objectifs du millénaire pour le développement arrêtés en 2002 au sommet de Johannesburg sur le développement durable consiste à réduire de moitié, dans les pays en développement, le nombre de personnes qui n'ont pas accès à une eau saine et à des installations d'assainissement élémentaires. En avril, une réunion de la Commission du développement durable des Nations unies se penchera sur le chemin parcouru pour atteindre ces objectifs.

En mars, à la Table ronde de l'OCDE sur le développement durable, un groupe de

ministres et de responsables de haut niveau, dont le président Borge Brende (voir page 32), devrait examiner les problèmes d'assainissement, souvent laissés de côté, et la gestion intégrée des ressources en eau.

Il faudrait probablement doubler les flux financiers pour atteindre les objectifs : un défi difficile à relever dans un monde à cours de liquidités. Nous avons la possibilité de combiner les ressources existantes de manière plus ingénieuse, donc d'en tirer un meilleur parti, et aussi de mobiliser des fonds supplémentaires. L'OCDE et les autorités danoises ont conçu un outil qui facilite ces montages plus astucieux. Employé dans

l'ex-Union soviétique et en Chine, il a permis aux pouvoirs publics d'élaborer des stratégies de financement réalistes et économiquement accessibles pour leur secteur de l'eau. Il est nécessaire d'accorder une plus grande attention à ces mesures concrètes. ■

• Pour plus d'informations sur cet outil de l'OCDE et du Danemark, consulter, dans la série des Synthèses de l'OCDE : « Établir des stratégies de financement réalistes pour les infrastructures liées à l'environnement », septembre 2003, sur www.oecd.org/publications/pol_brief.

Frankie.org by Stik



Programme des conférences

Veillez noter que la plupart des réunions ne sont pas ouvertes au public mais sont mentionnées pour information. Sauf indication contraire, toutes les réunions se tiennent à Paris. Ce document est mis à jour de façon hebdomadaire sur le site Internet de l'OCDE : www.ocde.org sous « calendrier ».

MARS – UNE SÉLECTION D'ÉVÉNEMENTS

- 19 Réunion des ministres de l'Éducation de l'OCDE : Améliorer la qualité de l'enseignement pour tous. Dublin, Irlande.
- 24-25 Perspectives internationales sur la croissance et l'emploi, forum organisé par l'OCDE et le Ministère allemand de l'Économie et du Travail. Berlin, Allemagne

AVRIL

- 2 Investissement/marchés financiers et pensions, conférence organisée par la Direction des affaires financières et des entreprises (DAF).
- 7 Journée mondiale de la santé : la sécurité routière, événement organisé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).
- 15-16 Revue d'éducation tertiaire dans une économie mondiale, réunion organisée par la Direction de l'éducation (EDU).
- 15-16 Comité d'aide au développement (CAD), réunion à haut niveau.
- 16-21 Gestion stratégique pour dirigeants universitaires, séminaire organisé par le Programme sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur de l'OCDE (IMHE). Cork, Irlande.
- 19-20 Les activités de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, atelier organisé par la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et des pêcheries (AGR).
- 20-21 La propriété intellectuelle en Chine, deux ateliers à haut niveau organisés par la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie (STI). Pékin, Chine.
- 20-21 Réunion des ministres de l'Environnement de l'OCDE.
- 24-25 Réunions du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Washington, D.C., USA.

MAI

- 3-4 L'élargissement de l'Union : une chance pour les territoires d'Europe, conférence organisée par le gouvernement français et la Direction de la gouvernance publique et du développement territorial (GOV).

- 11 Publication des Perspectives économiques de l'OCDE.
- 11-12 Réunion à haut niveau sur l'acier, organisée par STI.
- 11-14 L'économie non observée, conférence organisée par la Direction des statistiques et UNESCAP. Bangkok, Thaïlande.
- 12-13 OCDE Forum 2004 : « Le bien-être des nations ».
- 13-14 Réunion des ministres de la Santé de l'OCDE : « Vers des systèmes de santé plus performants ».
- 13-14 Le Conseil de l'OCDE se réunit au niveau ministériel.
- 18-19 La cohérence des politiques pour le développement, réunion organisée par le CAD.
- 24 Perspectives économiques de l'Afrique, rapport annuel présenté. Kampala, Ouganda.
- 27-28 « Saving Energy in Set-Top Boxes », atelier organisé par l'Agence internationale de l'énergie.

JUIN

- 3-4 Gouvernement d'entreprise et croissance économique en Russie, conférence organisée avec le soutien de la Banque mondiale et l'OCDE. Moscou, Russie.
- 3-5 Conférence ministérielle de l'OCDE sur les petites et moyennes entreprises (PME) : « Promouvoir l'entrepreneuriat et les PME innovantes dans une économie mondialisée », organisée par STI et le gouvernement turc. Istanbul, Turquie.
- 8-10 Sea Island Summit, réunion annuelle des chefs d'états des pays du G8. Sea Island, Géorgie, États-Unis.
- 13-18 CNUCED XI, conférence des Nations unies sur le commerce et le développement. Sao Paulo, Brésil.
- 14-15 « Latin American Competition Forum », organisé conjointement par la DAF et la Banque interaméricaine de développement. Washington D.C., États-Unis.
- 16 L'amélioration des compétences, conférence organisée par la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales. Copenhague, Danemark.
- 20-22 Tidewater réunion des ministres du Développement. Massachusetts, États-Unis.
- 23-25 L'avenir pour nos enfants, conférence ministérielle sur l'environnement et la santé, organisée par l'OMS. Budapest, Hongrie.
- 29 « International Risk Governance Council », conférence inaugurale. Genève, Suisse.

Les cars scolaires sauvent des vies

Préserver la sécurité des enfants dans la circulation

Saviez-vous que dans de nombreux pays de l'OCDE, les accidents de la route sont la première cause de mortalité des enfants ? Le rapport *Préserver la sécurité des enfants dans la circulation* indique que la ceinture de sécurité reste l'un des moyens de protection les plus efficaces contre les accidents jamais installés dans les véhicules automobiles. Il cite en outre diverses études qui montrent que des sièges de sécurité correctement installés et utilisés peuvent réduire le risque de mortalité de 70 % chez les jeunes enfants et de 54 % chez les tout-petits. D'après une étude américaine, 458 enfants de moins de 5 ans auraient pu être sauvés en 2000 s'ils avaient été protégés par des sièges appropriés.

Les chiffres font frémir. Depuis 1983, année du dernier rapport publié par l'OCDE sur la sécurité des transports et les enfants, 100 000 enfants auraient trouvé la mort dans des accidents de la route. En 2000, dans les pays de l'OCDE, plus de 5 000 enfants sont décédés dans des accidents de la circulation. Il s'agit là en fait d'un progrès, dans la mesure où le nombre d'enfants morts sur les routes a diminué de 50 % entre 1990 et 2000, alors que le nombre total de décès consécutifs à des accidents de la route dans l'ensemble des pays de l'OCDE n'a baissé que de 20 %. Toutefois, selon le rapport un enfant sur 2 100 mourra à la suite d'un accident de la circulation avant l'âge de

15 ans, et ils seront beaucoup plus nombreux à être gravement blessés ou atteints de handicaps permanents.

Ce rapport révèle que les routes de Suède sont les plus sûres pour les enfants, avec un taux de mortalité d'environ 1,5 pour 100 000 ; la Corée en revanche affiche un taux relativement élevé, avec 7,5 décès pour 100 000 enfants. Curieusement, dans des pays dotés d'un parc automobile important, le taux de mortalité des piétons est moins élevé. C'est le cas par exemple en Suède, où l'on compte 422 véhicules pour 1 000 habitants, contre 156 en Corée.

Le rapport souligne qu'en dernière analyse, la sécurité des enfants dépend de l'application stricte de la réglementation routière, d'une éducation appropriée et de la sûreté d'ingénierie du réseau routier et des véhicules.

Le milieu éducatif a aussi un rôle à jouer. Au lieu de conduire votre enfant à l'école, pourquoi ne pas utiliser les cars de ramassage ? Ils se caractérisent par un excellent niveau de sécurité, grâce à des normes de construction et d'utilisation particulières, notamment la conception des sièges qui offre une protection exceptionnelle, et grâce à l'éducation de la sécurité dispensée aux enfants transportés, à la formation des conducteurs, à l'entretien des véhicules et à la planification des itinéraires. Certes, il faudrait équiper davantage de cars scolaires en ceintures de sécurité, mais d'après le rapport, très peu d'enfants meurent ou sont blessés dans ce type de véhicule. ■

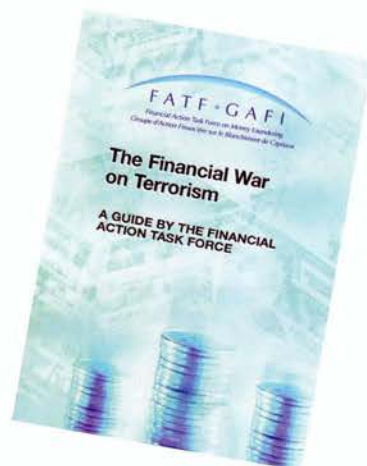
Argent sale

Les actions terroristes sont meurtrières et condamnables, mais n'en restent pas moins une activité à part entière : il faut payer les agents, leur acheter des armes et financer leurs complots. C'est par millions de dollars que chaque année les organisations terroristes mobilisent des fonds qu'ils transfèrent, investissent et dépensent, soit dans des opérations de blanchiment. Quelles que soient ses motivations politiques ou économiques, le terrorisme a besoin d'argent.

Depuis sa création en 1989 par le G7 et la Commission européenne, le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) est le fer de lance du combat engagé au niveau mondial contre le blanchiment des capitaux. Après le 11 septembre, ses responsabilités ont été élargies à la lutte contre le financement du terrorisme.

Le GAFI a identifié les ficelles du commerce terroriste, telles que les sociétés fictives constituées pour abriter des actifs et gérer des comptes bancaires, ou encore les organisations caritatives dont l'objet est détourné, à leur insu ou non, pour recueillir, transférer et dépenser de l'argent. Les fonds terroristes sont injectés dans des entreprises qui peuvent par ailleurs avoir ou non une activité légitime. Ces fonds sont transférés d'un pays à un autre au moyen de virements ou par l'intermédiaire de cambistes clandestins ou d'opérateurs du marché noir.

Dans plusieurs pays européens, la police a découvert des sociétés écrans dans des secteurs aussi divers



que l'édition, l'immobilier ou encore la pêche. Les enquêteurs américains ont trouvé des charcuteries qui servaient de centres pour recueillir des fonds, et par le biais desquelles des millions de dollars étaient transférés.

La prolifération mondiale de systèmes de remise de fonds informels et non autorisés constitue un autre problème. Dans certains cas, ces systèmes constituent un outil essentiel pour permettre aux migrants de transférer de l'argent dans leur pays d'origine, mais sont aussi susceptibles d'être utilisés à des fins criminelles ou terroristes.

The Financial War on Terrorism est un guide pratique à l'intention des législateurs, des responsables de la réglementation financière et autres personnes chargées d'empêcher le financement des terroristes et de leurs organisations. Il expose une méthodologie détaillée, en reprenant notamment la version révisée et mise à jour des recommandations du GAFI concernant les mesures requises pour faire obstacle aux activités financières criminelles et pour contribuer à mettre les terroristes hors d'état de nuire. ■

Se préparer aux catastrophes

Catastrophes de grande ampleur : les leçons du passé

Ces dernières années, les catastrophes semblent avoir pris une ampleur sans précédent, qu'il s'agisse des très grands attentats terroristes ou de cataclysmes naturels tels que les récents séismes survenus en Iran et au Maroc. Selon la publication *Catastrophes de grande ampleur : les leçons du passé*, aujourd'hui les gouvernements doivent être prêts à mieux traiter les répercussions de ces événements auxquels on pense peut-être moins spontanément : prise en charge des dommages non assurés, fermeture d'établissements scolaires et d'entreprises, frais médicaux, détérioration d'infrastructures de transport et les problèmes d'emploi. Au-delà des opérations immédiates de nettoyage, de secours et de retour à la normale, une catastrophe peut entraîner des coûts indirects : hausse des primes d'assurance, dépenses de sécurité sociale liées à l'indemnisation des décès et invalidités, reports ou manques à gagner de l'impôt sur les sociétés, ou encore coût des mesures prises pour empêcher la répétition de l'événement.

Ces différents volets chiffrent vite. Prenons l'impact du 11 septembre. Selon *Catastrophes de grande ampleur : les leçons du passé*, les pertes économiques de cette catastrophe sont estimées à US\$120 milliards. Les seules destructions de biens représentent environ US\$16 milliards, et près de 200 000 emplois ont disparu ou changé de lieu. La confiance des entreprises et des consommateurs s'est effondrée.



©REUTERS/WILL BURGESS

Quant aux catastrophes naturelles, elles sont elles aussi extrêmement coûteuses : les tremblements de terre de la région de la mer de Marmara ont ainsi coûté environ US\$20 milliards, soit 9 % à 10 % du PIB de la Turquie, dont US\$10,2 milliards de dommages causés aux bâtiments et infrastructures.

Il est possible de réduire des enveloppes financières aussi colossales en se préparant à la catastrophe, mais cette préparation ne saurait se résumer à l'application de lignes directrices et de procédures. Il faut souvent prendre des décisions instantanées sans disposer de renseignements complets, dans un contexte d'urgence extrême, sous la pression d'enjeux humains, économiques et politiques considérables. Par définition, une catastrophe de grande ampleur détruit les repères habituels et désorientée. *Catastrophes de grande ampleur : les leçons du passé* insiste sur l'importance d'une communication rapide utilisant des sources fiables, et sur celle des mécanismes de partage des risques, y compris peut-être au niveau international. ■

La situation en Afrique

Privatisation en Afrique subsaharienne : un état des lieux

Les opérations de privatisation sont-elles valables pour des pays qui comptent parmi les plus pauvres de la planète ? *Privatisation en Afrique subsaharienne : un état des lieux* fait le point sur les progrès de la privatisation en Afrique depuis une dizaine d'années et se penche sur ses réussites et ses échecs en termes de finances publiques, d'efficacité économique, de prix et de marchés locaux.

La privatisation des télécommunications au Mali, l'approvisionnement en électricité au Mozambique ou encore des services relatifs à l'eau en Gambie donnent à penser que les efforts de privatisation se sont parfois traduits par un pas en avant et deux en arrière. Une partie du problème tient au fait que les opérations de privatisation sont souvent perçues comme étant préjudiciables aux pauvres du fait de la perte des subventions publiques accordées aux services de base, aussi inefficaces qu'ils puissent être. Qui plus est, si un objectif théorique de la privatisation est d'accroître la productivité, ce qui devrait entraîner une diminution des prix en termes réels et une augmentation de l'emploi et de la croissance, on constate dans la pratique que des emplois ont été supprimés et que les prix ont atteint des niveaux qui sont peut-être faibles au regard des prix internationaux, mais élevés pour la région.

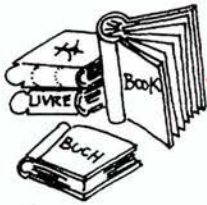
La privatisation en Afrique a commencé en Côte d'Ivoire en 1960. Elle s'est considérablement accélérée au cours de la dernière décennie et à la fin des années 1990, la



majorité des pays africains avaient reçu une aide de la Banque mondiale au titre de programmes de privatisation. En fait, 67 % de l'ensemble des prêts à l'ajustement ont concerné la réforme des entreprises publiques.

Cependant, le produit cumulé des privatisations a représenté seulement US\$8 milliards contre US\$46 milliards dans les économies en transition durant la même période. En 2002, l'eau, les services de téléphone fixe, les transports ferroviaires, les transports aériens et la distribution de produits pétroliers étaient encore aux mains de l'État dans au moins la moitié des 48 pays subsahariens.

Les efforts de privatisation se poursuivent, 2 535 opérations de privatisation ayant eu lieu à ce jour en Afrique subsaharienne et 332 étant en cours en 2002, nombre d'entre elles dans le domaine des services d'utilité publique. Cela annonce de nouvelles hausses brutales des prix mais le niveau des fonds propres pourrait s'améliorer si les investissements progressent. ■



Nouvelles publications – février à avril 2004

Toutes les publications sont disponibles en version papier ou en version électronique.
Pour d'autres titres, consulter www.oecd.org/bookshop

AFFAIRES FINANCIÈRES ET FISCALES

Catastrophes de grande ampleur : les leçons du passé
ISBN 9264020195
110p
€24 \$30 £17 ¥3,300 MXN290
Voir revue.

Les impôts sur les salaires : 2002-2003
ISBN 926401523X
420p, 146 tableaux
€95 \$119 £66 ¥12 200 MXN1 120

La tarification de l'accès dans le secteur des télécommunications
ISBN 926410593X
256p, 29 tableaux, 30 graphiques
€40 \$46 £28 ¥5 500 MXN480
Les régulateurs des industries d'équipements collectifs publics se heurtent à un problème crucial : la réglementation des termes et conditions dans lesquels des entreprises en concurrence ont accès à des intrants clés fournis par des concurrents.

The Financial War on Terrorism: A Guide by the Financial Action Task Force
ISBN 9264106103
Disponible uniquement en anglais.
120p
€35 \$40 £25 ¥4 800 MXN420
Voir revue.

Renforcer le rôle des entreprises dans la lutte contre la corruption
ISBN 9264019138
232p, 10 graphiques
€40 \$46 £27 ¥5,100 MXN460
Rapport annuel sur les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales.

AGRICULTURE ET ALIMENTATION

L'impact des réglementations sur le commerce de produits agroalimentaires
ISBN 9264105417
165p, 22 graphiques
€35 \$40 £25 ¥4 800 MXN420

Normalisation internationale des fruits et légumes : Avocats
ISBN 9264019790
75p, 40 photos
€21 \$24 £15 ¥2 900 MXN250

Les maladies d'origine alimentaire dans les pays de l'OCDE : état des lieux et coût économique
ISBN 9264105379
Co-édité avec l'Organisation mondiale de la santé.
104p, 17 tableaux
€21 \$24 £15 ¥2 900 MXN250

DÉVELOPPEMENT ET AIDE

Les dossiers du CAD : Coopération pour le Développement – Rapport 2003
ISBN 9264019634
353p, 104 tableaux, 49 graphiques
€50 \$53 £34 ¥6 600 MXN640

L'efficacité institutionnelle et ses déterminants : le rôle des secteurs politiques dans la croissance économique
ISBN 926410643X
108p, 12 tableaux
€24 \$30 £17 ¥3 300 MXN290

Privatisation en Afrique subsaharienne : un état des lieux
125p, 17 graphiques
€22 \$28 £16 ¥3 000 MXN280
Voir revue.

Appropriation et partenariat : quel rôle pour la société civile dans les stratégies de réduction de la pauvreté ?
ISBN 9264019413
116p
€21 \$24 £15 ¥2 900 MXN250

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Voitures propres : stratégies pour des véhicules peu polluants
ISBN 9264104968
200p, 55 tableaux, 35 graphiques
€45 \$52 £30 ¥5 700 MXN520

Évaluation et prise de décision pour des transports durables
ISBN 9282113124
256p
€55 \$69 £39 ¥7 500 MXN650

ÉCONOMIE

Perspectives économiques de l'OCDE : N° 75
Code OCDE 122004752P1
200p
€61 \$61 £39 ¥7 500 MXN630

À paraître prochainement

- Perspectives économiques de l'OCDE, N° 75 (mai 2004)
- Rapport annuel de l'OCDE (mai 2004)
- Les impôts sur les salaires : 2002-2003 (avril 2004)
- Études économiques de l'OCDE : États-Unis (avril 2004)

Cinq chapitres posent les questions suivantes : Après le dégonflement de la bulle des télécommunications, les entreprises du secteur ont rencontré des difficultés. Sont-elles sur le chemin du redressement ? Quelles sont les principales sources de divergence dans les tendances de croissance des grandes économies ? Quelles sont les caractéristiques et les tendances récentes des investissements directs étrangers ? Où en est la libéralisation des investissements directs étrangers dans les pays de l'OCDE et quelles barrières font encore obstacle ? Quel serait l'impact de réformes supplémentaires en matière de commerce extérieur et de réglementation sur les investissements directs étrangers et l'intégration économique au sein des pays de l'OCDE ?

Revue économique de l'OCDE : N° 36
Code OCDE 132003362P1
210p, 40 tableaux, 30 graphiques
Disponible uniquement par abonnement.

Les thèmes : Influence des politiques sur les échanges et l'investissement direct étranger ; Mesure des restrictions visant les investissements directs de l'étranger dans les pays de l'OCDE ; La baisse des taux d'épargne privée durant les années 1990 dans les pays de l'OCDE ; Consolidations tarifaires, protection inutilisée et libéralisation des échanges agricoles.

Perspectives économiques en Afrique : Annexe statistique
ISBN 9264101667
€25 \$25 £16 ¥3 000 MXN250
Cette base de données complète la publication « Perspectives économiques en Afrique ».

Comprendre la croissance économique : Analyse au niveau macroéconomique, au niveau sectoriel et au niveau de l'entreprise
Co-édité par Palgrave Macmillan Ltd
ISBN 9264020403
220p, 25 tableaux, 29 graphiques
€24 \$30 £17 ¥3 300 MXN280

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE
Chaque étude : €35 \$35 £22 ¥4 300 MXN360

Norvège
ISBN 9264014896
220p, 25 tableaux, 43 graphiques
Thème spécial : Concurrence sur les marchés de produits et performance économique.

Suède
ISBN 9264020489
Thème spécial : Concurrence et performance économique.
166p, 27 tableaux, 52 graphiques

Royaume-Uni
ISBN 9264020225
139p, 57 tableaux, 33 graphiques
L'économie du Royaume-Uni a fait preuve d'une remarquable résistance au cours du ralentissement récent, la production ne tombant que légèrement au-dessous de son potentiel. Parallèlement, l'inflation est demeurée proche de l'objectif et le taux de chômage est un des plus faibles de la zone OCDE. À moyen terme, améliorer la qualité des services publics avec un bon rapport coût-efficacité dans des domaines prioritaires tels que la santé et l'enseignement représentera un enjeu capital. À long terme, il faudra s'employer à renforcer encore la croissance, en réduisant l'« écart de productivité » toujours très marqué entre le Royaume-Uni et le groupe de tête des pays de l'OCDE, alors que la non-activité de certains groupes demeure préoccupante.

ÉDUCATION

L'innovation dans l'économie du savoir : Implications pour l'éducation et la formation
ISBN 9264105611
80p
€21 \$24 £15 ¥2 900 MXN250
Ce rapport explore quelques facteurs clés de l'innovation, valables dans

toute l'économie, ainsi que les implications de ces facteurs pour l'avancée des connaissances dans un secteur particulier, celui de l'éducation primaire et secondaire.

Les étudiants handicapés dans l'enseignement supérieur
ISBN 9264105069
130p, 16 tableaux
€24 \$28 £17 ¥3 300 MXN290

Équipements éducatifs et gestion des risques : les catastrophes naturelles
ISBN 9264020047
119p
€35 \$44 £25 ¥4 800 MXN420

Orientation professionnelle et politique publique : comment combler l'écart
ISBN 9264105654
182p
€35 \$40 £25 ¥4 800 MXN420

Examens des politiques nationales d'éducation : Chili
ISBN 9264106340
320p
€55 \$69 £38 ¥7 100 MXN700

EMPLOI ET SOCIÉTÉ

Viellissement et politiques de l'emploi : Japon
ISBN 9264021094
148p
€24 \$24 £15 ¥2 900 MXN250

Viellissement et politiques de l'emploi : Norvège
ISBN 9264020454
128p
€24 \$24 £15 ¥2 900 MXN250

ÉNERGIE

Gouvernement et énergie nucléaire
ISBN 9264015396
112p
€21 \$26 £15 ¥2 700 MXN270
Cette publication examine les rôles et les responsabilités des gouvernements en matière d'énergie nucléaire dans le cadre des objectifs globaux des politiques énergétiques nationales et étudie les instruments disponibles pour atteindre ces objectifs.

ENVIRONNEMENT

Addressing the Economics of Waste
ISBN 9264106197
190p, 25 tableaux, 35 graphiques
€32 \$40 £22 ¥4 400 MXN380

Disponible uniquement en anglais. Voir revue.

La performance environnementale des marchés publics : Vers des politiques cohérentes
ISBN 9264101578
252p
€45 \$52 £29 ¥5 500 MXN460
Cet ouvrage étudie l'efficacité économique et l'efficacité environnementale potentielles des programmes et politiques d'achats publics plus écologiques, en s'appuyant sur l'expérience de différents pays membres de l'OCDE. Il analyse par ailleurs les liens entre les programmes d'achats publics plus écologiques et les domaines connexes de la politique publique, notamment le cadre général de la politique environnementale, la gestion des dépenses publiques et le cadre juridique des marchés publics.

EXAMENS ENVIRONNEMENTAUX DE L'OCDE

Canada
ISBN 9264107770
174p, 25 tableaux, 21 graphiques
€37 \$37 £24 ¥4 500 MXN380

Autriche
ISBN 9264018905
224p, 30 tableaux, 59 graphiques
€37 \$37 £24 ¥4 500 MXN380

GOVERNANCE

Promesses et limites de la démocratie électronique : les défis de la participation citoyenne en ligne
ISBN 9264020020
141p
€24 \$28 £17 ¥3 300 MXN290
Comment des consultations en ligne peuvent-elles être conçues pour combler le fossé numérique et permettre l'inclusion des groupes traditionnellement marginalisés ? Comment de tels apports peuvent-ils être intégrés dans le cycle décisionnel ? Comment peut-on garantir la protection des données personnelles ?

Études de l'OCDE sur l'administration électronique : Finlande
ISBN 9264102604
152p, 34 graphiques
€35 \$35 £22 ¥4 300 MXN360

Gérer les conflits d'intérêt dans le service public : Lignes directrices de l'OCDE et expériences nationales
ISBN 9264104925
200p, 5 tableaux, 12 graphiques
€40 \$46 £27 ¥5 100 MXN460

Examens territoriaux de l'OCDE : La Réunion, France
ISBN 9264106650
148p

Examens territoriaux de l'OCDE : Montréal
ISBN 9264105999
196p
Ce rapport examine le cas de la région métropolitaine de Montréal qui a connu l'une des plus audacieuses réformes institutionnelles parmi les pays de l'OCDE.

INDUSTRIE, SCIENCE ET INNOVATION

L'espace à l'horizon 2030 : quel avenir pour les applications spatiales ?
ISBN 9264020330
204p, 22 tableaux, 72 graphiques
€35 \$44 £24 ¥4 500 MXN450
Quelles sont maintenant les perspectives du secteur spatial ? Quels sont les obstacles à la poursuite de son développement ? Quel est son avenir à plus long terme ? Quelles sont ses applications les plus prometteuses ?

Les capacités de production d'acier dans les économies non OCDE : Édition 2003
ISBN 9264105204
400p, 220 tableaux

STATISTIQUES

Statistiques de l'OCDE sur les échanges internationaux de services : 1993-2002
Co-édité avec EUROSTAT
ISBN 9264015507
428p, 233 tableaux
€95 \$119 £66 ¥12 200 MXN1 200
Également disponible sur CD-ROM et en ligne.

Comptes nationaux des pays de l'OCDE : Principaux agrégats : 1991-2002
ISBN 9264106006
392p
€105 \$121 £74 ¥14 300 MXN1 250
Également disponible sur CD-ROM et en ligne.

Investisseurs institutionnels : Annuaire statistique 1992/2001
ISBN 9264020004
312p
€68 \$78 £48 ¥9 200 MXN800
Également disponible sur CD-ROM.

TRANSPORTS

Sécurité routière : Mieux protéger les enfants

ISBN 9264106308
130p, 20 photos
€30 \$38 £21 ¥3 800 MXN380
Voir revue.

La réforme des taxes et des redevances dans les transports
ISBN 9282103188
207p, 146 tableaux, 51 graphiques
€40 \$46 £27 ¥5 100 MXN460
Cette publication analyse les effets potentiels d'une réforme des taxes et des redevances du secteur des transports visant à optimiser leur efficacité. Elle étudie notamment les changements susceptibles de se produire en matière de prix et de taxes, tant pour les automobilistes et les transporteurs routiers que pour les utilisateurs de services de transport. Le rapport s'intéresse également à l'impact que les disparités fiscales entre pays ont sur leur compétitivité au niveau international.

Évolution des transports : 1970-2002
ISBN 9282103242
68p, 16 tableaux, 11 graphiques
€21 \$26 £15 ¥2 700 MXN270
Quelle a été l'évolution du secteur des transports de voyageurs et de marchandises depuis 1970 ? Qu'en est-il de la sécurité routière ?

Dernières synthèses

Publications gratuites en ligne sur www.oecd.org, sous « Documentation ».

- Études économiques du Royaume-Uni, de la Hongrie, de la Suisse, de la Suède, de la République slovaque, de la Norvège
- La gouvernance d'entreprise dans les pays en développement, en transition et les économies émergentes
- Le programme de Doha pour le développement : droits de douane et commerce
- L'examen par les pairs : un instrument de coopération et de changement
- Examen territorial de l'OCDE de Montréal
- Politique de la science et de l'innovation : principaux défis et perspectives

Déchets

La société de consommation dans laquelle nous vivons est aussi celle du « tout jetable ». L'Union européenne produira cette année environ 1,3 milliard de tonnes de déchets, soit quelque 3,5 tonnes de déchets solides pour chaque homme, femme et enfant. Les États-Unis traitent chaque jour 2 kg d'ordures ménagères par personne ; ce chiffre s'établit à 1,1 kg en Europe. Dans les pays de l'OCDE, la production annuelle totale de déchets s'élève à plus d'une demi tonne par personne, dont seulement 16 % sont recyclés. Tout le reste, exceptés les 6 % transformés en compost, est mis en décharge ou incinéré.

Le traitement des déchets, non seulement coûte cher, mais a également des effets préjudiciables sur l'environnement. Faire assumer aux producteurs de déchets une plus large part des coûts directs peut les inciter à réduire leur production et à recourir davantage au recyclage. *Addressing the Economics of Waste* réunit plusieurs études qui passent en revue les avantages et inconvénients du recyclage par rapport à la mise en décharge ou à l'incinération. Une analyse



comparative réalisée par l'Agence danoise de protection de l'environnement sur le traitement des déchets en PVC révèle que la mise en décharge est la solution la plus économique, mais que son impact sur l'environnement est le plus difficile à mesurer ; dans le cas de l'incinération, les coûts de traitement et les coûts pour l'environnement s'avèrent en revanche plus élevés. Les solutions mixtes alliant incinération et mise en décharge sont quant à elles moins coûteuses que, par exemple, les procédés de traitement chimique.

Cet ouvrage examine l'application d'instruments de type taxes et redevances et comment éviter les risques de dépôts sauvages qui s'y attachent en faisant payer à l'avance aux producteurs des « redevances d'élimination » correspondant au coût estimé du recyclage ultérieur de leurs produits. Cette démarche renvoie au principe de « responsabilité élargie des producteurs » qui veut que les producteurs, importateurs et distributeurs organisent la collecte et le recyclage d'objets usagés tels que les équipements électriques, les vieux pneus, les piles et batteries, etc. Certaines mesures imposent aux entreprises d'intégrer un certain pourcentage de matériaux recyclés dans les nouveaux produits mis sur le marché, mais il n'est pas dit que le rapport coût-avantages de ces mesures soit véritablement intéressant.

La version électronique de cette publication est disponible sur www.oecd.org/bookshop. Rappelons cependant que, si commander un document en ligne permet de réaliser des économies de papier, le matériel utilisé pour envoyer et traiter votre commande risque de finir un jour dans une décharge de déchets toxiques. ■

Abonnez-vous à l'OBSERVATEUR

Oui, je désire m'abonner à l'Observateur pour 6 exemplaires avec le supplément *l'OCDE en chiffres* d'une valeur de €15.

- € 50
 US\$ 50
 JPY 5 900
 GBP 31

L'abonnement débutera avec le prochain numéro. La version anglaise est envoyée automatiquement aux abonnés sauf indication contraire.

- Version anglaise (0100001P) ISSN 0029-7054
 Version française (0100002P) ISSN 0304-3398

Commandez vos publications en ligne : www.oecd.org/bookshop, ou demandez les Nouvelles publications qui vous intéressent dans cette section à l'une des adresses ci-dessous.

Où effectuer la livraison ?

Nom
 Organisation Profession Pays
 Adresse Téléphone
 Fax
 Code postal Ville E-mail

Règlement

- Chèque/Mandat postal ci-joint (à l'ordre de l'OCDE)
 Veuillez débiter ma carte de crédit VISA/Master Card/American Express

TOTAL À PAYER :

N° de carte Date d'expiration

Signature.....
 Date

Où envoyer votre commande

Pour l'Autriche, Allemagne et Suisse :
 OECD BONN Centre
 August-Bebel-Allee 6
 D-53175 BONN, GERMANY
 Tel: (49-228) 959 1215
 Fax: (49-228) 959 1218
 E-mail: bonn.contact@oecd.org
 Internet: www.oecd.org/deutschland

Pour l'Asie :
 OECD TOKYO Centre
 3rd Floor, Nippon Press Ctr. Bldg
 2-2-1 Uchisaiwaicho, Chiyoda-ku
 TOKYO 100-0011, JAPAN
 Tel: (81-3) 5532 0021
 Fax: (81-3) 5532 0035
 E-mail: center@oecdtkyo.org
 Internet: www.oecdtkyo.org

Pour l'Amérique Latine :
 OECD MEXICO Centre
 Av. Presidente Mazaryk 526
 Colonia: Polanco C. P.11560
 MEXICO D.F., MEXICO
 Tel: (52-55) 913 86 233
 Fax: (52-55) 528 00 480
 E-mail: mexico.contact@oecd.org
 Internet: rtm.net.mx/ocde/

Pour les États-Unis :
 OECD WASHINGTON Center
 2001 L Street N.W.,
 Suite 650, WASHINGTON D.C.,
 20036-4922 USA
 Toll free: (1-800) 456 6323
 Tel: (1-202) 785 6323
 Fax: (1-202) 785 0350
 E-mail: washington.contact@oecd.org
 Internet: www.oecdwash.org

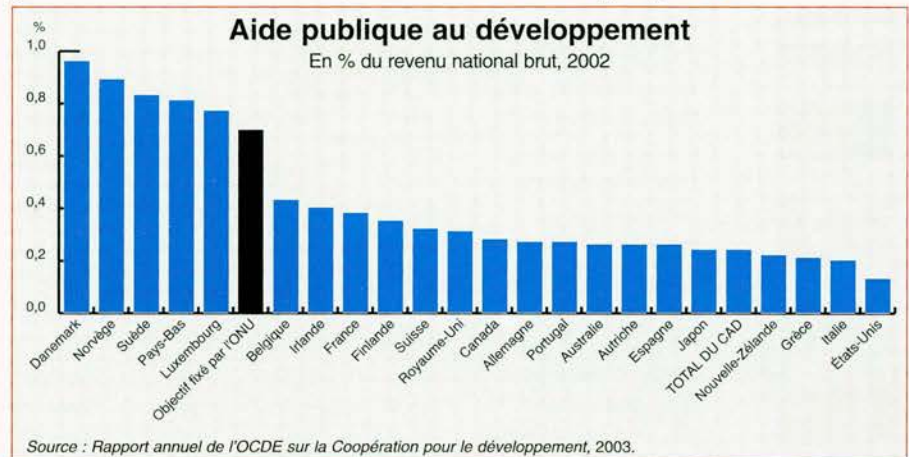
Pour le reste du monde :
 OECD c/o Turpin Distribution
 Services Ltd, PO Box 22,
 Blackhorse Road, LETCHWORTH
 SG6 1YT, Royaume-Uni
 Fax: (44) 1462 480 947
 E-mail: books@turpinltd.com
 E-mail: subscriptions@turpinltd.com
 Commandes en ligne (paiement sécurisé
 par carte de crédit) www.oecd.org/bookshop/

Plus d'aide, plus d'effort

Selon la dernière édition du *Rapport annuel de l'OCDE sur la Coopération pour le développement*, les principaux pays donateurs ont accru leurs efforts d'aide mais ils ont encore un long chemin à parcourir pour respecter les engagements pris à la Conférence des Nations unies sur le financement du développement tenue à Monterrey, au Mexique, en 2002. Pour la première fois depuis plusieurs années, l'aide internationale a beaucoup augmenté en 2002 puisqu'elle est passée à US\$58 milliards, contre US\$52 milliards en 2001 à prix et taux de change courants. Les engagements pris à Monterrey prévoient que les apports d'aide se montent à US\$75 milliards d'ici 2006, ce qui serait la plus forte progression observée au cours des 43 années d'existence du Comité d'aide au développement (CAD), lequel coordonne les politiques d'aide au développement des principaux pays donateurs du monde. Cependant, beaucoup dépend des décisions que prendront cinq grands pays de l'OCDE – les États-Unis (plus grand donneur

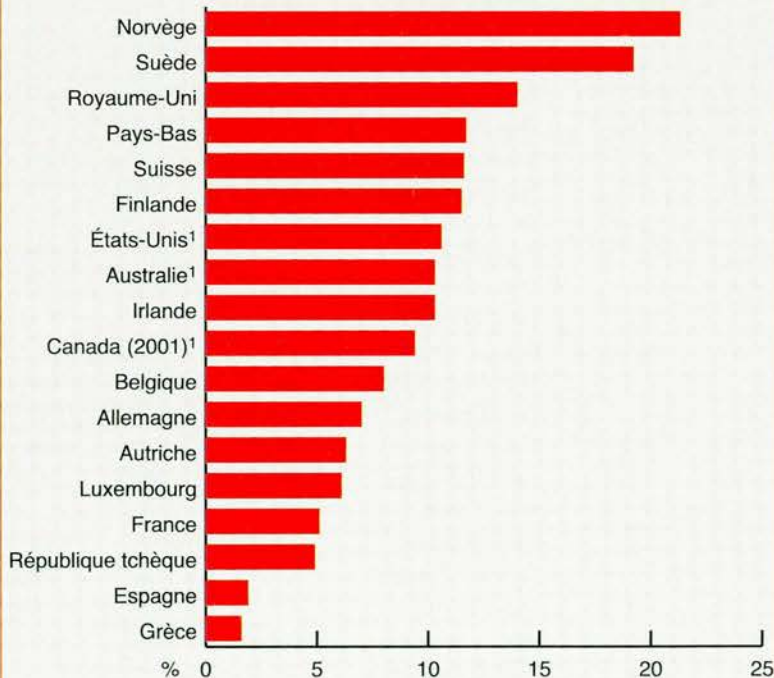
en dollars), l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie – car leurs budgets pour 2004 laissent subsister un écart considérable qu'ils devront combler s'ils veulent concrétiser leurs promesses. Même si l'objectif était atteint en 2006, les apports d'aide représenteraient moins de 0,3 % du revenu national brut global des membres du CAD-OCDE, contre

0,7 % recommandé par l'ONU. Cinq pays ont atteint ou dépassé l'objectif de l'ONU en 2002 : le Danemark, la Norvège, la Suède, les Pays-Bas et le Luxembourg. D'après le *Rapport sur la Coopération pour le développement*, la plupart des sept Objectifs du millénaire pour le développement devant être réalisés d'ici 2015, risquent de ne pas être atteints dans la plupart des régions du monde, en particulier en Afrique subsaharienne. Voir : www.oecd.org/dac/goals ■



Emploi des étrangers dans les secteurs santé et services sociaux

















% de l'emploi étranger total, moyenne 2001-2002

















1. Les données portent sur la population née à l'étranger âgée de 15 ans et plus.
Source : *Tendances des migrations internationales de l'OCDE*, édition 2003.

En route

En dépit du ralentissement économique qui affecte certains pays de l'OCDE, le nombre de gens arrivant dans les pays de l'Organisation pour trouver un emploi ou rejoindre leur famille atteint un niveau record. Selon la dernière édition des *Tendances des migrations internationales de l'OCDE*, en 2001 et 2002, plus d'un million d'immigrants permanents ont été admis aux États-Unis, soit quelque 25 % de plus qu'en 2000. L'Europe connaît un phénomène analogue : c'est ainsi que plusieurs pays, dont l'Autriche, la France et la Suisse, ont admis environ 15 % d'immigrants de plus au cours de la même période. En 2001-2002, les migrations pour l'emploi ont progressé de façon spectaculaire, dans tous les types d'activité mais notamment dans le secteur de la santé en raison des pénuries de main-d'œuvre nationale. Actuellement, ce secteur emploie 21 % de la totalité des étrangers présents en Norvège, 19 % en Suède, 14 % au Royaume-Uni, 12 % aux Pays-Bas et 11 % aux États-Unis. Les migrations de travailleurs hautement qualifiés dans les domaines des soins de santé, de l'enseignement et des nouvelles technologies ont conduit à s'interroger sur l'éventualité d'un « exode des cerveaux » dont les pays de départ pâtiraient. Après une étude sur les soins de santé en Afrique du Sud, le rapport conclut que l'émigration n'est probablement pas la principale raison des difficultés auxquelles sont confrontés les pays en développement mais qu'elle aggrave le problème. ■

			Variation (%) par rapport à :				Niveau :	
			période précédente	année précédente			valeur courante	même période année précédente
 Allemagne	Produit intérieur brut	T3 03	0,2	-0,2	Balance courante	T3 03	21,60	19,84
	Indicateur avancé	déc. 03	0,9	7,4	Taux de chômage	déc. 03	9,20	9,00
	Prix à la consommation	déc. 03	0,8	1,1	Taux d'intérêt		*	*
 Australie	Produit intérieur brut	T3 03	1,2	2,6	Balance courante	T3 03	-7,86	-4,37
	Indicateur avancé	déc. 03	0,2	1,3	Taux de chômage	déc. 03	5,60	6,10
	Prix à la consommation	T4 03	0,5	2,4	Taux d'intérêt	déc. 03	5,47	4,83
 Autriche	Produit intérieur brut	T3 03	0,3	0,8	Balance courante	T3 03	-1,23	-0,41
	Indicateur avancé	déc. 03	0,3	7,5	Taux de chômage	déc. 03	4,60	4,30
	Prix à la consommation	déc. 03	0,2	1,2	Taux d'intérêt		*	*
 Belgique	Produit intérieur brut	T3 03	0,5	0,8	Balance courante	T3 03	2,26	2,41
	Indicateur avancé	déc. 03	1,2	5,6	Taux de chômage	déc. 03	8,30	7,70
	Prix à la consommation	jan. 04	0,3	1,6	Taux d'intérêt		*	*
 Canada	Produit intérieur brut	T3 03	0,3	1,0	Balance courante	T3 03	5,30	3,41
	Indicateur avancé	déc. 03	1,3	4,7	Taux de chômage	déc. 03	7,40	7,50
	Prix à la consommation	déc. 03	0,1	2,0	Taux d'intérêt	juil. 03	2,99	2,85
 Corée	Produit intérieur brut	T3 03	1,1	2,1	Balance courante	nov. 03	2,33	0,82
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	déc. 03	3,50	3,00
	Prix à la consommation	jan. 04	0,6	3,4	Taux d'intérêt	déc. 03	4,30	4,90
 Danemark	Produit intérieur brut	T3 03	-0,2	-0,5	Balance courante	T3 03	1,73	0,66
	Indicateur avancé	déc. 03	-0,3	4,9	Taux de chômage	déc. 03	6,1	4,90
	Prix à la consommation	déc. 03	-0,1	1,4	Taux d'intérêt	jan. 04	2,14	2,95
 Espagne	Produit intérieur brut	T3 03	0,7	2,4	Balance courante	oct. 03	-2,43	-1,36
	Indicateur avancé	déc. 03	-0,2	3,3	Taux de chômage	déc. 03	11,20	11,50
	Prix à la consommation	déc. 03	0,2	2,6	Taux d'intérêt		*	*
 États-Unis	Produit intérieur brut	T4 03	1,0	4,3	Balance courante	T3 03	-135,04	-122,72
	Indicateur avancé	déc. 03	1,2	8,4	Taux de chômage	déc. 03	5,70	6,00
	Prix à la consommation	déc. 03	-0,1	1,9	Taux d'intérêt	jan. 04	1,06	1,29
 Finlande	Produit intérieur brut	T3 03	0,8	1,5	Balance courante	nov. 03	0,71	1,43
	Indicateur avancé	déc. 03	-0,2	5,1	Taux de chômage	déc. 03	9,00	9,00
	Prix à la consommation	déc. 03	0,1	0,6	Taux d'intérêt		*	*
 France	Produit intérieur brut	T3 03	0,4	-0,3	Balance courante	nov. 03	1,07	4,89
	Indicateur avancé	déc. 03	0,8	4,7	Taux de chômage	déc. 03	9,50	9,10
	Prix à la consommation	déc. 03	0,1	2,2	Taux d'intérêt		*	*
 Grèce	Produit intérieur brut	2001	..	4,1	Balance courante	nov. 03	-1,77	-1,65
	Indicateur avancé	nov. 03	0,1	3,9	Taux de chômage	juin 03	9,20	9,90
	Prix à la consommation	déc. 03	0,4	3,1	Taux d'intérêt		*	*
 Hongrie	Produit intérieur brut	T3 03	3,1	2,9	Balance courante	nov. 03	-0,27	-0,33
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	déc. 03	5,90	5,70
	Prix à la consommation	déc. 03	0,2	5,7	Taux d'intérêt	déc. 03	11,78	8,19
 Irlande	Produit intérieur brut	T3 03	-4,6	-0,1	Balance courante	T3 03	-0,36	-0,30
	Indicateur avancé	déc. 03	1,7	17,8	Taux de chômage	déc. 03	4,50	4,40
	Prix à la consommation	déc. 03	0,4	1,9	Taux d'intérêt		*	*
 Islande	Produit intérieur brut	T3 03	2,0	3,2	Balance courante	T3 03	-0,20	-0,01
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	déc. 03	3,10	2,80
	Prix à la consommation	jan. 04	0,0	2,4	Taux d'intérêt	déc. 03	4,80	5,80
 Italie	Produit intérieur brut	T3 03	0,5	0,5	Balance courante	août 03	-2,67	-0,27
	Indicateur avancé	déc. 03	-1,4	2,0	Taux de chômage	oct. 03	8,40	8,90
	Prix à la consommation	déc. 03	0,1	2,5	Taux d'intérêt		*	*

			Variation (%) par rapport à :				Niveau :	
			période précédente	année précédente			valeur courante	même période année précédente
	Produit intérieur brut	T3 03	0,3	1,8	Balance courante	nov. 03	13,58	8,34
	Indicateur avancé	déc. 03	0,1	3,0	Taux de chômage	déc. 03	4,90	5,50
	Prix à la consommation	déc. 03	0,1	-0,4	Taux d'intérêt	déc. 03	0,03	0,05
	Produit intérieur brut	2001	..	1,0	Balance courante	T3 03	0,71	0,13
	Indicateur avancé	déc. 03	1,8	11,0	Taux de chômage	déc. 03	3,90	3,20
	Prix à la consommation	déc. 03	0,1	2,1	Taux d'intérêt		*	*
	Produit intérieur brut	T3 03	-0,5	0,4	Balance courante	T3 03	-2,43	-3,65
	Indicateur avancé	déc. 03	1,1	3,8	Taux de chômage	déc. 03	3,40	2,50
	Prix à la consommation	déc. 03	0,4	4,0	Taux d'intérêt	jan. 04	5,11	8,69
	Produit intérieur brut	T3 03	0,8	0,2	Balance courante	T3 03	6,93	6,05
	Indicateur avancé	déc. 03	1,0	7,1	Taux de chômage	nov. 03	4,60	4,10
	Prix à la consommation	déc. 03	0,0	0,6	Taux d'intérêt	jan. 04	2,26	5,99
	Produit intérieur brut	T3 03	1,7	2,9	Balance courante	T3 03	-1,14	-0,83
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	T3 03	4,30	5,40
	Prix à la consommation	T4 03	0,7	1,6	Taux d'intérêt	jan. 04	5,35	5,86
	Produit intérieur brut	T3 03	0,0	-1,2	Balance courante	T3 03	5,39	1,50
	Indicateur avancé	déc. 03	0,6	3,2	Taux de chômage	nov. 03	4,10	3,00
	Prix à la consommation	déc. 03	-0,6	1,7	Taux d'intérêt		*	*
	Produit intérieur brut	T2 02	6,1	1,0	Balance courante	déc. 03	-0,71	-0,38
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	nov. 03	19,10	19,80
	Prix à la consommation	déc. 03	0,2	1,7	Taux d'intérêt	déc. 03	5,31	6,11
	Produit intérieur brut	T3 03	-0,5	-0,9	Balance courante	T3 03	-2,33	-2,30
	Indicateur avancé	déc. 03	-0,6	0,2	Taux de chômage	déc. 03	6,90	6,00
	Prix à la consommation	déc. 03	0,1	2,4	Taux d'intérêt		*	*
	Produit intérieur brut	T3 03	2,2	4,2	Balance courante	T3 03	-0,10	-0,54
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	déc. 03	16,60	18,30
	Prix à la consommation	déc. 03	0,2	9,2	Taux d'intérêt	déc. 03	7,15	7,50
	Produit intérieur brut	T3 03	0,7	3,1	Balance courante	T3 03	-1,41	-1,37
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	déc. 03	7,60	7,40
	Prix à la consommation	déc. 03	0,2	1,0	Taux d'intérêt	jan. 04	2,07	2,66
	Produit intérieur brut	T3 03	0,8	2,1	Balance courante	T3 03	-13,01	-3,50
	Indicateur avancé	déc. 03	0,8	2,3	Taux de chômage	oct. 03	4,90	5,10
	Prix à la consommation	déc. 03	0,4	2,8	Taux d'intérêt	déc. 03	3,95	3,95
	Produit intérieur brut	T3 03	0,5	1,5	Balance courante	déc. 02	0,00	0,85
	Indicateur avancé	déc. 03	1,4	6,0	Taux de chômage	déc. 03	6,00	5,10
	Prix à la consommation	déc. 03	0,1	1,3	Taux d'intérêt	jan. 04	2,60	3,65
	Produit intérieur brut	T3 03	0,2	-0,7	Balance courante	T3 03	8,19	7,78
	Indicateur avancé	déc. 03	0,2	5,3	Taux de chômage	T3 03	4,30	3,30
	Prix à la consommation	déc. 03	0,0	0,6	Taux d'intérêt	déc. 03	0,26	0,62
	Produit intérieur brut	T3 03	38,3	4,8	Balance courante	T3 03	-0,86	0,31
	Indicateur avancé	déc. 03	1,0	4,7	Taux de chômage	T3 03	9,40	9,60
	Prix à la consommation	déc. 03	0,9	18,4	Taux d'intérêt	déc. 03	26,00	44,00
	Produit intérieur brut	T3 03	0,4	0,4	Balance courante	nov. 03	2,11	9,42
	Indicateur avancé	déc. 03	0,2	5,3	Taux de chômage	déc. 03	8,80	8,60
	Prix à la consommation	déc. 03	0,4	2,0	Taux d'intérêt	jan. 04	2,09	2,83

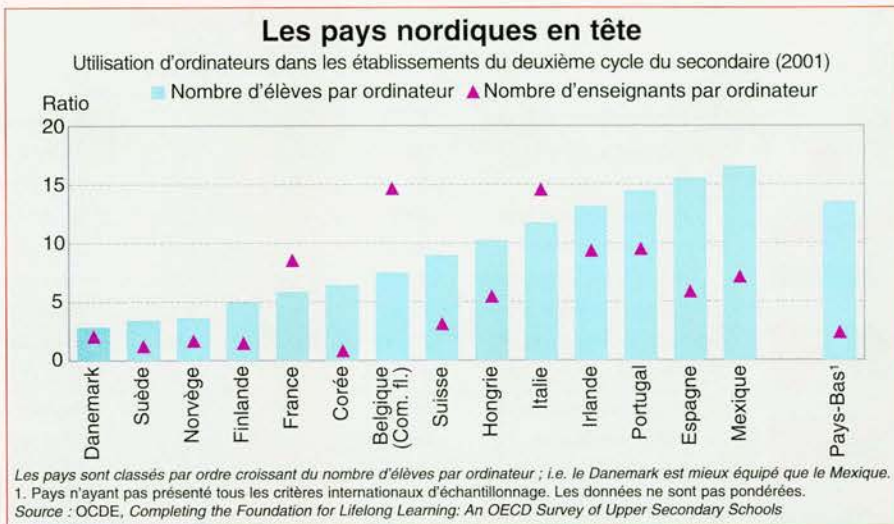
Définitions et notes :

Produit intérieur brut : Séries en volume ; corrigées des variations saisonnières sauf pour la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, la Pologne, la République slovaque et la Turquie. **Indicateur avancé** : Indice composite, basé sur différents indicateurs de l'activité économique (opinions qualitatives sur la production ou l'emploi, permis de construire, séries financières ou monétaires, etc.), qui signale les mouvements cycliques de la production industrielle de six à neuf mois en avance. **Indice des prix à la consommation** : Mesure les variations dans le temps des prix de vente au détail d'un panier constant de biens et services. **Balance courante** :

US\$ milliards ; corrigées des variations saisonnières sauf pour la Grèce, l'Irlande et les Pays-Bas. **Taux de chômage** : % de la population active civile - taux de chômage standardisés ; définitions nationales pour la Corée, l'Islande, le Mexique et la Turquie ; corrigées des variations saisonnières sauf pour la Turquie. **Taux d'intérêt** : Taux à trois mois, sauf pour la Turquie (taux interbancaire au jour le jour). Le taux de la Zone euro s'applique aux 12 pays de la Zone euro. * Voir Zone euro. ..=pas disponible.
Source : Principaux indicateurs économiques, février 2004.

Informatique pour tous ?

Les ordinateurs sont-ils vraiment partout ? Pas dans toutes les écoles. Voici 20 ans que les gouvernements des pays de l'OCDE les plus avancés investissent massivement pour fournir des ordinateurs et amener Internet dans les écoles. Pourtant, d'après un nouveau rapport, l'utilisation de l'informatique par les enseignants comme par les élèves reste en deçà des espérances. En fait, moins de 20 % des élèves du deuxième cycle secondaire fréquentent des établissements offrant suffisamment d'ordinateurs pour tous les enseignants, d'après le rapport *Completing the Foundation for Lifelong Learning: An OECD Survey of Upper Secondary Schools*. La Corée est le seul pays où chaque enseignant dispose d'au moins un ordinateur, mais en Belgique flamande, en Italie et au Portugal, on compte plus de 10 enseignants par ordinateur. Les élèves ne sont guère mieux lotis. Dans 11 des 14 pays étudiés, le nombre insuffisant d'ordinateurs disponibles est cité comme l'un des principaux obstacles à une plus grande utilisation de l'informatique. En moyenne, dans les pays de l'OCDE ayant participé à



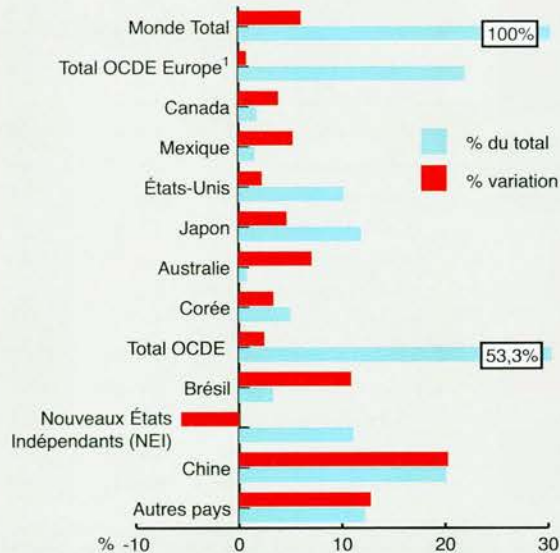
l'enquête, un ordinateur est partagé entre neuf élèves en deuxième cycle secondaire. Ce chiffre étant une moyenne, on trouvera des ratios plus ou moins élevés d'une école à l'autre, et surtout d'un pays à l'autre. Alors qu'au Danemark on compte un ordinateur pour trois élèves, en Irlande, malgré le boom du *Celtic tiger*, ils sont plus de 13 à se partager une machine. Comment expliquer cette sous-utilisation somme toute surprenante des technologies de l'information ? Les raisons les plus fréquemment invoquées sont la difficultés pour les enseignants à intégrer les

technologies de l'information dans le travail en classe, et les problèmes rencontrés pour programmer suffisamment d'heures de cours sur ordinateur pour les classes – c'est-à-dire où l'informatique est enseignée comme une matière à part entière et non comme un outil. Par ailleurs, beaucoup d'enseignants n'ont pas la qualification et les connaissances nécessaires pour utiliser l'informatique. Et pour mettre en place ce cours supplémentaire, le recrutement de professeurs d'informatique n'est pas la moindre des difficultés. ■

Production d'acier

La production mondiale d'acier brut a augmenté de 6,1 % en 2002 pour s'établir à 902,2 millions de tonnes dont plus de la moitié provient de pays de l'OCDE. Mais avec 53,3 % du total, la part des pays de l'OCDE a marqué un recul par rapport à 2001 où elle s'était établie à 55,2 % et ce, en dépit d'une hausse de la production de 2,5 %. Cette progression contraste avec la situation en 2001, lorsque la production des pays de l'OCDE avait diminué de 4,7 %, alors que la production mondiale avait augmenté de 0,3 %, sous l'effet du gonflement de la production chinoise. En 2002, c'est à nouveau la Chine qui a enregistré la plus forte augmentation : + 20,3 % de sa production qui s'est établie à 181,6 millions de tonnes, soit 20,1 % du total mondial, tandis que la production des nouveaux États indépendants reculait de 5,6 % pour retomber à 99,9 millions de tonnes, soit 11,1 % du total, comme le montre le rapport sur l'industrie sidérurgique en 2002. Les principales économies productrices d'acier du monde participent aux négociations engagées à l'OCDE en vue d'éliminer les subventions à l'acier qui faussent les échanges. Une réunion organisée en février a traité des exceptions générales à une interdiction des subventions ; du traitement préférentiel ; des procédures de notification ainsi que des dispositions pour le règlement des différends. Voir : www.oecd.org/sti/steel ■

Production mondiale d'acier brut, 2002

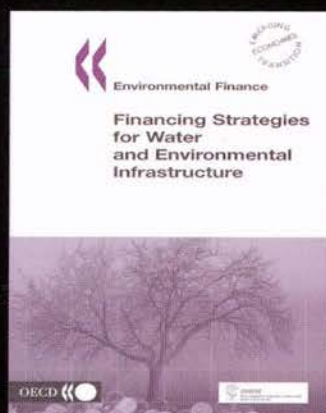
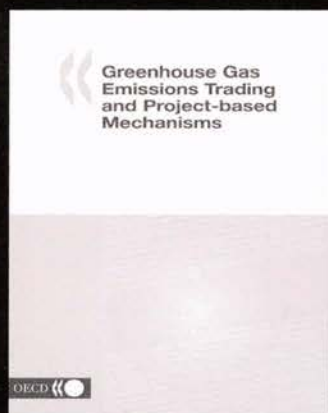


1. Le total OCDE Europe inclut la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque.
 Source : OCDE (2004), *L'industrie sidérurgique en 2002*.

Protégeons notre planète



Pour commander les publications
de l'OCDE sur l'environnement, visitez
www.oecd.org/bookshop



Pour être le premier à être informé des nouvelles parutions sur
l'environnement, inscrivez-vous sur OECDdirect, notre service
gratuit de messagerie électronique : www.oecd.org/OECDDirect

Vous voulez ●

fDi ForeignDirectInvestment
www.fdimagazine.com

attirer des investissements

dans votre région ?



fDi VOUS PROPOSE SES PERSPECTIVES UNIQUES

Pourquoi certaines régions réussissent-elles à attirer des capitaux ?
Comment les entreprises profitent-elles de la délocalisation ?

- Restez à la pointe des dernières évolutions sur les investissements directs, avec nos conseils sur les avantages fiscaux, le redéploiement du personnel, l'environnement, etc
- Profitez des expertises des plus grands acteurs afin de renforcer vos plans et stratégies
- Étudiez les initiatives mises en place par d'autres bureaux d'investissements



Diffusion 14.751 (Certifiée ABC 1 Janvier – 30 Juin 2003)

Composition du lectorat : directeurs financiers, cadres, directeurs des ressources humaines, et autres décideurs et investisseurs de haut niveau.

Comment s'abonner

Prenez votre abonnement annuel pour €133 (£95 - 6 numéros) en appelant le service clientèle au +44 (0)20 8606 7545. Précisez le code fd23042c.

Pour la publicité

Contactez David East au +44 (0)20 7382 8438 ou envoyez un courriel à david.east@ft.com

FT Business
FINANCIAL TIMES